*Ministère du Procureur général*

# Division des services aux tribunaux

## Rapport annuel 2009-2010

Ontario

© Imprimeur de la Reine pour L'Ontario
ISSN 1708-1971 (EVersion anglaise et multilingue imprimée)
ISSN 1708-198X (Version anglaise sur Internet)

# Table des matières


Message du sous-procureur général ..... i
Message de la sous-procureure générale adjointe ..... ii

Chapitre 1 : Introduction à la Division des services aux tribunaux ..... 1
- Mission ..... 1
- Services de base ..... 1
- La rentrée des tribunaux ..... 2
- Rôle de la sous-procureure générale adjointe, Division des services aux tribunaux ..... 3
- Structure régionale ..... 4
- Directeurs régionaux ..... 4
- Portrait de la région Centre-Est ..... 4
- Portrait de la région Centre-Ouest ..... 5
- Portrait de la région Est ..... 7
- Portrait de la région Nord-Est ..... 9
- Portrait de la région Nord-Ouest ..... 11
- Portrait de la région de Toronto ..... 13
- Portrait de la région Ouest ..... 15
- Directeurs et directrices ministériels ..... 17
- Soutien interne ..... 19

Chapitre 2 : Introduction aux tribunaux de l'Ontario ..... 19
- Cour d'appel de l'Ontario ..... 21
- Cour supérieure de justice ..... 21
- Cour de justice de l'Ontario ..... 22
- Effectif judiciaire ..... 24

Chapitre 3 : Activités de tribunaux en 2009-2010 ..... 26
- Les tribunaux de droit criminel — Cour de justice de l'Ontario ..... 27
- Les tribunaux de droit criminel — Cour supérieure de justice ..... 28
- Les tribunaux de droit civil ..... 29
- Les tribunaux de droit de la famille ..... 30
- Les tribunaux de droit de la famille — Cour supérieure de justice ..... 31
- Les tribunaux de droit de la famille — La division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice ..... 32
- Les tribunaux de droit de la famille — Cour de justice de l'Ontario ..... 33
- Cour des petites créances ..... 34
- La Cour d'appel ..... 35

Chapitre 4 : Survol des activités en 2009-2010 ..... 36
- Les cours criminelles ..... 37
- Les tribunaux de droit civil ..... 37
- Les cours de la famille ..... 40

Chapter 5 : Initiatives de la Division en 2009-2010 ..... 42
- Accès à la Justice ..... 44
- Interprètes judiciaires ..... 44
- Accessibilité pour les personnes handicapées ..... 44
- Comité Ontarien de la Justice et des Médias ..... 45
- *Loi de 2009 sur la saine gestion publique* ..... 46
- Modernisation de la prestation des services ..... 46
- Examen des services de sténographie judiciaire ..... 47
- Projets et réalisations en matière de technologie de l'information ..... 47
- Sécurité dans les tribunaux ..... 47
- Initiatives de formation pour la Division et partenariats ..... 49
- Services à la clientèle ..... 49
- Normes de service ..... 50
- Sondage sur la satisfaction des clients ..... 50
- Collaborer avec nos partenaires du système judiciaire ..... 50
- Administration municipale des infractions provinciales ..... 51

Gestion des installations judiciaires ..... 52
Diversification des modes de financement et de l'approvisionnement ..... 52
Études de planification ..... 52
Rénovations et agrandissements ..... 53
Installation de défibrillateurs externes automatiques dans certains tribunaux ..... 53
Planification de la gestion des situations d'urgence ..... 53
Planifier l'avenir ..... 54

Chapitre 6 : Rapport sur les ressources ..... 55
Ressources humaines par région ..... 55
Recettes par région, 2009-2010 ..... 55
Ressources humaines (EPT) pour l'exercice, 2008-2009 ..... 55
État des dépenses ..... 56

Annexe A : Plan quinquennal de la Division des services aux tribunaux ..... A1

Annexe B : Statistiques sur les tribunaux de 2005-2006 à 2009-2010 ..... B1

# Message *du* sous-procureur général

En 2009-2010, la Division des services aux tribunaux a maintenu son engagement d'offrir des services de qualité à la clientèle, tout en soutenant un système judiciaire favorisant la prestation de services accessibles et efficaces. Le rapport annuel de la Division des services aux tribunaux présente les progrès réalisés en vue de remplir son mandat, lequel consiste à offrir des services aux tribunaux modernes et professionnels. J'encourage chacun et chacune à prendre le temps de le lire et à transmettre ses commentaires au ministère par courriel à l'adresse attorneygeneral@ontario.ca.

La Division des services aux tribunaux a de quoi être fière de ce qu'elle a réalisé en 2009-2010. Grâce à sa participation à l'établissement de la *Loi de 2009 sur la saine gestion publique*, par exemple, la Division a contribué à accroître la clarté, la transparence et la responsabilisation de la législation relative aux tribunaux de l'Ontario. Le personnel a également fait preuve de diligence au moment d'apporter des changements aux règles de droit civil et de la Cour des petites créances, notamment les augmentations des plafonds monétaires de la Cour des petites créances et des cas de procédures simplifiées qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2010.

En décembre 2009, le procureur général a annoncé un plan visant à simplifier et à rationaliser le processus judiciaire pour les familles ontariennes. Avec son Projet d'amélioration du système de justice familiale, la Division des services aux tribunaux dirige la réponse du ministère à l'égard de cette réforme.

Pour ce qui est du système de justice pénale, la Division des services aux tribunaux continue de s'avérer un partenaire précieux grâce à la mise en œuvre d'initiatives élaborées dans le cadre de Justice juste-à-temps, un programme visant à créer un système de justice pénale plus efficace en Ontario.

Le ministère s'est également engagé à mettre en place un système judiciaire accessible dans chaque tribunal. Au cours de la dernière année, la Division des services aux tribunaux a fait preuve de leadership en matière de services aux usagers handicapés en cernant, prévenant et éliminant les obstacles à l'accessibilité dans les tribunaux. Grâce aux efforts du personnel de la Division, des coordonnateurs de l'information sur l'accessibilité sont dorénavant présents dans tous les palais de justice de l'Ontario, y compris dans les tribunaux accessibles par avion et les établissements satellites.

Le dévouement continu de la Division à l'égard de l'excellence dans les services à la population de l'Ontario et la collaboration avec tous les partenaires de l'administration de la justice sont grandement appréciés. Félicitations à la Division pour une année fructueuse. Je me réjouis à l'idée d'entamer une autre année productive et bien remplie au cours de laquelle j'aurai le plaisir de travailler avec les membres de son personnel.

Murray Segal, sous-procureur général
Ministère du Procureur général

# Message *de la* sous-procureur général adjointe

Il me fait plaisir de présenter le rapport annuel de la Division des services aux tribunaux pour l'exercice financier couvrant la période du 1er avril 2009 au 31 mars 2010. En dépit du climat économique difficile qui a eu des répercussions sur nous tous, la Division a continué d'assurer la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, opportuns et efficaces, comme en témoignent les pages qui suivent.

L'exercice 2009-2010 a été marqué par d'importantes réformes dans les procédures des tribunaux civils. Ces réformes comprennent, par exemple, l'augmentation de la limite pécuniaire de la Cour des petites créances, la faisant passer de 10 000 $ à 25 000 $ et du plafond monétaire des cas de procédures simplifiées, soit de 50 000 $ à 100 000 $. Ces majorations sont entrées en vigueur le 1er janvier 2010. Pour aviser le public de ces changements et autres, la Division a préparé de nouvelles brochures et des organigrammes sur le droit civil et la Cour des petites créances, et a mis à jour certains des guides et feuilles de renseignements.

La Division est fière d'avoir maintenu son appui vital envers la stratégie Justice juste-à-temps qui vise à réduire les retards dans les tribunaux pénaux de l'Ontario. Les gestionnaires et le personnel des tribunaux qui prennent part à Justice juste-à-temps ont tenu des discussions à l'échelon local en vue de cerner des pratiques améliorées.

Pour renforcer le système de justice familiale, le gouvernement a apporté des modifications aux ordonnances de ne pas faire en octobre 2009 et aux dispositions de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* en matière de garde et de droit de visite en mars 2010. Les règlements, les formules, les politiques et les procédures ont été modifiés par la Division des services aux tribunaux, en collaboration avec d'autres divisions et ministères, en fonction de ces changements.

La Division poursuit également la mise en œuvre de la *Loi de 2009 sur la saine gestion publique*, qui est entrée en vigueur en décembre 2009 et comprend des modifications à la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, la *Loi sur les infractions provinciales*, la *Loi sur les juges de paix* et la *Loi sur les jurys*.

Œuvrant à la réalisation d'un but commun, soit celui d'un système judiciaire accessible, la division a consulté le Comité d'accessibilité aux tribunaux de l'Ontario de façon régulière et a établi des politiques et procédures pour le service aux personnes handicapées. Des coordonnateurs de l'information sur l'accessibilité sont en poste dans tous les tribunaux de la province, ce qui est essentiel pour garantir la conformité aux Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle, aux droits de la personne et à l'engagement de la Division à l'égard de la prestation de services de qualité pour tous.

Poursuivant sur la voie de la modernisation du système judiciaire, la Division des services aux tribunaux a reçu, en novembre 2009, l'approbation de poursuivre l'établissement d'un système de gestion des données judiciaires. Une fois sa mise au point terminée, ce système réunira l'information provenant des trois applications présentement utilisées par les tribunaux de première instance, modernisera le soutien technologique pour l'administration des tribunaux et améliorera la prestation des services judiciaires électroniques au public.

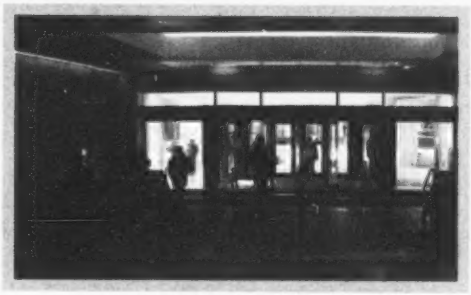
En janvier 2010, la Division a publié ses cinq normes de service, lesquelles expriment clairement les attentes des clients. Ces normes ont été affichées dans tous les palais de justice de l'Ontario.

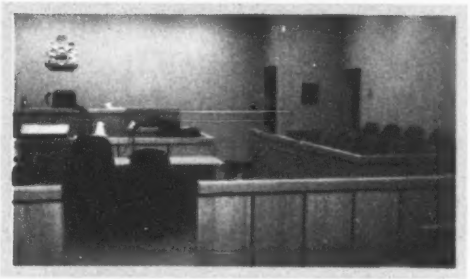
Ce fut donc une année marquée par des améliorations continues, et je tiens à remercier l'excellente équipe de direction ainsi que le personnel de la Division pour leur dévouement et leur appui soutenu à la prestation de services judiciaires de qualité. Il me tarde de poursuivre les nombreuses initiatives en cours en collaboration avec le personnel du ministère, la magistrature et tous nos partenaires du secteur de la justice au cours de la prochaine année.

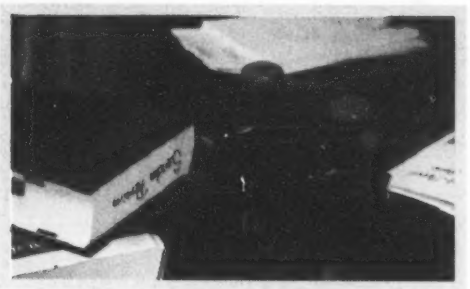
Ann Merritt

Ann Merritt, sous-procureure générale adjointe
Division des services aux tribunaux

# Chapitre 1
# Introduction à la Division des services aux tribunaux







De haut en bas, employé de la Division des services aux tribunaux, hall du palais de justice d'Ottawa, salle d'audience du palais de justice de Lindsay, comptoir de la Cour d'appel de l'Ontario

## Mission

Le ministère du Procureur général est chargé d'administrer la justice en Ontario. Au sein du ministère, la Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration des tribunaux.

La mission de la Division est d'offrir des services modernes et professionnels pour permettre aux tribunaux de rendre la justice de façon accessible, équitable, rapide et efficace.

## Objectif

La *Loi sur les tribunaux judiciaires* (*LTJ*) énonce d'importants objectifs quant à l'administration des tribunaux. L'article 71 de la *LTJ* prévoit que :

> L'administration des tribunaux devrait être assurée de façon à :
>
> a. maintenir l'indépendance de la magistrature en tant qu'organe de gouvernement distinct;
>
> b. reconnaître les rôles et responsabilités respectives du procureur général et de la magistrature dans l'administration de la justice;
>
> c. favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice;
>
> d. améliorer la prestation des services au public;
>
> e. promouvoir l'utilisation efficace des ressources publiques.

La Division est déterminée à développer ces objectifs et est tenue par la loi de décrire, dans son rapport annuel, les progrès qu'elle a réalisés chaque année pour les atteindre.

La Division a adopté un plan quinquennal évolutif qui identifie ses objectifs législatifs et opérationnels et les initiatives connexes qu'elle a mises en place.

Palais de justice de Perth

## Services de base

### Services de greffe

La Division des services aux tribunaux offre des services de greffe dans toutes les régions de la province, y compris l'inscription des dossiers au rôle selon les directives de la magistrature, des services de renseignements et des services au comptoir pour le public, et la gestion des dossiers et des documents juridiques.

### Soutien à la magistrature et soutien en salle d'audience

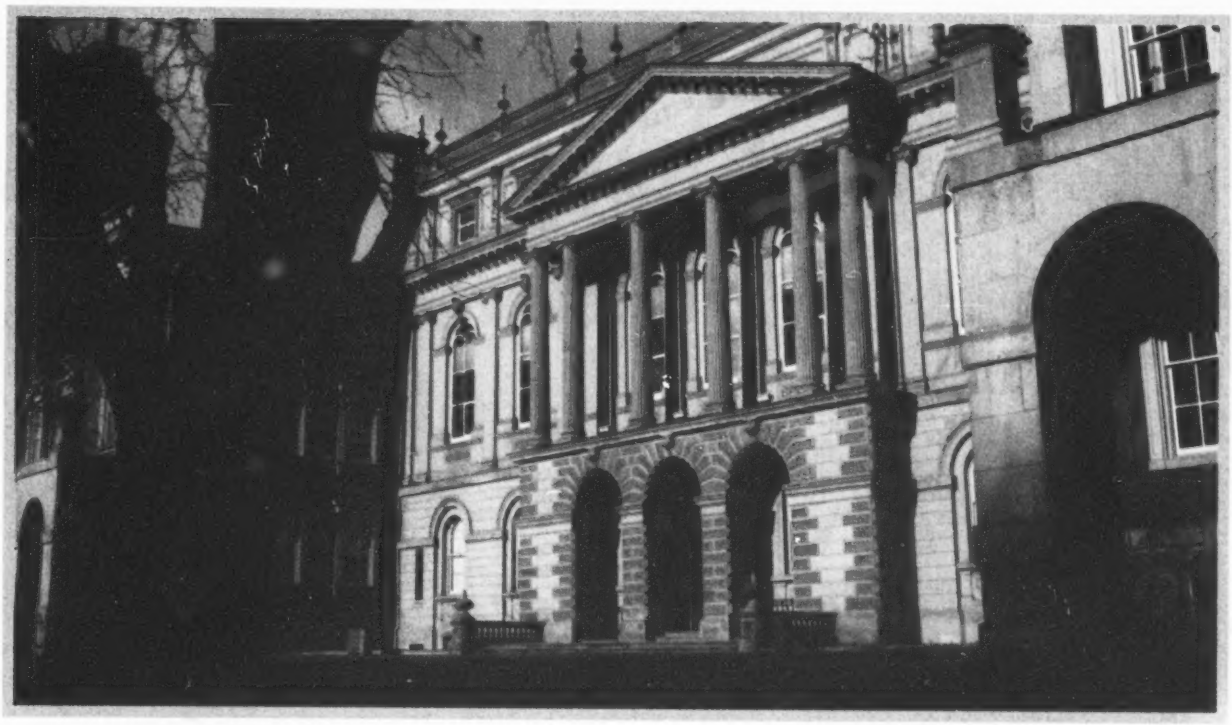
La Division fournit le soutien administratif à tous les juges de la Cour d'appel de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice, de même qu'à tous les juges et juges de paix de la Cour de justice de l'Ontario. La Division gère aussi le système de jury et fournit un soutien dans les salles d'audience par l'entremise de greffiers, de commis, de sténographes, de préposés à l'enregistrement magnétique, d'agents des services aux tribunaux et d'interprètes.

### Services d'exécution

La Division administre l'enregistrement des saisies-arrêts et des brefs d'exécution, la perception et la distribution des sommes provenant de l'exécution aux créditeurs, et l'application des ordonnances en droit civil, notamment les expulsions, les injonctions et les brefs de délaissement.

### Programmes de médiation

La médiation obligatoire dans les affaires de droit civil fait partie de la procédure des tribunaux civils à Ottawa, Toronto et Windsor. La division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice offre aux familles des services de médiation sur une base volontaire dans 17 emplacements de la province. La Division des services aux tribunaux administre les contrats en vue de la prestation des services de médiation de ces tribunaux. Les médiateurs assurent la prestation du service dans les établissements de la Cour de justice de l'Ontario s'occupant du droit de la famille à Toronto.



Osgoode Hall, Toronto

## La rentrée des tribunaux

Le 14 septembre 2009, l'honorable Warren K. Winkler, juge en chef de l'Ontario, a présidé la cérémonie marquant la rentrée des tribunaux de la province qui s'est déroulée à Toronto, en compagnie de l'honorable Heather J. Smith, juge en chef de la Cour supérieure de justice, et de l'honorable Annemarie E. Bonkalo, juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario. Le procureur général, Chris Bentley, s'est joint aux juges en chef.

Le procureur général a observé, « Notre système de justice constitue la base de la société que nous servons... Renforcer la base et encourager l'excellence signifient faire en sorte que la justice serve les Ontariennes et les Ontariens de la façon qui leur importe, c'est-à-dire rapide, efficace et abordable. »

Le juge en chef Winkler a commenté : « Il est temps que nous nous demandions si nous progressons vers l'atteinte de notre objectif primordial, soit de veiller à ce que les Ontariennes et les Ontariens aient un système judiciaire équitable et ouvert. Si la réponse est autre que « oui », cela veut dire que nous manquons tout simplement à notre obligation collective de maintenir une société libre et démocratique. »

La juge en chef Smith a déclaré : « L'un des principes sous-jacents de notre système judiciaire parmi les plus importants et les plus débattus à l'heure actuelle est celui de l'accès à la justice. Dans le contexte de la responsabilisation publique quant au rendement du système judiciaire, la plupart des gens s'entendent pour dire que pour que la justice soit vraiment accessible, le système doit être efficace, abordable et opportun pour tous. »

La juge en chef Bonkalo a ajouté : « Un système de justice efficace et efficient constitue œuvre hautement complexe. Je crois que nous avons tous beaucoup appris au cours des dernières décennies, alors que nous faisons face à une accumulation de dossiers et à une lourde charge de travail, et ce, dans un contexte juridique de plus en plus complexe. Je suis toutefois encouragée par les signes de force et de progrès qui je perçois. »

## Rôle de la sous-procureure générale adjointe, Division des services aux tribunaux

La sous-procureure générale adjointe de la Division des services aux tribunaux est la gestionnaire supérieure du ministère qui supervise l'administration des tribunaux de l'Ontario. Elle a la responsabilité des politiques de législation, de réglementation, et des politiques opérationnelles, ainsi que de l'élaboration de programmes visant à améliorer l'appareil judiciaire.

## Structure régionale

Aux fins de la prestation des services aux tribunaux, la Division est organisée en sept régions administratives. Chaque région est chargée des fonctions suivantes :

- assurer la prestation de services locaux de droit criminel, de droit civil, des petites créances et de droit de la famille;
- gérer les documents, les dossiers, les pièces à conviction et les bases de données;
- fournir des services de soutien à la magistrature, notamment un soutien administratif et un soutien en salle d'audience;
- fournir des services de soutien à la magistrature, y compris un soutien administratif et un soutien en salle d'audience;
- assurer la gestion du système de jury;
- mettre à exécution les ordonnances des tribunaux;
- gérer les amendes, les droits et honoraires, et les fonds en fiducie;
- assurer la gestion des communications avec les intervenants régionaux;
- mettre en œuvre les initiatives de la Division.

## Directeurs régionaux

Chaque région est administrée par un directeur ou une directrice de l'administration des tribunaux qui relève de la sous-procureure générale adjointe, Division des services aux tribunaux.

« ...encourager l'excellence signifie faire en sorte que la justice serve les Ontariennes et les Ontariens de la façon qui leur importe, c'est-à-dire rapide, efficace et abordable. Les initiatives sur lesquelles nous avons travaillé ensemble au cours de la dernière année permettront de concrétiser ces principes. »

L'honorable Chris Bentley,
procureur général de l'Ontario

De haut en bas : Employée au comptoir de la Division des services aux tribunaux; salle d'audience au palais de justice de Dryden

## Portrait de la région Centre-Est

**Sarina Kashak**
directrice intérimaire de l'administration des tribunaux de la région Centre-Est

La région Centre-Est est située au nord et à l'est de Toronto, et fait partie de la région du Grand Toronto. La région comprend les collectivités de York, de Durham, de Simcoe, de Muskoka, d'Haliburton, de Northumberland, de Peterborough et de la ville de Kawartha Lakes.

Au cours de la dernière décennie, son taux de croissance a été l'un des plus forts au pays. En réaction à cela, des études en planification stratégique des immobilisations sont en cours pour la région de York et le comté de Simcoe. Ces études tiennent compte de la croissance prévue au cours des 25 à 30 prochaines années et des prévisions en matière d'installations judiciaires requises pour répondre à l'augmentation de la charge de travail correspondante.

Le palais de justice de Newmarket a été l'un des premiers à participer à la stratégie Justice juste-à-temps du ministère qui vise à réduire les retards dans les tribunaux pénaux. Les participants du système de justice, notamment le personnel de la Division des services aux tribunaux, continuent de surveiller les progrès réalisés grâce aux nouvelles initiatives.

La construction du palais de justice de la région de Durham a été achevée en novembre 2009, et l'occupation de l'édifice a débuté au début de l'année 2010. Ce nouveau palais de justice polyvalent compte 33 salles d'audience, 3 salles des motions, trois salles de conférence en vue d'un règlement et des services judiciaires connexes.

Étant le palais de justice le plus avancé sur le plan technologique, il comprend également :

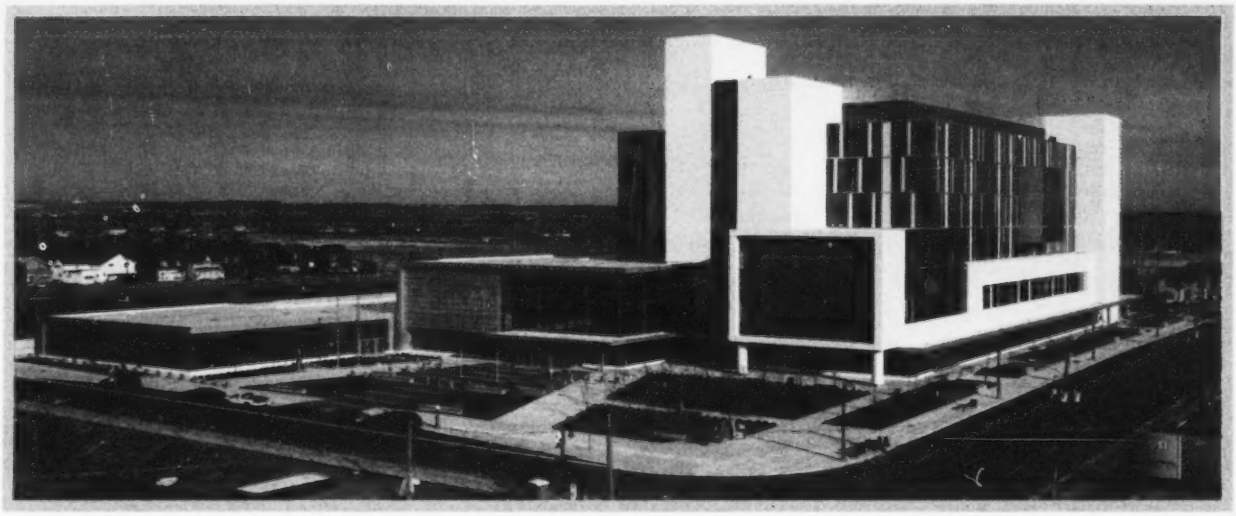
- six salles d'audience équipées pour la vidéo-comparution et cinq autres salles d'audience équipées pour la vidéoconférence;
- deux salles de témoignage à distance par vidéo pour les témoins vulnérables;
- une salle des jurés équipée pour la traduction simultanée;
- trois cabines de traduction portatives, pour permettre la traduction d'une instance vers une autre langue pour des gens assis à la tribune.

Ce premier palais de justice construit en Ontario suivant le processus de Diversification des modes de financement et de l'approvisionnement

### Statistiques de la région Centre-Est

Centre régional : Newmarket
Population : 2 238 488
Superficie : 25 809 km²
Densité de population : 86,7 habitants/km²
Tribunaux principaux : 8
Tribunaux satellites : 10
Total des tribunaux : 18

Les statistiques démographiques proviennent des résultats du Recensement de 2006 de Statistique Canada.



Palais de justice de la région de Durham

du gouvernement, a le plus haut rendement énergétique en Ontario et est le premier à obtenir le certificat argent du Leadership in Energy and Environmental Design du Conseil du bâtiment durable du Canada.

Des projets d'installations se sont poursuivis au palais de justice de Barrie en 2009-2010 : un box pouvant loger de multiples prisonniers accusés a été construite dans le cas d'un meurtre complexe très médiatisé et deux salles des juges ont été construites en vue des nouvelles nominations à la Cour supérieure. Des améliorations ont été apportées à l'entrée principale et à la sécurité du périmètre, et de nouvelles affiches sont présentement à l'essai en vue d'établir les normes de signalisation dans toute la province.

De plus, la dernière phase des rénovations au palais de justice de Peterborough a été terminée en 2009. Le projet comprenait l'installation de magnétomètres, l'agrandissement des aires d'attente et l'aménagement d'espaces de travail pour des agents de police, des procureurs de la Couronne, des préposés à l'aide aux victimes et aux témoins et des employés d'associations de santé mentale locales.

En 2008-2009, les palais de justice de Newmarket, Barrie et Durham ont été désignés comme les premiers emplacements pour les bureaux de demande d'aide juridique sur place pour soutenir la stratégie Justice juste-à-temps du procureur général. En 2009-2010, des bureaux de demande d'aide juridique ont été ouverts à Lindsay et Cobourg. Les personnes accusées peuvent y déposer immédiatement une demande d'aide juridique, ce qui aide celles qui y ont droit à retenir plus rapidement les services d'un avocat.

En 2009-2010, l'équipe des systèmes de la région du Centre-Est a eu à répondre à de nouvelles demandes technologiques en salle d'audience. Les demandes d'outils et d'applications pour gérer de grands bassins de jurys et fournir des témoignages à distance ont connu une hausse. La télévision en circuit fermé a été utilisée à de nombreuses occasions dans la région afin de maximiser l'utilisation des installations judiciaires, et la découverte de solutions technologiques pour faciliter la gestion des procès uniques et très médiatisés est demeurée une priorité en 2009.

La région Centre-Est a par ailleurs continué de définir, d'élaborer et d'offrir de la formation à son personnel en 2009-2010. Les domaines couverts ont été l'accessibilité des services à la clientèle, les demandes de renseignements des médias, la réforme du jury et la planification en cas de pandémie. En outre, vers la fin de 2009 et au début de 2010, les membres du personnel ont reçu une formation pour garantir la mise en œuvre réussie des nouvelles *règles de la Cour des petites créances*, des modifications aux *Règles de procédure civile* et des changements qui découlent de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne des questions familiales*.

## Portrait de la région du Centre-Ouest

**Joanne Spriet**
directrice de l'administration des tribunaux de la région Centre-Ouest

La région du Centre-Ouest englobe l'ouest de la région du Grand Toronto et s'étend jusqu'à Fort Erie dans l'est, jusqu'au comté de Dufferin au nord, et jusqu'au comté de Norfolk dans le sud-ouest.

Elle est la plus densément peuplée des sept régions de la Division des services aux tribunaux et dessert une population très diversifiée sur le plan culturel, notamment la plus grande réserve des Premières nations de l'Ontario, soit la réserve des Six Nations, ainsi que la réserve de New Credit.

Vers la fin de l'année 2007, la ville d'Oakville a avisé la Société immobilière de l'Ontario que le bail du ministère pour l'installation située au 1225, rue Trafalgar serait renouvelé jusqu'au 30 novembre 2009, après quoi la ville récupérerait l'espace utilisé pour l'administration des tribunaux d'Oakville afin d'accommoder des employés municipaux. Le dernier jour de l'administration des tribunaux au palais de justice d'Oakville a été le 27 novembre 2009. Le 30 novembre 2009, la Cour de justice de l'Ontario à Oakville a été déménagée au palais de justice de Milton, et la Cour des petites créances de la Cour supérieure de justice d'Oakville a été déménagée au palais de justice de Burlington. En vue de faire face à ce surplus de travail, le palais de justice de Milton a été rénové pour construire deux nouvelles salles d'audience avec une cellule adjacente pour les accusés en détention, deux autres salles des juges et un espace d'entreposage à des fins administratives.

Deux palais de justice de la région Centre-Ouest ont reçu des éloges en 2009. La Building Owners and Managers Association a décerné le titre « Édifice de l'année - catégorie immeuble corporatif » au palais de justice Robert S.K. Welch de St. Catharines. L'édifice de la Cour supérieure de Brantford a également reçu un certificat de normes de construction environnementale de la Building Owners and Managers Association pour avoir respecté toutes les pratiques optimales Go Green en gestion environnementale de l'association.

En juin 2009, la Cour de justice de l'Ontario à Brampton a été désignée tribunal Justice juste-à-temps. Des équipes dirigeantes locales, composées de représentants de la magistrature et de partenaires de la justice, ont été consultées pour trouver des moyens de soutenir les objectifs de la stratégie Justice juste-à-temps, lesquels consistent à réduire les retards dans

### Statistiques de la région Centre-Ouest

Centre régional : Hamilton
Population : 2 817 988
Superficie : 10 654 km²
Densité de population : 264,5 habitants/km²
Tribunaux principaux : 11
Tribunaux satellites : 3
Total des tribunaux : 14

Les statistiques démographiques proviennent des résultats du Recensement de 2006 de Statistique Canada.

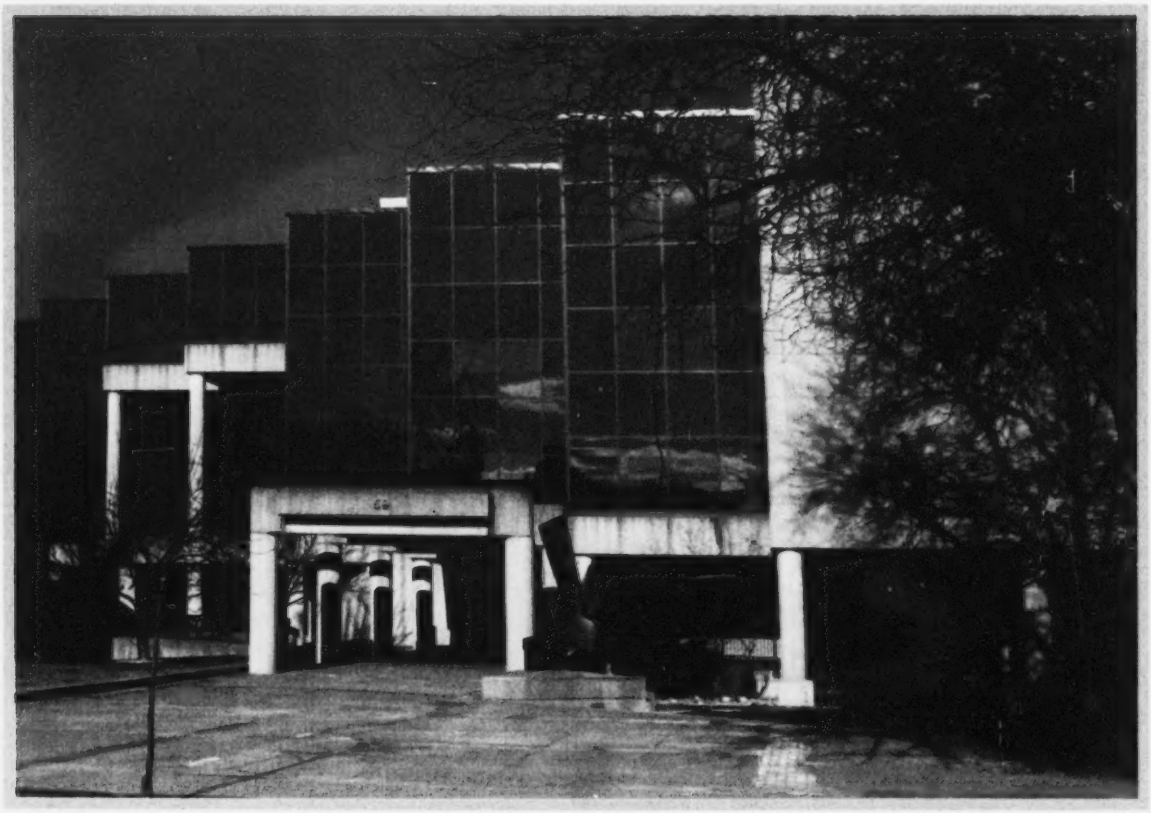
les tribunaux pénaux. Les initiatives mises en œuvre au tribunal de Brampton comprennent : l'établissement d'un bureau satellite de coordination des procès au rez-de-chaussée du palais de justice pour accélérer la mise au rôle; l'ajout d'un procureur de la Couronne et d'un avocat de service pour soutenir la stratégie Justice juste-à-temps; des séances d'information offertes aux accusés qui en sont à leur première comparution et où l'on explique les étapes qui suivent l'audience de mise en liberté sous caution.

De plus, l'initiative Justice juste-à-temps pour l'établissement de bureaux d'aide juridique dans les établissements a été élargie pour inclure les palais de justice Robert S.K. Welch à St. Catharines, le palais de justice de la Cour de justice de l'Ontario de Brantford et le palais de justice du comté de Dufferin à Orangeville.

Des défibrillateurs externes automatiques ont été installés dans tous les tribunaux de la région et les membres du personnel ont suivi une formation sur l'utilisation de l'équipement.

En 2009-2010, les employés de la région Centre-Ouest ont également reçu de la formation sur le protocole pour les relations avec les médias, l'accessibilité des services à la clientèle, la réforme du jury, la planification en cas de pandémie, les nouvelles *règles de la Cour des petites créances*, les modifications aux *Règles de procédure civile* et la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne des questions familiales*.

À Brampton et à Hamilton, le personnel de direction et les employés ont également participé à une formation sur la diversité, et ce, afin de favoriser un climat de travail positif et pour accroître la sensibilisation à l'égard des besoins des clientèles desservies.



Palais de justice de St. Catharines

## Portrait de la région Est

**Viviane Carpentier**
directrice intérimaire de l'administration des tribunaux de la région Est

La région Est constitue un triangle géographie longeant la province de Québec le long de la rivière des Outaouais de Killaloe à L'Orignal, et s'étendant au sud le long du fleuve Saint-Laurent et du lac Ontario à l'ouest de Trenton, et adjacente à la région centrale de l'Ontario, à l'est de Peterborough et Huntsville.

La région fournit des services judiciaires dans 28 emplacements dans 10 comtés. Plusieurs de ces palais de justice offrent des services en français et en anglais, notamment celui d'Ottawa, le plus important de la région.

Afin d'améliorer la prestation de services et de répondre aux besoins opérationnels des tribunaux, la région a entrepris plusieurs améliorations à ses établissements existants et a rencontré des comités de planification en vue de la construction de nouveaux palais de justice.

Au début de l'année 2009, Belleville a été choisie comme emplacement du nouveau palais de justice polyvalent de Quinte, et la planification se poursuit en consultation avec la magistrature et d'autres partenaires de la justice. De plus, un comité de planification pour le projet de tribunal polyvalent du comté de Frontenac (Kingston) a terminé le plan et le programme d'installation détaillé en mars 2010.

Un certain nombre d'installations existantes de la région ont été rénovées en 2009. En juillet, le personnel du palais de justice de Cornwall a célébré la fin des travaux de rénovation et d'expansion. En plus de l'aménagement paysager et des améliorations internes au palais de justice d'Ottawa, une deuxième salle d'audience de protonotaire et des bureaux de juge de paix supplémentaires ont été construits, et des améliorations au Centre d'information sur le droit de la famille et un meilleur accès au bureau d'aide juridique pour les clients ont été apportées. La mise à niveau des équipements de sécurité et la construction du bureau Services juridiques pro bono de l'Ontario se poursuivent au palais de justice d'Ottawa, et l'installation d'un toit vert a débuté en 2009.

Le palais de justice de Pembroke est le fier récipiendaire de six prix de construction en 2009 et a reçu le prix « Édifice de l'année » de la Building Owner and Managers Association dans la catégorie historique au niveau national.

### Statistiques de la région Est

Centre régional : Ottawa
Population : 1 603 625
Superficie : 35 296 km²
Densité de population : 45,4 habitants/km²
Tribunaux principaux : 18
Tribunaux satellites : 10
Total des tribunaux : 28

Les statistiques démographiques proviennent des résultats du Recensement de 2006 de Statistique Canada.

Palais de justice de Pembroke

Le palais de justice de Brockville a fait la promotion de la culture dynamique de sa communauté en organisant de nombreux événements en 2009-2010, comme les Seniors Winter Games, le Writers Festival et le Law Day. Ce tribunal historique a également participé au programme Portes ouvertes Ontario, qui a accueilli plus de 200 visiteurs.

Dans le cadre de la stratégie Justice juste-à-temps, des bureaux de demande d'aide juridique ont été établis dans quatre autres tribunaux de la région Est, soit Brockville, L'Orignal, Pembroke et Perth. Des comités Justice juste-à-temps composés de membres de la magistrature et de partenaires de la justice ont été établis partout dans la région.

La région Est a continué de fournir un service à la clientèle de qualité et de satisfaire les objectifs ministériels et opérationnels de la Division, tout en encourageant l'apprentissage et le développement de son personnel. La région fournit des services au comptoir de qualité et satisfait aux normes de réponses téléphoniques et de correspondance, ainsi qu'aux exigences en matière de services en français. À Kingston, la prestation de services en français a été mise en œuvre de façon réussie dans ses trois emplacements à partir du 1er mai 2009.

Dans le cadre des initiatives de formation et des projets d'assurance de la qualité de la région, des documents de référence ont été élaborés et mis à jour à l'intention du personnel des tribunaux, dont des diagrammes de processus en droit de la famille et en droit criminel, pour veiller à ce que des renseignements à jour et cohérents soient transmis aux usagers des tribunaux.

Vers la fin de 2009 et au début de 2010, les membres du personnel ont reçu une formation pour garantir la mise en œuvre réussie des nouvelles *règles de la Cour des petites créances*, des modifications aux *Règles de procédure civile* et des changements qui découlent de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne des questions familiales*. En 2009-2010, le personnel a également reçu une formation sur la réforme du jury, la planification en cas de pandémie, les relations avec les médias et l'accessibilité des services à la clientèle.

## Portrait de la région Nord-Est

**Robert Gordon**
directeur intérimaire de l'administration des tribunaux de la région Nord-Est

La région Nord-Est s'étend de la circonscription de Mattawa dans l'Est, à Wawa dans l'Ouest, et de Parry Sound dans le Sud, à Peawanuk sur la côte de la Baie d'Hudson dans le Nord. Elle est composée des grands centres urbains du Nord de l'Ontario et des communautés moins densément peuplées situées près de la Baie James.

Soixante-dix pour cent de la population du Nord de l'Ontario habite dans la région Nord-Est. Elle compte un grand nombre de francophones et de populations autochtones, et les services des tribunaux sont fournis régulièrement en français, en ojibway et en cri. Six des tribunaux de la région sont situés dans des réserves des Premières nations et cinq sont éloignés et ne peuvent être joints que par avion.

En 2009-2010, des progrès remarquables ont été réalisés dans plusieurs projets d'installations de la région. Une étude pour dégager les besoins en matière d'installation pour un nouveau palais de justice polyvalent régional à Sudbury a été effectuée et des cellules de détention provisoires ont été construites au palais de justice de Sudbury actuel pour atténuer le problème de surpopulation.

Une étude visant à comprendre comment l'espace pourrait être optimisé au sein du Complexe d'administration de la justice de Sault Ste. Marie a également été effectuée, tandis que les rénovations au palais de justice de Parry Sound se sont poursuivies et devraient être terminées à l'automne 2010.

Pour faciliter la prestation en temps opportun de services judiciaires accessibles, équitables et efficaces dans la région, un nombre d'activités ont été entreprises dans divers tribunaux.

En 2009, Sudbury et Espanola ont été désignés dans le cadre du programme Justice juste-à-temps dans le Nord-Est, et un comité régional a été formé pour orienter les équipes dirigeantes locales chargées de mettre en œuvre des initiatives dans les tribunaux de la région Nord-Est.

Des bureaux d'aide juridique ont été établis dans tous les palais de justice de la région, notamment à North Bay et Parry Sound, pour permettre aux personnes accusées de déposer immédiatement une demande d'aide juridique. Ainsi, les personnes qui y ont droit peuvent retenir plus rapidement les services d'un avocat.

### Statistiques de la région Nord-Est

Centre régional : Sudbury

Population : 551 470

Superficie : 366 192 km²

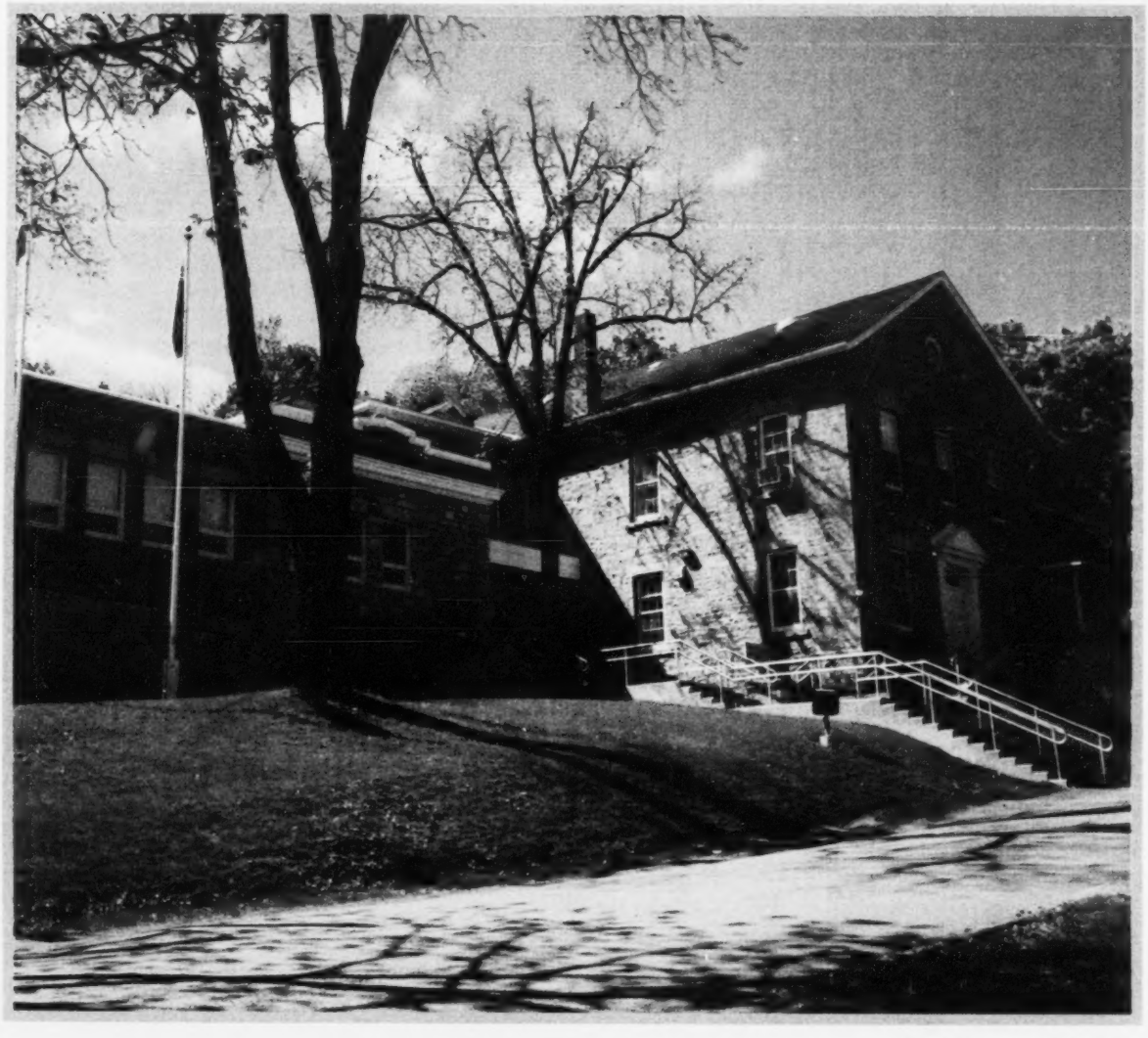
Densité de population : 1,5 habitants/km²

Tribunaux principaux : 10

Tribunaux satellites : 25

Total des tribunaux : 35

Les statistiques démographiques proviennent des résultats du Recensement de 2006 de Statistique Canada. Puisque la région Nord-Est couvre plusieurs districts de recensement, nous avons utilisé les hypothèses suivantes pour calculer les statistiques régionales. La population comprend tous les districts où le recensement a été complété, ainsi que la population de Peawanuck, d'Attawapiskat et de Kashechewan. Les données démographiques pour Attawapiskat ne sont pas disponibles dans le recensement de 2006 en raison du dénombrement incomplet des réserves autochtones. La région géographique comprend tous les districts où le recensement était complet, plus 86 % du district de Cochrane et 27 % du district de Kenora.



Palais de justice de Gore Bay

Dans le but de mieux faire connaître le système d'instruction devant jury en Ontario, l'Union des Indiens de l'Ontario et le ministère du Procureur général se sont rencontrés en novembre 2009. Le chef de la Première nation Whitefish, les aînés de la communauté et les citoyens intéressés étaient présents à la réunion qui a eu lieu à la salle du conseil de la Première nation Whitefish. Les représentants de la division juridique de l'Union des Indiens de l'Ontario et les représentants de la Division des services aux tribunaux ont fourni des renseignements et ont répondu aux questions concernant le processus d'instruction devant jury.

Dans le cadre des efforts de planification en vue d'une pandémie du ministère, un exercice axé sur les opérations judiciaires a eu lieu à Sudbury. Au cours de l'exercice, les participants ont eu l'occasion d'évaluer leur degré de préparation face à une épidémie de grippe.

Par ailleurs, en 2009-2010, les employés de la région Centre-Ouest ont reçu de la formation sur les relations avec les médias, l'accessibilité des services à la clientèle, la réforme du jury, les nouvelles *règles de la Cour des petites créances*, les modifications aux *Règles de procédure civile* et la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne des questions familiales*.

## Portrait de la région Nord-Ouest

**Robert Gordon**
directeur de l'administration des tribunaux de la région Nord-Ouest

La région Nord-Ouest s'étend de la frontière du Minnesota au Sud jusqu'à Fort Severn au Nord, et de la frontière du Manitoba à l'Ouest jusqu'à la rivière White dans l'Est. La vaste étendue de la région, l'éloignement des communautés et les conditions de voyage hivernales posent de nombreux défis à la prestation des services.

La Région Nord-Ouest comprend 37 tribunaux satellites, dont 23 se trouvent dans des communautés autochtones qui ne peuvent être rejointes que par avion. Le personnel des tribunaux, les membres de la magistrature et les avocats doivent parcourir régulièrement de grandes distances pour fournir des services aux collectivités.

La Division des services aux tribunaux a travaillé en collaboration avec la Direction de la gestion des installations du ministère, de même qu'en partenariat avec la magistrature, pour préparer des plans en vue d'améliorer les tribunaux dans la région Nord-Ouest.

En février 2009, l'emplacement du palais de justice polyvalent à Thunder Bay a été annoncé officiellement. Situé au centre-ville, le nouveau bâtiment améliorera l'accès à la justice grâce à un plus grand nombre de salles d'audience, ainsi que par une sécurité accrue et un meilleur accès pour les personnes handicapées.

Le palais de justice comprendra aussi, et ce, pour la première fois dans la province, une salle de conférence en vue d'un règlement autochtone, qui est le fruit des collaborations avec les communautés des Premières nations. La consultation en vue de la conception provisoire et l'assainissement environnemental de l'emplacement seront terminés en 2010, et les travaux de construction devraient débuter en 2011.

Pour assurer des services judiciaires accessibles, équitables, opportuns et efficaces dans la région, un bureau d'aide juridique a été établi au palais de justice de Thunder Bay en novembre 2008 dans le cadre de la stratégie Justice juste-à-temps qui vise à réduire les retards dans les tribunaux pénaux. En 2009, d'autres bureaux d'aide juridique sur place ont été établis à Kenora, Fort France et Dryden. Les personnes accusées peuvent dorénavant déposer immédiatement une demande d'aide juridique sur place, et ainsi, celles qui y ont droit

### Statistiques de la région Nord-Ouest

Centre régional : Thunder Bay

Population : 234 820

Superficie : 436 204 km$^2$

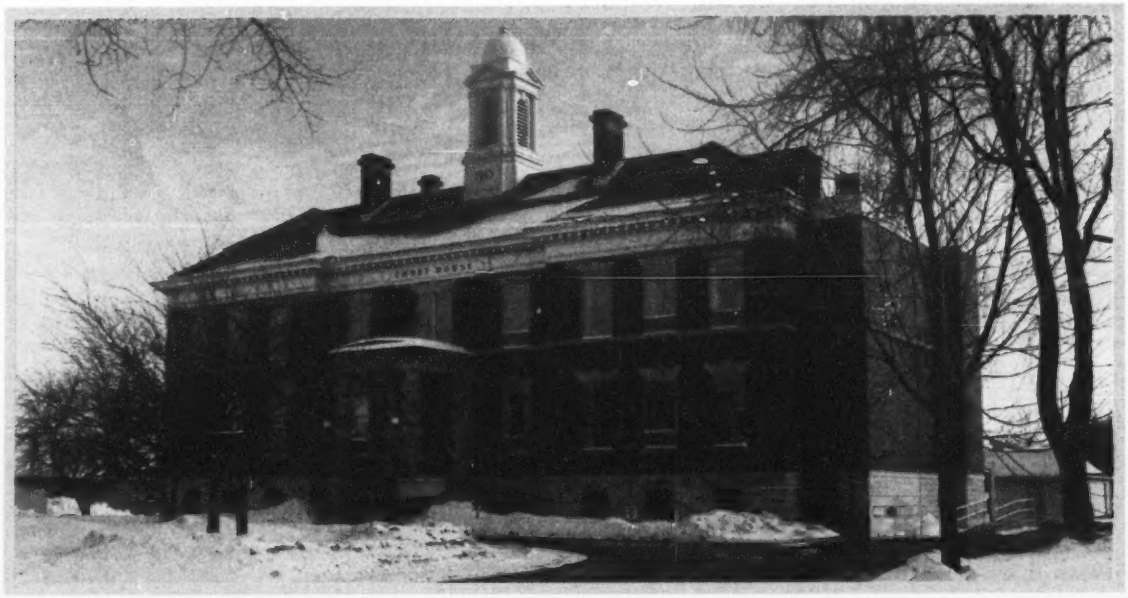
Densité de population : 0.5 habitants/km$^2$

Tribunaux principaux : 5

Tribunaux satellites : 37

Total des tribunaux : 42

Les statistiques démographiques proviennent des résultats du Recensement de 2006 de Statistique Canada. Puisque la région Nord-Ouest couvre plusieurs districts de recensement, nous avons utilisé les hypothèses suivantes pour calculer les statistiques régionales: La population comprend les districts de Thunder Bay, Rainy River et Kenora auxquels on a soustrait Peawanuck, Attawapiskat et Kashechewan. Les données démographiques pour Attawapiskat ne sont pas disponibles dans le recensement de 2006 en raison du dénombrement incomplet des réserves autochtones. La région géographique comprend Thunder Bay et Rainy River, plus 14 % du district de Cochrane et 73 % du district de Kenora.



Palais de justice de Fort Frances

peuvent retenir plus rapidement les services d'un avocat.

En 2009, Dryden et Kenora ont été désignés dans le cadre de Justice juste-à-temps dans le Nord-Ouest, et un comité régional a été formé pour orienter les équipes dirigeantes locales chargées de mettre en œuvre les nouvelles initiatives.

Vu les particularités géographiques du Nord-Ouest, la technologie de vidéoconférence continue d'accroître l'accès à la justice dans toute la région. En 2009-2010, la région a été à l'avant-garde pour la découverte de technologies de pointe pour accroître l'accès à la justice non seulement dans le Nord mais partout dans la province.

La région Nord-Ouest a énormément bénéficié de son partenariat avec les collectivités et les organisations des Premières nations dans la prestation de services judiciaires. Le Nord-Ouest continue de travailler pour que la diversité de la région se reflète dans sa main-d'œuvre et dans la prestation de services. Une population autochtone substantielle peuple la région, et les services aux tribunaux sont couramment fournis en langue ojibway et en dialecte saulteux-cri.

En 2009, un projet visant à faire participer les peuples des Premières nations au processus de recrutement, grâce à des méthodes de sensibilisation innovatrices a été mis à l'essai dans le Nord-Ouest. Le projet a été une réussite. Trois candidats ont obtenu un emploi à temps plein en raison de leurs expériences, et la stratégie sera maintenue dans la région dans l'avenir.

À la suite du recrutement, de la formation et de l'encadrement d'interprètes des Premières nations, la région continuera également de fournir des services d'interprétation dans plusieurs dialectes locaux propres à une communauté.

La région a pleinement tiré avantage de l'apprentissage en ligne en se servant de la vidéo, de LiveMeeting de Microsoft et de modules de formation pour accroître la capacité de la région Nord-Ouest à offrir de la formation d'une manière efficiente et rentable, dans le cadre de l'engagement de la région à soutenir une main-d'œuvre professionnelle.

En 2009-2010, les employés de la région Centre-Ouest ont reçu de la formation sur l'accessibilité des services à la clientèle, les relations avec les médias, la réforme du jury, les nouvelles *règles de la Cour des petites créances*, les modifications aux *Règles de procédure civile* et les changements qui découlent de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne des questions familiales*.

## Portrait de la région de Toronto

**Lou Bartucci**
directeur intérimaire de l'administration des tribunaux de la région de Toronto

La région de Toronto dessert les citoyens de la ville de Toronto. Avec ses 2,5 millions d'habitants, cette région possède la plus forte densité de population de toutes les régions de la Division des services aux tribunaux. La population présente une grande diversité ethnique, puisqu'un immigrant sur quatre qui s'établit au Canada choisit d'habiter la ville de Toronto.

On trouve dans la région de Toronto des palais de justice très achalandés et des participants clés au système judiciaire, notamment : la Cour d'appel de l'Ontario, les bureaux des juges en chef pour la Cour d'appel, la Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario, l'Assemblée législative de l'Ontario, les bureaux du Barreau du Haut-Canada et plusieurs des plus grandes firmes d'avocats de la province. La région administre aussi le premier tribunal électronique de l'Ontario pour les causes de nature commerciale ou les causes civiles qui ne sont pas plaidées devant jury.

En avril 2009, le procureur général a annoncé l'emplacement d'un nouveau palais de justice qui sera construit dans l'ouest de Toronto. Le palais de justice de Toronto Ouest abritera 22 salles d'audience, dont deux seront équipées pour entendre les procès complexes avec de multiples défendeurs et une sécurité renforcée. Le palais de justice sera également un bâtiment « écologique » conçu pour satisfaire aux normes argent du système Leadership in Energy and Environmental Design. La région de Toronto travaille présentement avec la magistrature, la Direction de la gestion des installations du ministère, Infrastructure Ontario et d'autres partenaires de la justice pour finaliser les plans de l'édifice.

À la Cour d'appel de l'Ontario, un projet a été mené à bonne fin afin d'accommoder de nouveaux employés à Osgoode Hall. Afin de maximiser l'espace, le Bureau de gestion des documents a été restructuré, et un système de classement haute densité a été installé. Pour améliorer le service et écourter les délais d'attente, une aire a été désignée à l'intérieur du Bureau pour le dépôt et le ramassage des ordonnances du tribunal.

En mars 2009, des améliorations ont également été apportées à la Cour des petites créances située au 47, avenue Sheppard, avec la construction de trois salles de conférence en vue d'un règlement supplémentaires et une salle de conférence pour les juges suppléants.

### Statistiques pour la région de Toronto

Centre régional : 700 Bay Street
Population : 2 503 281
Superficie : 630 km²
Densité de population : 3 973,5 habitants/km²
Tribunaux principaux : 11
Tribunaux satellites : 0
Total des tribunaux : 11

Les statistiques démographiques proviennent des résultats du Recensement de 2006 de Statistique Canada.

Palais de justice de Toronto (311, rue Jarvis)

Au tribunal du Old City Hall, des travaux visant à accroître l'efficacité de ce tribunal et consistant à diviser une grande salle d'audience en deux salles distinctes et à réaménager une salle d'audience sur le cautionnement ont été achevés en avril 2009.

En août 2009, un projet de mise à niveau du système de sécurité a débuté au palais de justice du 311, rue Jarvis. Le projet consiste à remplacer et à mettre à niveau le système de chauffage et de ventilation, à remplacer le système d'alarme incendie et à installer un nouveau système d'extincteurs automatiques à eau. L'ascenseur public a aussi été mis à niveau en mars 2010.

En 2009, le palais de justice du 1000, avenue Finch Ouest a été l'un des premiers à répondre à la stratégie Justice juste-à-temps du ministère qui vise à réduire les retards dans les tribunaux pénaux. Les participants du système de justice, notamment le personnel de la Division des services aux tribunaux, ont mis en œuvre de nouvelles initiatives et continuent d'en surveiller les progrès. La stratégie a depuis été lancée dans quatre autres emplacements de la région de Toronto : Old City Hall, College Park, 2201 avenue Finch Ouest et le 1911 avenue Eglinton Est. Tous les tribunaux ont bien entamé la formulation et la mise en œuvre des recommandations approuvées par leur équipe dirigeante locale.

Le 1er janvier 2010, la Cour d'appel de l'Ontario a modernisé sa procédure pour transmettre des copies des motifs de jugement aux avocats, aux parties à un litige et aux juges en envoyant par courriel des versions en PDF aux personnes qui ont fourni une adresse électronique.

Des changements aux règles en matière civile sont entrés en vigueur le 1er janvier 2010, en réponse au Projet de réforme du système de justice civile qui vise à améliorer le système de justice civile. En plus de mettre en œuvre les règles des nouvelles procédures simplifiées, la haute direction et le personnel de la Cour supérieure de justice ont travaillé étroitement avec la magistrature pour élaborer une directive de pratique locale et des meilleures pratiques afin d'améliorer le processus pour les motions et les requêtes.

En 2009-2010, en plus d'une formation sur les changements aux règles de droit civil et de la Cour des petites créances, le personnel de la région de Toronto a participé à des cours sur la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne des questions familiales*, les relations avec les médias, la planification en vue d'une pandémie, la réforme du jury et l'accessibilité des services à la clientèle. Des membres du personnel des tribunaux pénaux et de droit de la famille ont également reçu une formation sur la stratégie Justice juste-à-temps.

## Portrait de la région Ouest

**Paul Langlois**
directeur de l'administration des tribunaux de la région Ouest

La région Ouest couvre trois régions judiciaires de la Cour supérieure et englobe de grands centres urbains et des collectivités rurales agricoles.

Sur le plan géographique, la région Ouest s'étend sur environ 33 000 kilomètres; ses frontières vont d'Owen Sound au sud le long des rives du lac Huron jusqu'à Windsor, puis le long des rives du lac Érié vers le nord jusqu'à St. Thomas avant de rejoindre Owen Sound via Kitchener et Guelph. La région comprend les villes de Sarnia et de Windsor, qui constituent des points de passage frontaliers importants entre le Canada et les États-Unis.

La région Ouest compte 18 tribunaux principaux dans 13 collectivités, lesquels offrent des services complets d'aide juridique dans tous les types de cas (criminel, civil, familial et petites créances) et six tribunaux satellites qui assurent des services juridiques particuliers. Le Bureau provincial de la sélection des jurés se trouve à London, dans les bureaux régionaux, et est chargé d'administrer la communication de l'information pour favoriser la sélection des tableaux des jurés pour les tribunaux de la province.

En 2009, le palais de justice de London a terminé deux des quatre phases d'un projet de rénovation. La troisième phase, qui a débuté en septembre 2009, consiste à déplacer et à réaménager les bureaux du juge principal régional et du juge de paix principal régional pour la Cour de justice de l'Ontario, en installant un nouvel ascenseur à quatre arrêts pour les juges, et à déplacer les bureaux de probation et libération conditionnelle hors site. Le palais de justice de London demeure le tribunal désigné dans la région pour dispenser des services durant les fins de semaine et les congés fériés.

Le palais de justice de London a été l'un des premiers emplacements désignés dans le cadre de la stratégie Justice juste-à-temps du ministère, laquelle vise à réduire les retards dans les tribunaux pénaux, et continue de surveiller ses progrès. En 2009, les tribunaux de Kitchener et de Windsor ont également été sélectionnés dans le cadre de Justice juste-à-temps.

À Windsor, une mise à niveau importante en matière d'immobilisations a été réalisée pour améliorer la sécurité de l'entrée principale des deux palais de justice, soit pour la Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario. Windsor est l'une des quelques

### Statistiques de la région Ouest

Centre régional : London
Population : 2 210 610
Superficie : 32 789 km²
Densité de population : 67,4 habitants/km²
Tribunaux principaux : 18
Tribunaux satellites : 6
Total des tribunaux : 24

Les statistiques démographiques proviennent des résultats du Recensement de 2006 de Statistique Canada

Palais de justice de Windsor (200, rue Chatham Est)

juridictions choisies de la province pour participer au Programme d'apprentissage et d'expérience de travail de la FPO et au programme estival de transition, tous deux fournissant des placements co-op à des élèves d'écoles secondaires.

Le projet de palais de justice polyvalent de la région de Waterloo a continué de progresser en 2010. En janvier 2010, Integrated Team Solutions a été sélectionné pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du palais de justice. Sa construction a débuté au début de l'année 2010 à l'emplacement situé au centre-ville de Kitchener.

En octobre 2009, la province a annoncé l'emplacement d'un nouveau palais de justice à St. Thomas. L'installation incorporera les caractéristiques patrimoniales de l'édifice qui a été construit en 1853 et qui abrite actuellement la Cour supérieure de justice. L'établissement réunira les deux palais de justice de la ville en un.

En conformité avec l'engagement du gouvernement, la région Ouest continue d'entretenir des défibrillateurs externes automatiques dans dix tribunaux de la région et garantit que le nombre obligatoire d'employés sont formés et détiennent un certificat pour intervenir en cas de situations d'urgence.

Les activités de formation et de perfectionnement qui ont eu lieu dans la région en 2009-2010 comprenaient Stepping into Leadership, une initiative de gestion de la relève; Neighbours, Friends, and Families, une campagne pour sensibiliser le public sur les signes de violence faite aux femmes. Parmi les autres formations offertes en 2009-2010, notons des cours sur un logiciel, la rédaction d'un curriculum vitae et des techniques d'entrevue, l'accessibilité des services à la clientèle, les relations avec les médias, la réforme du jury, la planification en vue d'une pandémie, les nouvelles *règles de la Cour des petites créances*, les modifications aux *Règles de procédure civile* et la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne des questions familiales*.

## Directeurs et directrices ministériels

Les directeurs et directrices ministériels administrent les cinq directions de la Division : la Direction des politiques et des programmes en matière de droit civil, la Direction de la planification interne, la Direction des politiques et des programmes en matière de droit criminel et relatifs à la *Loi sur les infractions provinciales*, la Direction du soutien à la Division et la Direction des politiques et des programmes en matière de droit de la famille. La Direction des solutions technologiques pour les tribunaux assure le soutien technologique au sein de la Division. Chaque directeur et directrice relève de la sous-procureure générale adjointe.

**Susan Charendoff,**
directrice
Direction des politiques et des programmes en matière de droit civil

**Lynn Norris,**
directrice
Direction de la planification interne

**Diana Hunt,**
Direction des politiques et des programmes en matière de droit criminel et relativement à la *Loi sur les infractions provinciales*

## Soutien interne

La Direction des politiques et des programmes en matière de droit civil a la responsabilité :

- d'élaborer, de mettre en œuvre et de gérer les initiatives en matière de législation, de réglementation et d'administration qui concernent le système de justice civile;
- de fournir un soutien juridique et opérationnel, de même qu'en matière de politiques et de programmes au personnel des tribunaux en matière civile et du bureau d'exécution;
- de fournir un soutien et des conseils juridiques et opérationnels de même qu'en matière de politiques à la haute direction sur les questions de droit civil et d'application de la loi;
- de participer au Comité des règles en matière civile;
- d'élaborer, de mettre en œuvre et de gérer des stratégies de réforme de la justice civile pour réduire les coûts et les délais dans le système judiciaire.

La Direction de la planification interne a la responsabilité :

- d'élaborer une politique opérationnelle et de fournir des programmes de soutien pour l'administration des tribunaux;
- de co-diriger la mise en œuvre de l'accessibilité pour les personnes handicapées pour le ministère;
- de gérer les projets spéciaux.

La Direction des politiques et des programmes en matière de droit criminel et relatifs à la *Loi sur les infractions provinciales* a la responsabilité :

- d'élaborer, de mettre en œuvre et de gérer les initiatives en matière de législation, de réglementation et d'administration qui concernent le domaine du droit criminel et les tribunaux qui entendent les affaires qui relèvent de la *Loi sur les infractions provinciales*;
- de fournir un soutien en matière de politiques et de programmes au personnel des tribunaux criminels;
- d'appuyer les initiatives de la Division du droit criminel du ministère;
- de superviser, de fournir un soutien stratégique et opérationnel, et d'agir comme agent de liaison avec les partenaires municipaux pour les affaires liées à la *Loi sur les infractions provinciales*;
- de fournir un soutien et des avis juridiques à la haute direction sur les questions concernant les affaires de droit criminel, les affaires liées à la *Loi sur les infractions provinciales* et les questions mixtes;
- d'appuyer les nominations judiciaires et à la magistrature, ainsi que la rémunération des juges;
- de fournir des services de bibliothèque judiciaire;

- de fournir des renseignements à la direction, y compris les statistiques sur les activités des tribunaux;
- de fournir des services de recherche.

La Direction du soutien à la Division a la responsabilité :

- de gérer la planification des finances et de la main-d'œuvre;
- de fournir un soutien pour la mise en œuvre des ressources humaines et des relations de travail;
- de diriger la planification et la mise en œuvre stratégique;
- de soutenir la planification des installations;
- de coordonner les communications avec le public.

**Beverly Leonard,**
directrice intérimaire
Direction du soutien à la Division

La Direction des politiques et des programmes en matière de droit de la famille a la responsabilité :

- d'élaborer, de mettre en œuvre et de gérer les initiatives en matière de législation, de réglementation et d'administration qui concernent le système de justice en matière de droit de la famille;
- de fournir un soutien en matière de politiques et de programmes au personnel des tribunaux de la famille;
- de fournir un soutien et des avis juridiques à la haute direction sur les questions de droit de la famille;
- d'élaborer, de mettre en œuvre et de gérer des stratégies de réforme du droit de la famille pour réduire les coûts et les délais dans le système de justice familiale;
- de gérer les services de médiation familiale et les services d'information de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice;
- de participer aux comités fédéraux-provinciaux-territoriaux en matière de droit de la famille et au Comité des règles en matière de droit de la famille.

**Anne Marie Predko,**
directrice
Direction des politiques et des programmes en matière de droit de la famille

La Direction des solutions technologiques pour les tribunaux a la responsabilité :

- d'élaborer et de mettre en œuvre les composantes ayant trait aux technologies de l'information du plan pluriannuel de la Division des services aux tribunaux;
- de planifier, d'élaborer, de gérer et d'exécuter des initiatives à grande échelle et complexes de gestion de l'information et de réorganisation des activités;
- de planifier, élaborer et mettre en œuvre des systèmes de technologie de l'information et des modèles appuyant les activités qui permettent au ministère d'atteindre ses objectifs de modernisation du système judiciaire;
- d'assurer la liaison avec les directions et les Services informatiques intégrés en matière de justice de la Division, afin de fournir une orientation permettant de définir, d'élaborer et de mettre en œuvre des services en matière de technologie de l'information;
- consulter, au besoin, le Bureau de technologie de l'information pour le secteur judiciaire et la magistrature pour garantir la collaboration pour ce qui est de la planification et de la gestion des initiatives qui touchent l'environnement informatique judiciaire et l'élaboration de solutions;
- de superviser et de gérer l'acquisition des appareils et des logiciels de la Division en matière de technologie de l'information.

**Chris Walpole,**
directeur
Direction des solutions technologiques pour les tribunaux

# Chapitre 2
# Introduction aux tribunaux de l'Ontario

La *Loi sur les tribunaux judiciaires de l'Ontario* constitue le cadre législatif de la structure des tribunaux de la province. La Loi établit la compétence des trois cours provinciales : la Cour d'appel de l'Ontario, la Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario.

## Cour d'appel de l'Ontario

La Cour d'appel de l'Ontario est le plus haut tribunal de la province. La Cour d'appel de l'Ontario entend :

- les appels en droit criminel pour les infractions majeures et les déclarations de culpabilité sommaires;
- les appels au civil de décisions rendues par la Cour supérieure de justice;
- les appels en droit de la famille;
- les affaires relevant de la *Loi sur les infractions provinciales*;
- les appels visant les jeunes;
- les appels des décisions rendues par la Cour divisionnaire;
- les appels d'un certificat de liquidation des dépens délivré dans le cadre d'une instance devant la Cour d'appel, s'il porte sur une question à l'égard de laquelle une objection a été signifiée aux termes des règles de pratique;
- les appels des détenus (les audiences ont lieu un mois sur deux à Kingston et mensuellement à Toronto);
- les requêtes entendues par un juge seul ou par une formation.

La Cour d'appel de l'Ontario siège à Osgoode Hall, à Toronto. Elle se compose d'un juge en chef de l'Ontario, Warren K. Winkler, d'un juge en chef adjoint de l'Ontario, Dennis O'Connor, et de 20 autres juges réguliers auxquels s'ajoutent deux juges surnuméraires.

Les appels sont entendus par une formation de trois ou cinq juges. On peut interjeter appel des décisions rendues par la Cour d'appel, auprès de la Cour suprême du Canada.

« Les Ontariennes et les Ontariens peuvent être fiers de notre système judiciaire. Notre magistrature indépendante et hautement qualifiée rend justice de façon équitable, transparente et impartiale. Nous sommes aussi choyés d'avoir un barreau dynamique et une administration des tribunaux compétente. Et pourtant, nombreux sont ceux dans nos communautés qui trouvent que le système judiciaire demeure hors de portée et mal à propos.

C'est uniquement grâce à notre vigilance et notre dévouement à l'égard d'un accès réel aux services judiciaires dans les affaires de droit de la famille, de droit civil et criminel que nous pouvons avoir confiance que notre système judiciaire demeurera le pilier qu'il doit être pour soutenir la société libre et démocratique qui est la nôtre. »

**L'honorable Warren K. Winkler,**
juge en chef de l'Ontario

Mother and Child par Cleeve Horne
dans la rotonde à Osgoode Hall, Toronto

## Cour supérieure de justice

La Cour supérieure de justice entend :

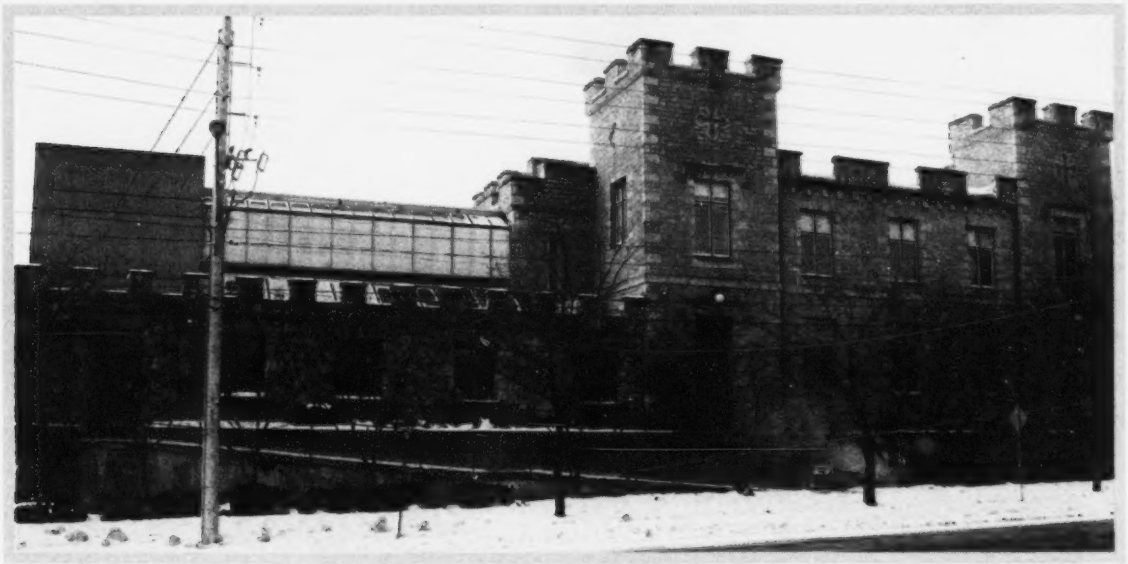
- les poursuites en droit criminel pour les infractions majeures;
- certaines poursuites en droit criminel visant des jeunes;
- les appels en matière de déclaration sommaire de culpabilité de la Cour de justice de l'Ontario;
- les révisions en matière de mises en liberté sous caution; les actions civiles (les actions civiles portant sur une somme inférieure à 25 000 $ relèvent de la Cour des petites créances, une division de la Cour supérieure);
- les affaires de droit de la famille portant sur une demande de divorce, une revendication sur les biens, une demande de pension alimentaire pour enfant et conjoint, ou une demande pour obtenir la garde des enfants et le droit de visite (là où il y a une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice, la Cour supérieure entend toutes les affaires de droit de la famille, y compris les causes de protection de l'enfance et d'adoption).

« L'un des principes sous-jacents de notre système judiciaire les plus importants et les plus débattus à l'heure actuelle est l'accès à la justice.

...la plupart des gens s'entendent pour dire que pour que la justice soit vraiment accessible, le système doit être efficace, abordable et opportun pour tous.
Notre principal partenaire dans l'administration de la justice en Ontario est le ministère du Procureur général et, en particulier, sa Division des services aux tribunaux...Les efforts de collaboration de tous nos partenaires de la justice comprennent un modèle enviable pour la réalisation d'un accès à la justice significatif. »

**L'honorable Heather Forster Smith,**
juge en chef de la Cour supérieure de justice

La Cour supérieure de justice siège dans 49 emplacements permanents en Ontario. Elle est dirigée par le juge en chef, Heather Smith. Le juge J. Douglas Cunningham en est le juge en chef adjoint. Sous l'autorité du juge en chef, huit juges régionaux principaux supervisent l'inscription des causes au rôle et les questions judiciaires dans leur région. Le juge principal de la Cour de la famille conseille le juge en chef sur les affaires connexes au droit de la famille. La plupart des palais de justice de l'Ontario comptent également un juge administratif local qui s'occupe des questions d'administration judiciaire de la Cour à cet endroit.



Palais de justice de Guelph (74, rue Woolwich)

### Cour Divisionnaire

La Cour divisionnaire est une division de la Cour supérieure de justice et est l'un des tribunaux d'appel les plus achalandés et les plus efficients au Canada. La division est la première instance pour la révision judiciaire des décisions rendues par le gouvernement en Ontario et détient une certaine compétence pour entendre les appels en matière de droit civil. À titre d'exemple, la Cour divisionnaire entend les appels et les révisions des décisions rendues par des centaines d'organismes et commissions du gouvernement. La Cour divisionnaire entend également certains appels en matière civile portant sur des montants inférieurs à 50 000 $.

La Cour divisionnaire siège dans différents endroits de la province avec un ou trois juges, en fonction du type d'instance. Elle comprend le juge en chef de la Cour supérieure de justice, le juge en chef adjoint de la Cour supérieure de justice et d'autres juges de la Cour supérieure de justice.

### Cour de la famille

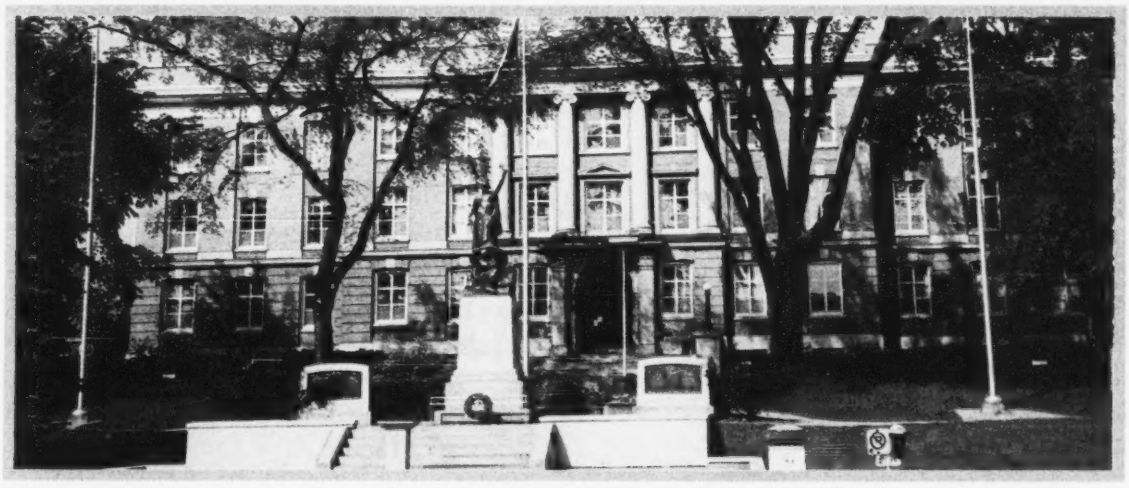
Dans certaines régions, une division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a été établie pour entendre toutes les affaires de droit de la famille, y compris les demandes de divorce, les demandes de séparation de biens, les questions touchant la protection des enfants, l'adoption, les demandes de pension alimentaire pour enfant et conjoint, et les affaires intéressant la garde d'enfants et le droit de visite. Les services spéciaux fournis par la Cour de la famille comprennent les Centres d'information sur le droit de la famille, les centres de visites surveillées, les services de médiation et les séances d'information pour les parents.

Une Cour de la famille a été établie dans 17 municipalités de la province. En l'absence d'une telle cour, la compétence sur les affaires de droit de la famille est répartie entre la Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario.

### Cour des petites créances

La Cour des petites créances est une division de la Cour supérieure de justice. Elle entend les actions intentées au civil pour des montants ne dépassant pas 25 000 $. Souvent désignée comme la « cour du peuple », la Cour des petites créances utilise une procédure simplifiée et rend abordable l'accès à la justice. Elle entend presque la moitié des instances civiles dans la province. La Cour des petites créances est habituellement présidée par des avocats chevronnés qui sont nommés pour agir comme juges suppléants. Un petit nombre de juges de la Cour des petites créances est également nommé en permanence.

Palais de justice de Belleville (235, rue Pinnacle)



Palais de justice de Sault Ste. Marie

## Cour de justice de l'Ontario

Toutes les causes de droit criminel sont instruites à la Cour de justice de l'Ontario et plus de 95 % d'entre elles se règlent à cette cour. Les juges et les juges de paix de la Cour de l'Ontario siègent dans plus de 170 palais de justice de la province. La Cour de justice de l'Ontario entend :

- les poursuites intentées au criminel pour des infractions majeures et des déclarations de culpabilité sommaires;
- la plupart des poursuites en matière criminelle visant des jeunes;
- les appels de décisions rendues par des juges de paix dans des affaires relevant de la *Loi sur les infractions provinciales*;
- Les requêtes portant sur la protection des enfants, les affaires de droit de la famille comportant des requêtes pour obtenir la garde des enfants, le droit de visite, une pension alimentaire et les demandes d'adoption, dans les régions où il n'y a pas de Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

Les juges de paix entendent :

- les enquêtes sur le cautionnement;
- les premières comparutions;
- les poursuites intentées pour des infractions provinciales.

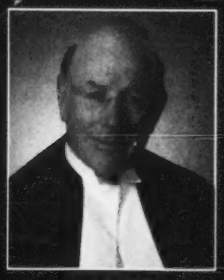
« La collaboration entre ceux qui travaillent dans le système judiciaire est essentielle à sa réussite. Travailler ensemble avec d'autres participants du secteur de la justice constitue la seule façon de gérer cette énorme charge de travail afin de garantir le plein accès à la justice en Ontario.

Même si chacun de nous doit, individuellement, bien sûr, s'acquitter de ses responsabilités de façon indépendante et vigoureuse, cela ne nous empêche pas de tenir une discussion mutuelle ouverte et une volonté de travailler ensemble sur certaines questions. »

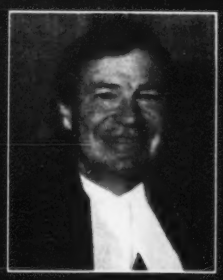
**L'honorable Annemarie E. Bonkalo**
Juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario

La Cour est dirigée par la juge en chef Annemarie E. Bonkalo. Le juge en chef adjoint Peter D. Griffiths et le juge en chef adjoint/coordonnateur des juges de paix, John A. Payne, appuient le juge en chef et détiennent des responsabilités spéciales en plus de celles qui leur sont conférées par la loi. Aux fins de l'administration judiciaire de la Cour de justice de l'Ontario, la province est divisée en sept régions administratives, chacune avec un juge principal régional et un juge de paix principal régional. Partout dans la province, des juges administratifs locaux et des juges de paix prêtent assistance aux juges et aux juges de paix principaux régionaux.

# La magistrature 2009-2010

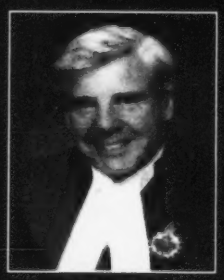


L'honorable
Warren K. Winkler
juge en chef de
l'Ontario



L'honorable
Dennis R. O'Connor
juge en chef adjoint de
l'Ontario

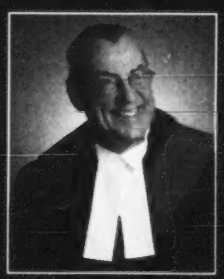
L'honorable
Heather Forster Smith
juge en chef de la Cour
supérieure de justice



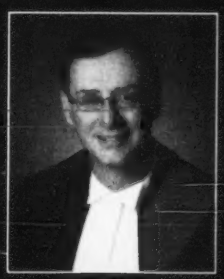
L'honorable
J. Douglas Cunningham
juge en chef adjoint de la Cour
supérieure de justice

L'honorable
Mary J. Hatton
juge principale de la famille
Cour supérieure de justice

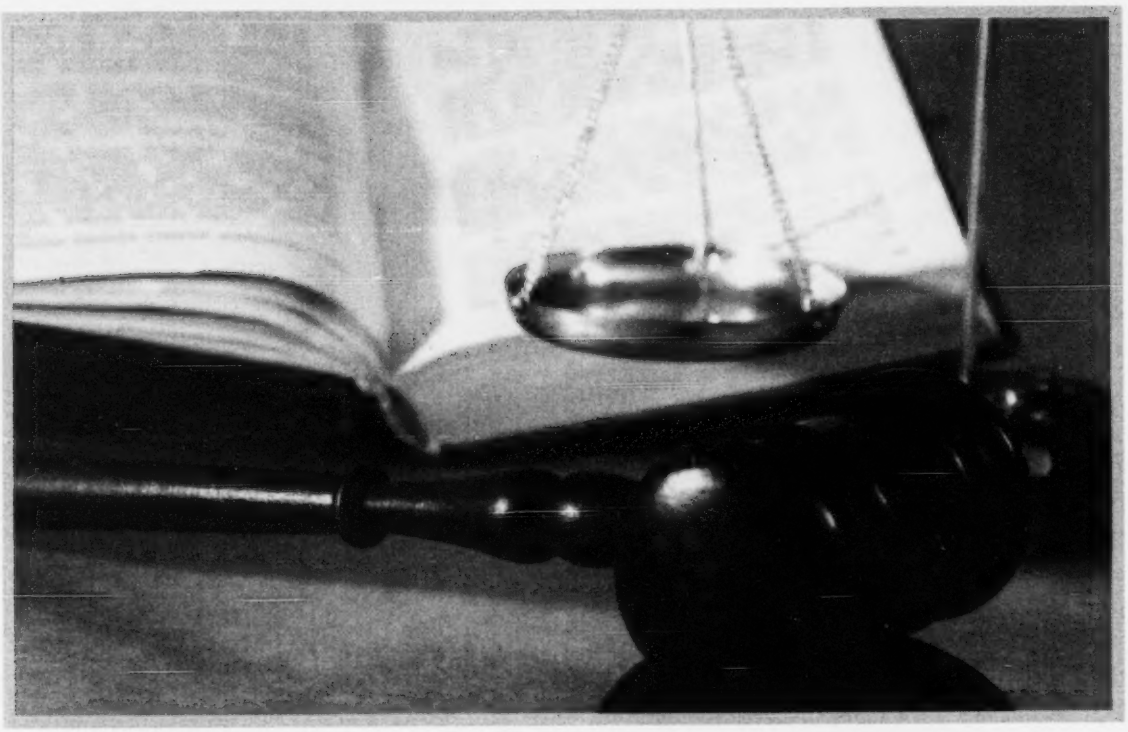
L'honorable
Annemarie E. Bonkalo
juge en chef de la
Cour de justice de l'Ontario



L'honorable
Peter D. Griffiths
juge en chef adjoint de la Cour
de justice de l'Ontario



L'honorable
John A. Payne
juge en chef adjoint
de la Cour de justice de l'Ontario /
coordonnateur des juges de paix



## **Effectif judiciaire** (au 31 mars 2010)

| **Tribunal** | **Responsable judiciaire** | **Effectif** |
|---|---|---|
| Cour d'appel de l'Ontario | Juges de la Cour d'appel de l'Ontario (à temps plein) | 22 |
| | Juges de la Cour d'appel de l'Ontario (surnuméraires) | 2 |
| Cour supérieure de justice | Juges de la Cour supérieure de justice (à temps plein) | 239 |
| | Juges de la Cour supérieure de justice (surnuméraires) | 69 |
| | Juges de la Cour des petites créances (à temps plein) | 3 |
| | Juges suppléants de la Cour des petites créances | 407 |
| | Protonotaires traditionnels (à temps partiel) | 2 |
| | Protonotaires responsables de la gestion des causes | 16 |
| Cour de justice de l'Ontario | Juges de la Cour de justice de l'Ontario (à temps plein) | 284 |
| | Juges de la Cour de justice de l'Ontario (à temps partiel) | 36 |
| | Juges de paix | 345 |
| | Juges de paix (mandatés sur une base journalière) | 48 |

# Chapitre 3
# Activités des tribunaux en 2009-2010

Les données statistiques sur les tribunaux de 2009-2010 proviennent des systèmes automatisés de suivi des causes utilisés en Ontario.

Les données statistiques sur les instances criminelles de la Cour de justice de l'Ontario proviennent d'un système opérationnel appelé ICON.

Les données statistiques des autres tribunaux proviennent du nouveau système FRANK. Le système recueille les données et facilite les activités de suivi pour les instances en droit civil, en droit de la famille et à la Cour des petites créances, de même que les instances criminelles de la Cour supérieure de justice.

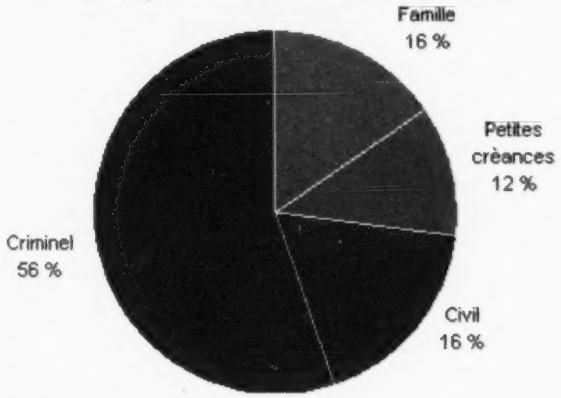
Les données du système FRANK pour l'ensemble de la province sont disponibles depuis le 1er avril 2005 et ont remplacé les données sur les instances à la Cour supérieure de justice en droit criminel, en droit civil, en droit de la famille, de la Cour des petites créances qui étaient consignées auparavant. Les statistiques plus anciennes ne sont pas comparables aux données obtenues avec le nouveau système.

Le présent chapitre souligne certaines des tendances actuellement suivies par la Division des services aux tribunaux pour les différents domaines de pratique. Des renseignements et des définitions supplémentaires sont présentés dans l'Annexe B.

## Nouvelles affaires reçues par domaine de pratique

En 2009-2010, les affaires criminelles représentaient plus de la moitié de toutes les nouvelles instances, et étaient suivies par les affaires de droit civil et de droit de la famille, qui dans chaque cas comptaient pour 16 %, et des affaires de petites créances qui représentaient 12 %.

**Nouvelles affaires reçues par domaine de pratique d'avril 2009 à mars 2010**



## Les tribunaux de droit criminel
## Cour de justice de l'Ontario

### Tendances sur une période de cinq ans

Accusations reçues, décisions rendues et accusations en instance

Toutes les accusations criminelles sont d'abord déposées à la Cour de justice de l'Ontario. Certaines de ces accusations se rendent à la Cour supérieure de justice par voie de mise en accusation.

En 2009-2010, la Cour de justice de l'Ontario a reçu près de 600 000 accusations criminelles. Les accusations en vertu du *Code criminel* du Canada touchant des adultes représentaient 78 % du total des accusations reçues, les accusations visant des adultes en vertu d'une loi fédérale, 9 %, et les accusations visant des jeunes, 13 %.

Au cours des cinq derniers exercices, le nombre d'accusations reçues a augmenté de 5 %. Le nombre d'accusations en vertu du *Code criminel* du Canada touchant des adultes a augmenté de 6 %, tandis que les accusations touchant des jeunes ont diminué de 6 %.

L'an dernier, la Cour a réglé 9 % plus d'instances avec accusation qu'en 2005-2006; les accusations portées contre des adultes en vertu du *Code criminel* du Canada et d'une loi fédérale représentaient la plus grande partie de cette augmentation (11 % et 14 % respectivement).

Le nombre d'accusations en instance a augmenté de 6,5 %. Au cours des cinq dernières années, les causes en instance relativement à des accusations portées contre des adultes en vertu du *Code criminel* du Canada et d'une loi fédérale ont augmenté respectivement de 8 % et de 9 %.

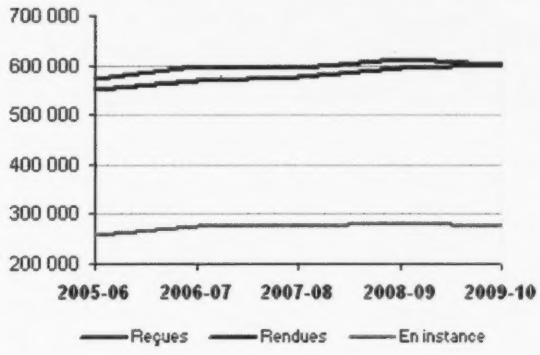
Événements[1]

Un événement est une comparution devant le tribunal. Au cours des cinq dernières années, le nombre d'événements entendus à la Cour de justice de l'Ontario a augmenté de 5 %. Toutefois, en 2009-2010, pour la première fois au cours de la période de cinq ans, le nombre d'événements entendus a diminué.

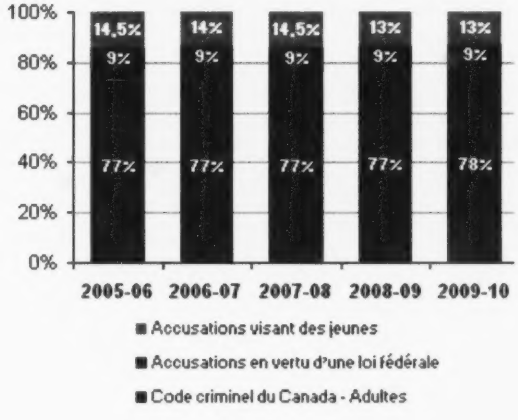
Heures d'activité des salles d'audience[2]

Les heures d'activité des salles d'audience ont augmenté de 5 % à l'échelle de la province au cours des cinq dernières années.

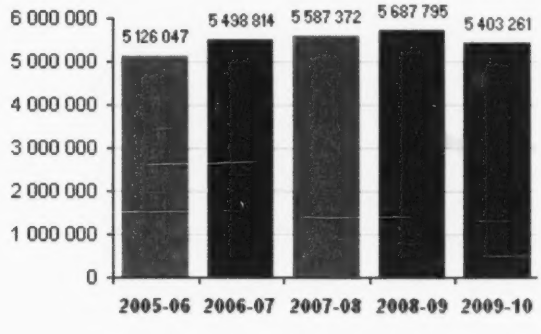
**Accusations reçues, décisions rendues, accusations en instance à la Cour de justice de l'Ontario**




**Pourcentage d'accusations reçues par la Cour de justice de l'Ontario**




**Événements entendus au criminel à la Cour de justice de l'Ontario**




1 Les événements entendus au criminel à la Cour de justice de l'Ontario sont recueillis pour chaque accusation portée devant le tribunal. Par exemple, si une personne a été accusée de deux infractions, la base de données des tribunaux indique deux événements pour chaque comparution devant le tribunal.

2 Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal. Les activités en dehors des salles d'audience ne sont pas mesurées.

## Les tribunaux de droit criminel
## Cour supérieure de justice

### Tendances sur une période de cinq ans

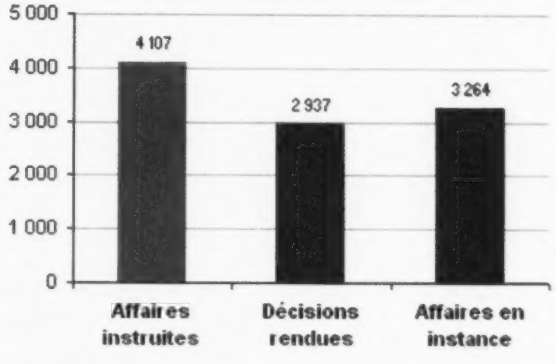
Causes reçues, décisions rendues et causes en instance[1]

**En 2009-2010, la Cour supérieure de justice a reçu 4 107 causes criminelles et a rendu 2 937 décisions (actes d'accusation et appels).**

Heures d'activité des salles d'audience[2]

**Les heures d'activité des salles d'audience ont augmenté de 3 % à l'échelle de la province au cours des cinq dernières années.**

**Affaires instruites, décisions rendues, affaires en instance à la Cour supérieure de justice (droit pénal) d'avril 2009 à mars 2010**




1. En raison d'un changement dans les méthodes d'entrée et de collecte des données à Ottawa, Toronto et Windsor, les statistiques provenant de données antérieures ne sont pas comparables aux données obtenues grâce à la nouvelle méthode de collecte. Pour cette raison, les données sur la tendance ne seront pas disponibles jusqu'en 2013-2014.
2. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal. Les activités en dehors des salles d'audience ne sont pas mesurées.

## Les tribunaux de droit civil

## Tendances sur une période de cinq ans

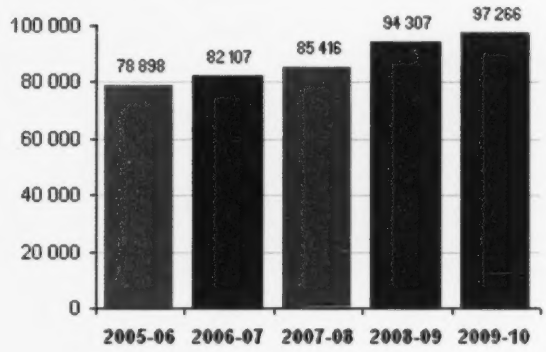
### Nouvelles instances

En 2009-2010, 97 266 nouvelles instances ont été introduites à la Cour supérieure de justice, une hausse de 23 % par rapport à 2005-2006. Cette augmentation du nombre de nouvelles instances de droit civil est en partie due au fait que les procédures de faillite à Ottawa ont été incluses dans les statistiques de droit civil à partir du 10 décembre 2007, soit au moment où le tribunal de droit civil d'Ottawa a adopté un nouveau système opérationnel.

En excluant les procédures de faillite d'Ottawa, les nouvelles instances ont augmenté de 19 % au cours des cinq dernières années.

En 2009-2010, environ 1 263 des nouvelles instances ont été entendues à la Cour divisionnaire.

**Nouvelles affaires à la Cour supérieure de justice (droit civil)**

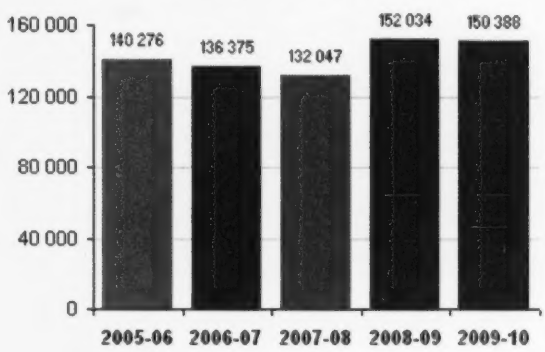



### Événements entendus

Au cours des cinq dernières années, le nombre d'événements entendus a augmenté de 7 % Cette augmentation est en partie due au fait que les procédures de faillite à Ottawa ont été incluses dans les statistiques de droit civil à partir du 10 décembre 2007, soit au moment où le tribunal de droit civil d'Ottawa a adopté un nouveau système opérationnel.

En excluant les procédures de faillite d'Ottawa, le nombre d'événements entendus a augmenté de 4 % au cours des cinq dernières années.

**Événements entendus à la Cour supérieure de justice (droit civil)**




### Programme de médiation

La médiation obligatoire fait partie de la gestion des causes civiles à Toronto[1], Ottawa et Windsor. Le taux de règlement total pour les causes renvoyées à la médiation obligatoire à Ottawa et Windsor est passé de 43 % environ en 2005-2006 à 47 % en 2009-2010.

### Heures d'activité des salles d'audience[2]

Les heures d'activité des salles d'audience ont diminué de 12 % au cours des cinq dernières années.

1 Les statistiques pour Toronto ne sont pas disponibles présentement.
2 Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal. Les activités en dehors des salles d'audience ne sont pas mesurées.

## Les tribunaux de droit de la famille

## Tendances sur une période de cinq ans

### Aperçu des instances en droit de la famille

Les instances en droit de la famille sont entendues à la Cour supérieure de justice, à la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice, et à la Cour de justice de l'Ontario. La Cour de la famille de la Cour supérieure a été implantée dans 17 tribunaux[1] afin d'entendre toutes les *causes de droit de la famille*. Dans le reste de la province, les *causes de droit de la famille* sont entendues soit à la Cour supérieure de justice, soit à la Cour de justice de l'Ontario, en fonction des demandes.

### Nouvelles instances

En 2009-2010, les tribunaux de droit de la famille ont reçu 86 153 nouvelles causes. De ce nombre, 12,5 % étaient des instances de protection de l'enfance en vertu de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. Le nombre total de nouvelles instances en droit de la famille a diminué de 5 % depuis 2005-2006, et les nouvelles instances en matière de protection de l'enfance ont diminué de 23 %.

### Événements entendus

En 2009-2010, 313 728 événements ont été entendus dans les cours de la famille, dont 23 % concernaient des affaires de protection de l'enfance. Depuis 2005-2006, le nombre total d'événements entendus a diminué de 1 %, tandis que le nombre d'événements en matière de protection de l'enfance entendus a diminué de 8 %.

### Temps nécessaire pour rendre une décision dans les affaires de protection de l'enfance

Depuis 2005-2006, le pourcentage d'instances en matière de protection de l'enfance que l'on n'a pu trancher en moins de quatre mois est passé de 41 % à 47 %. Ce changement peut s'expliquer par la diminution du nombre global de causes, étant donné que les causes moins complexes peuvent avoir quitté le système judiciaire en raison des modifications apportées à la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* en 2006.

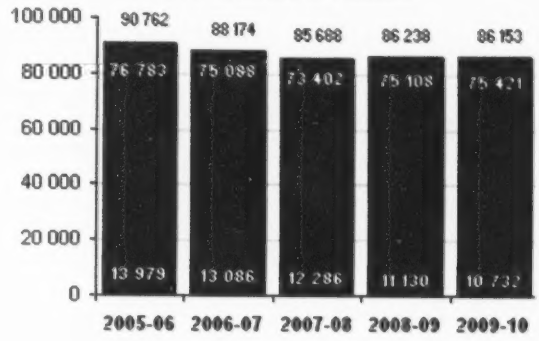
### Médiation

Le taux de règlement total ou partiel des causes renvoyées à la médiation a augmenté légèrement, passant de 79 % en 2005-2006 à 81 % en 2009-2010.

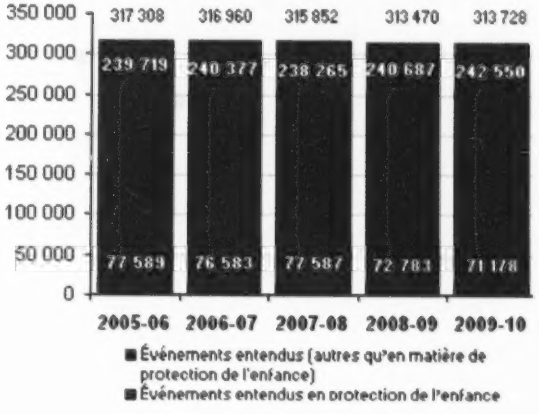
### Heures d'activité des salles d'audience[2]

Depuis 2005-2006, le nombre d'heures d'activité des salles d'audience a augmenté de 7 %.

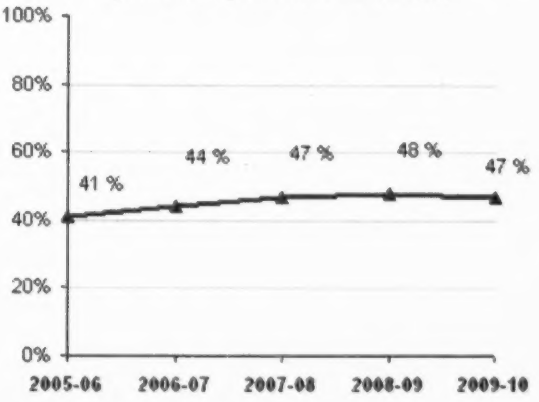
**Nouvelles affaires en droit de la famille à la Cour supérieure de justice, à la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et à la Cour de justice de l'Ontario**




**Événements entendus en droit de la famille à la Cour supérieure de justice, à la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et à la Cour de justice de l'Ontario**




**Pourcentage d'affaires en matière de protection de l'enfance où la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario ont mis plus de quatre mois pour rendre une décision**




1. Barrie, Bracebridge, Brockville, Cobourg, Cornwall, Durham, Hamilton, Kingston, L'Orignal, Lindsay, London, Napanee, Newmarket, Ottawa, Perth, Peterborough et St. Catharines.

2. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal. Les activités en dehors des salles d'audience ne sont pas mesurées.

## Les tribunaux de droit de la famille
## Cour supérieure de justice

Nouvelles instances

**Depuis 2005-2006, le nombre de nouvelles instances introduites à la Cour supérieure de justice a diminué de 3 %.**

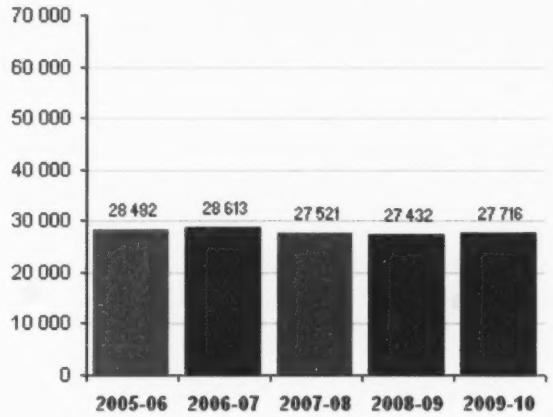
Événements entendus

**Au cours des cinq dernières années, le nombre d'événements entendus a diminué de 5 %.**

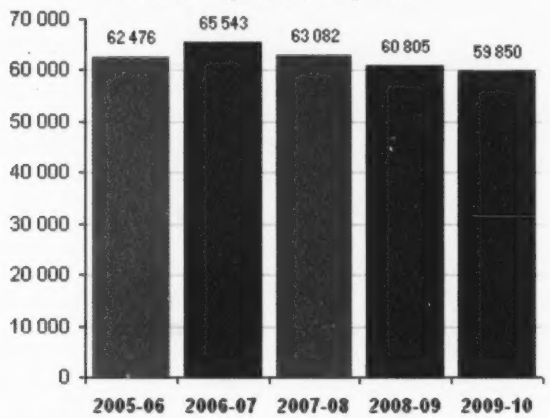
Heures d'activité des salles d'audience[1]

**Depuis 2005-2006, le nombre d'heures d'activité des salles d'audience a augmenté de 17 %.**

**Nouvelles intances de droit de la famille à la Cour supérieure de justice**




**Nouvelles affaires en droit de la famille entendus à la Cour supérieure de justice**




1 Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal. Les activités en dehors des salles d'audience ne sont pas mesurées.

## Les tribunaux de droit de la famille
## La division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice

### Nouvelles instances

**Depuis 2005-2006, le nombre total de nouvelles instances introduites à la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a diminué de 3 %, et le nombre de nouvelles instances en protection de l'enfance introduites a diminué de 21 %.**

### Événements entendus

**Au cours des cinq dernières années, le nombre total d'événements entendus a diminué de 1 %, tandis que le nombre d'événements en matière de protection de l'enfance entendus a diminué de 13 %.**

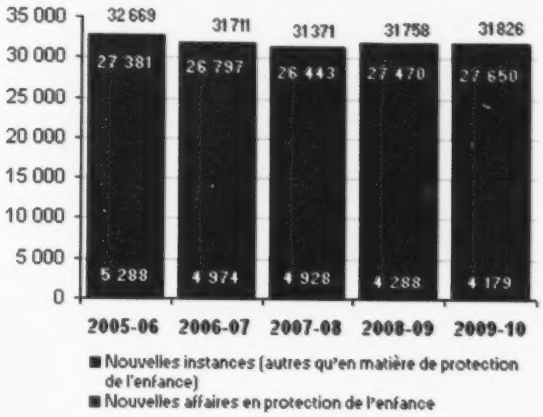
### Temps nécessaire pour rendre une décision dans les affaires de protection de l'enfance

**Le pourcentage d'instances en matière de protection de l'enfance que l'on n'a pu trancher en moins de quatre mois est passé de 41 % en 2005-2006 à 43 % en 2009-2010.**

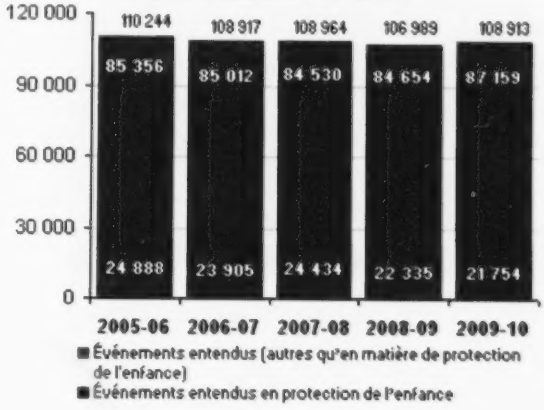
### Heures d'activité des salles d'audience[1]

**Depuis 2005-2006, le nombre d'heures d'activité des salles d'audience a augmenté de 1 %.**

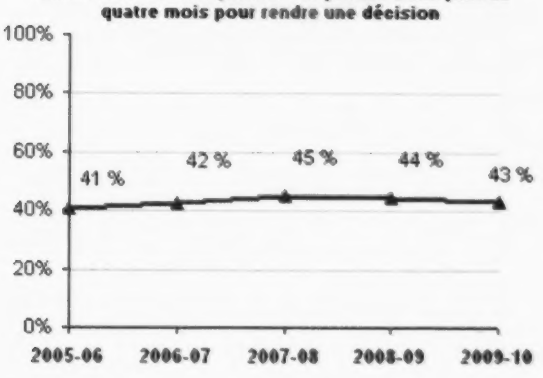
**Nouvelles affaires en droit de la famille à la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice**




**Événements entendus en droit de la famille à la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice**




**Pourcentage d'affaires en matière de protection de l'enfance pour lesquelles la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a mis plus de quatre mois pour rendre une décision**




1. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal. Les activités en dehors des salles d'audience ne sont pas mesurées.

## Les tribunaux de droit de la famille
## Cour de justice de l'Ontario

### Nouvelles instances

**Au cours des cinq dernières années, le nombre total de nouvelles instances introduites à la Cour de justice de l'Ontario a diminué de 10 %, et le nombre de nouvelles instances en protection de l'enfance introduites a diminué de 25 %.**

### Événements entendus

**Depuis 2005-2006, le nombre total d'événements entendus dans les affaires de droit de la famille est demeuré relativement stable, tandis que le nombre d'événements en matière de protection de l'enfance entendus a diminué de 6 %.**

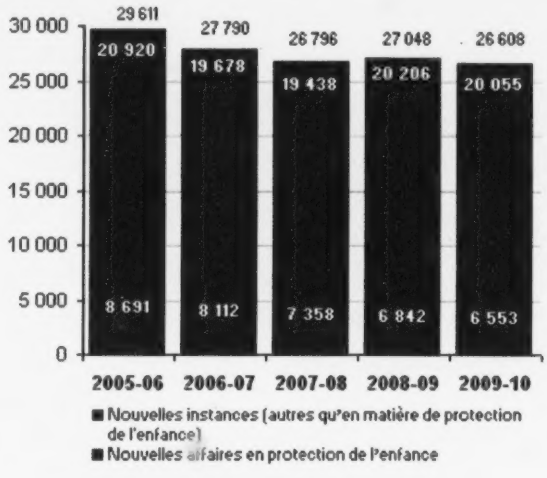
### Temps nécessaire pour rendre une décision dans les affaires de protection de l'enfance

**Le pourcentage d'instances en matière de protection de l'enfance que l'on n'a pu trancher en moins de quatre mois est passé de 41 % en 2005-2006 à 49 % en 2009-2010.**

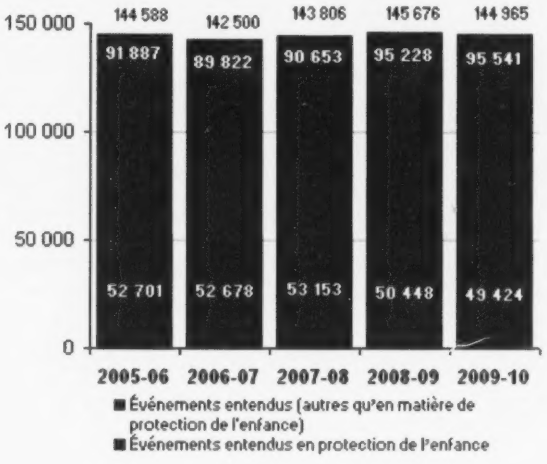
### Heures d'activité des salles d'audience[1]

**Depuis 2005-2006, le nombre d'heures d'activité des salles d'audience a augmenté de 10 %.**

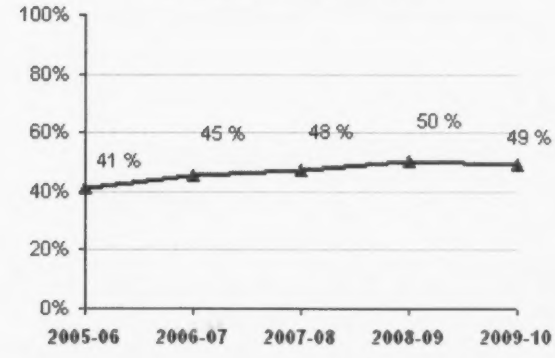
**Nouvelles affaires en droit de la famille à la Cour de justice de l'Ontario**




**Événements entendus en droit de la famille à la Cour de justice de l'Ontario**




**Pourcentage d'instances de protection de l'enfance qui n'ont pu être tranchées en moins de quatre mois à la Cour de justice de l'Ontario**




1. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal. Les activités en dehors des salles d'audience ne sont pas mesurées.

# Cour des petites créances

## Tendances sur une période de cinq ans

Nouvelles instances

**En 2009-2010, 40 % de toutes les nouvelles causes introduites concernaient des demandes à la Cour des petites créances.**

**En 2009-2010, 64 254 nouvelles causes ont été déposées à la Cour des petites créances, une diminution de 15 % par rapport à 2005-2006.**

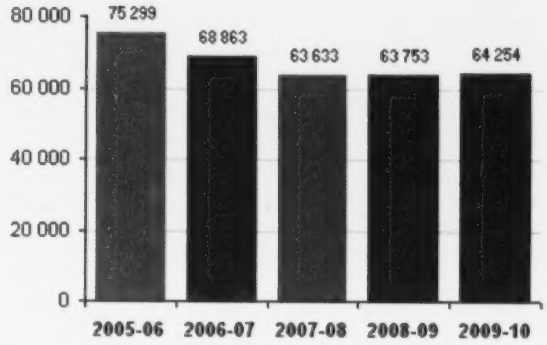
Événements entendus

**Au cours des cinq dernières années, le nombre d'événements entendus a diminué de 10 %.**

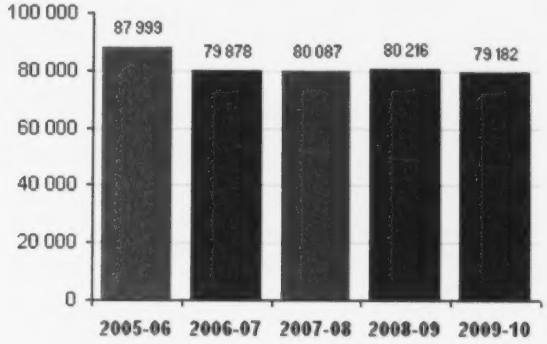
Heures d'activité des salles d'audience[1]

**Depuis 2005-2006, le nombre d'heures d'activité des salles d'audience a augmenté de 2 %.**

**Nouvelles affaires à la Cour des petites créances**




**Événements entendus à la Cour des petites créances**




1 Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal. Les activités en dehors des salles d'audience ne sont pas mesurées.

# La Cour d'appel

## Tendances sur une période de cinq ans

### Nouveaux appels interjetés par domaine de pratique

En 2009-2010, les appels en matière criminelle englobaient 54 % de tous les nouveaux appels déposés à la Cour d'appel de l'Ontario. Les appels en droit de la famille représentaient 7 %, et en droit civil, 39 %.

### Appels en matière criminelle

En 2009-2010, le volume d'appels en matière criminelle déposés et résolus a augmenté de 15 % et de 9,5 % respectivement par rapport à l'exercice financier précédent. En gros, toutefois, ce nombre a diminué d'environ 7 % depuis 2005-2006.

Le nombre d'appels en matière criminelle a légèrement augmenté au cours des cinq derniers exercices financiers.

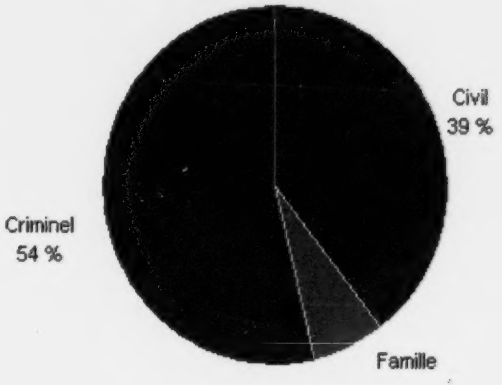
### Appels en matière de droit civil et de droit de la famille

Comme dans le cas des appels en matière criminelle, malgré une augmentation en 2009-2010 par rapport à l'année précédente, le nombre d'appels en matière de droit civil et de droit de la famille déposés a diminué de 15 % depuis l'exercice 2005-2006.

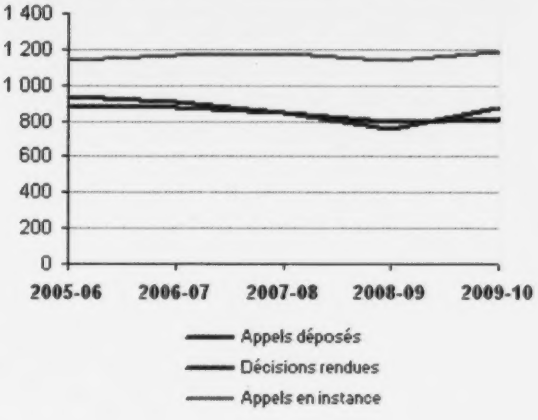
De façon similaire, le nombre d'appels en matière de droit civil et de droit de la famille réglés a légèrement diminué au cours des cinq derniers exercices, mais, tout comme les appels en matière criminelle, a augmenté en 2009-2010.

En raison de l'augmentation des appels en matière de droit civil et de droit de la famille qui ont été réglés en 2009-2010, le nombre d'appels en instance a diminué.

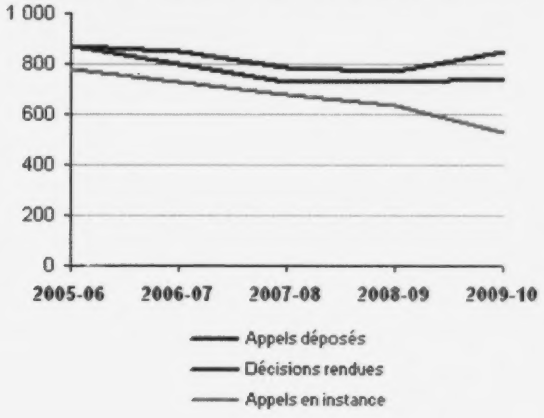
**Appels interjetés par domaine de pratique à la Cour d'appel de l'Ontario en 2009-2010**



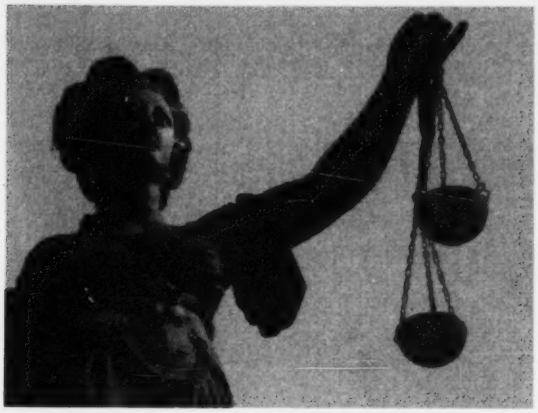

**Appels en matière criminelle déposés et pour lesquels une décision a été rendue à la Cour d'appel de l'Ontario**




**Appels déposés et décisions rendues en matière de droit civil et de droit de la famille à la Cour d'appel de l'Ontario**



# Chapitre 4
# Survol des activités en 2009-2010



## Les cours criminelles

### Justice juste-à-temps

Mise sur pied en 2008, Justice juste-à-temps (JJAT) est la stratégie de la province pour réduire les retards dans les tribunaux pénaux de l'Ontario. L'Ontario instaurera une justice pénale plus rapide et plus ciblée grâce à une réduction de 30 pour 100 du nombre moyen de jours d'audience et de comparutions nécessaires pour mener à bien une affaire pénale dans la province. La province prévoit atteindre son objectif en juin 2012.

Comme cela a été mentionné ailleurs dans ce rapport, la Division des services aux tribunaux a fourni un soutien vital à cette initiative, et les employés de la Division des services aux tribunaux sont fiers d'apporter une contribution clé à l'efficacité de l'initiative JJAT à l'échelon local grâce à une collaboration avec les partenaires de la justice, au soutien offert de façon continue aux fonctionnaires judiciaires qui assurent le leadership de la stratégie et aux données statistiques fournies.

En juin 2009, Brampton et Old City Hall, les palais de justice les plus achalandés de la province, ont été ajoutés aux trois emplacements déjà sélectionnés (Newmarket, North York et London) pour le déploiement de la stratégie JJAT. En novembre et décembre 2009, six autres emplacements ont été désignés, soit à Windsor, College Park, Scarborough, Kitchener, Sudbury et Etobicoke.

Les équipes locales qui œuvrent à la Cour de justice de l'Ontario à Newmarket, North York et London ont dégagé sept initiatives en mai 2009. Des équipes locales et régionales s'affairent présentement à adapter ces initiatives partout dans la province et à trouver de nouvelles solutions. Ces sept initiatives initiales sont :

1. Aide juridique sur place et processus simplifié de demande d'aide juridique en ligne :
   - des bureaux d'aide juridique ont été installés dans 26 palais de justice de la province.
   - Aide juridique Ontario a mis au point un processus simplifié de demande d'aide juridique en ligne qui réduit le délai de traitement des demandes pour les clients qui sont admissibles à l'aide juridique.
2. Divulgation en deux étapes :
   - processus de divulgation plus rapide et plus rationnel pour garantir que tous les participants au système de justice obtiennent plus tôt l'information dont ils ont besoin;
   - une trousse d'information initiale est fournie plus tôt pour faciliter la prise de décisions plus tôt;
   - d'autres renseignements plus détaillés sont fournis lorsqu'une décision d'intenter un procès est prise.
3. Premières comparutions efficaces :
   - Les participants au système judiciaire se mettront d'accord sur certaines activités à accomplir avant la première comparution ou pendant la première comparution.
4. Norme des trois comparutions :
   - Le procureur et l'avocat de la défense s'entendront pour procéder, d'une façon générale, à trois comparutions. Après ces trois comparutions, la plupart des causes devraient soit être inscrites au rôle des audiences, soit être réglées.

Dans le cadre de cette initiative, des attentes précises quant à ce qui doit être accompli durant chacune de ces trois comparutions seront établies en prévoyant une certaine marge de manœuvre pour les causes complexes.

5. Promesse de disponibilité :
   - Le procureur et l'avocat de la défense s'engagent à être disponibles pour négocier le règlement d'une affaire au début de la procédure.
6. Plus grande disponibilité des tribunaux de plaidoyers :
   - Dans certains palais de justice, des tribunaux de plaidoyer sont prévus à certaines heures de la journée ou certains jours de la semaine. L'engagement d'assurer que des tribunaux de plaidoyer soient disponibles est un moyen d'éviter les ajournements et les retards. Cette approche permettra d'éliminer les retards qui sont occasionnés lorsque l'accusé ne peut pas faire son plaidoyer au moment où il est prêt à le faire.
7. Responsabilisation directe :
   - Dans le cadre de cette initiative, des programmes sont financés à l'échelle de la province dans le but de tenir les contrevenants responsables vis-à-vis de leur communauté plus tôt au cours du processus judiciaire, et ce, afin de réduire les délais dans les tribunaux judiciaires tout en assurant la protection du public.

De plus amples renseignements sur la stratégie JJAT et sur les accusations pénales en Ontario ainsi que sur le temps moyen et le nombre de comparutions nécessaires pour mener à terme ces accusations, qui remontent à l'an 2000 par emplacement, sont disponibles sur le site Web du ministère à l'adresse www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/jot/Default.asp.

### Accès aux dossiers judiciaires

La Division des services aux tribunaux a apporté plusieurs modifications importantes à ses politiques sur l'accès aux dossiers judiciaires au cours de l'exercice. Elle suivait les recommandations formulées dans le rapport 2006 du Comité de la justice et des médias, et le Comité de liaison justice-médias du ministère, créé à la recommandation du Comité de la justice et des médias.

Depuis le 1er avril 2009, tous les dossiers et documents judiciaires assortis d'une interdiction de publication en vertu du *Code criminel* sont accessibles au public, s'ils ne font l'objet d'aucune autre interdiction d'accès, telle une ordonnance de huis clos ou de mise sous scellés. Si l'accès aux documents est permis, on rappelle aux membres du public que la publication, la radiodiffusion ou la transmission par quelque moyen que ce soit d'une partie ou de la totalité des documents figurant dans le dossier est une infraction au *Code criminel*.

D'autres modifications ont été apportées au cours de l'exercice pour faciliter l'accès du public aux renseignements judiciaires. Le personnel des tribunaux peut désormais divulguer les dates des prochaines affaires qui seront instruites en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA) aux membres du public, et notamment aux médias, lorsque le demandeur fournit suffisamment d'informations pour identifier correctement l'adolescent. Comme le prescrit la LSJPA, ce type de dossier n'est pas accessible au public, bien que les audiences soient en général ouvertes à tous. Les membres du public qui souhaitent assister à une affaire mettant en cause un adolescent ou un adulte peuvent maintenant consulter les listes affichées à la porte des salles d'audience.

Un examen et une analyse approfondis ont été menés en préparation des modifications aux politiques et procédures de la Division sur l'accès du public aux dossiers, documents et pièces à conviction des tribunaux, on peut les consulter sur le site Web du ministère à : www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/courts/policies_and_procedures/public_access/Default.asp.

La Division se félicite de ces occasions de partager l'information sur les dossiers judiciaires avec les médias et les membres du public.

Xabise par Walter Redinger à l'extérieur du palais de justice de London

## Justice pour les Autochtones

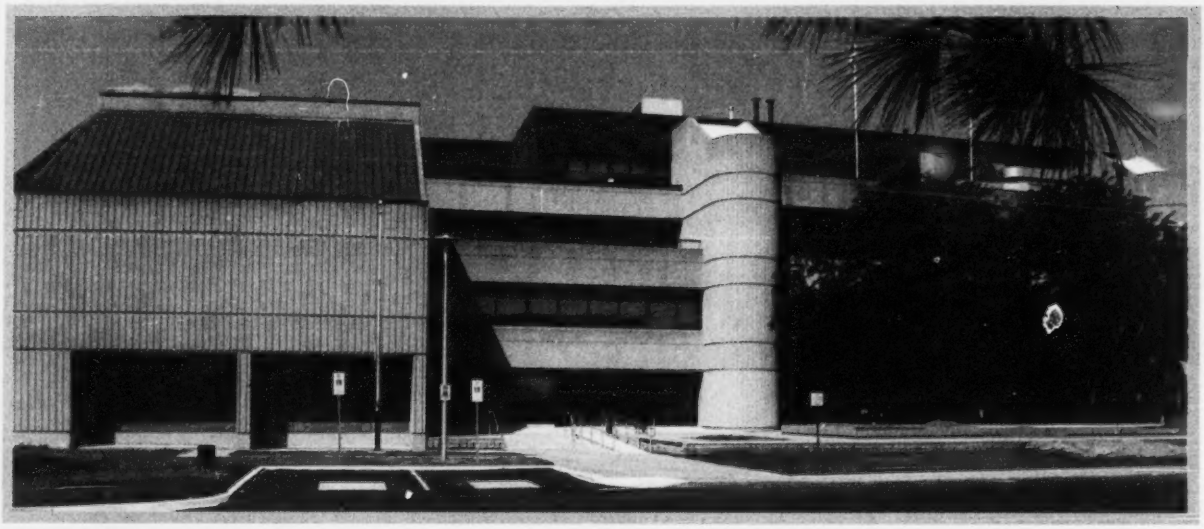
Améliorer l'accès à la justice pour les peuples des Premières nations et accroître leur participation dans la prestation des services judiciaires ont été des objectifs clés pour le ministère en 2009.

En conformité avec ces objectifs, la Division des services aux tribunaux a demandé aux organisations des Premières nations d'établir un partenariat avec le ministère pour tenir des forums éducatifs ciblés précisément sur le processus de participation à un jury dans les communautés des Premières nations.

Les objectifs de ces forums consistaient à :

- accroître les relations positives, la coopération et la confiance entre les peuples autochtones et le ministère du Procureur général;
- accroître le nombre de candidats des Premières nations sur les listes de sélection des jurés potentiels;
- accroître la représentation globale des Premières nations dans le système judiciaire.

En décembre 2009, la Division des services aux tribunaux a eu le plaisir de conclure des ententes avec la nation Anishinabek et le Grand conseil du traité nº3 pour la tenue de forums éducatifs avec chacune de ces organisations territoriales politiques. Les forums se poursuivront tout au long de l'année 2010.



Palais de justice de Chatham

## Les tribunaux de droit civil

### Règles en matière civile

Le Comité des règles en matière civile est un comité réglementaire composé de représentants de la magistrature, du Barreau et du ministère du Procureur général. Le président du Comité est le juge en chef adjoint O'Connor de la Cour d'appel. Le Comité a le pouvoir d'établir les règles de procédure régissant toutes les instances civiles.

En juin 2006, le gouvernement de l'Ontario a demandé à l'ancien juge en chef adjoint Coulter Osborne d'examiner le système de justice civile et de lui recommander des améliorations. Dans le cadre du Projet de réforme du système de justice, des consultations ont été menées dans l'ensemble de la province, en outre, les études et réformes apportées au système de justice dans d'autres compétences ont été passées en revue, et les données disponibles analysées.

Après la publication du rapport sur le Projet de réforme du système de justice civile, en novembre 2007, le procureur général a demandé aux Ontariens leur avis sur les recommandations en organisant une tournée dans toutes les régions de la province.

En décembre 2008 et 2009, le gouvernement a annoncé un certains nombre de réformes du système de justice, qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2010. Des règlements modifiant des douzaines de règles de procédure ont été déposés le 10 décembre 2008 et le 16 octobre 2009, respectivement.

Les principales réformes consistent notamment :

- à hausser le plafond monétaire de la Cour des petites créances, qui passe de 10 000 $ à 25 000 $;
- à augmenter le plafond monétaire associé à la procédure simplifiée, qui passe de 50 000 $ à 100 000 $;
- à réduire les coûts engagés avant le procès et les retards en exigeant l'établissement d'un calendrier pour le partage des informations entre les parties et en limitant les interrogatoires préliminaires à un jour, à moins que les parties ou le tribunal ne décident qu'il faut y consacrer davantage de temps;
- à diminuer les coûts de règlement des litiges et à éviter les longs procès en facilitant le règlement rapide des litiges;
- à introduire dans les *Règles de procédure civile* un principe général de proportionnalité afin que le temps et les frais associés à une instance soient justifiés.

Les modifications apportées aux règles en matière civile figurent dans la publication « Causes civiles : Demandeur ou défendeur devant la Cour supérieure de justice », que l'on peut trouver en ligne à : www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/courts/Default.asp.

### Gestion des causes civiles

Gérer les causes en application de la Règle 77 des *Règles de procédure civile* est pratique courante à Ottawa et à Toronto depuis 1997, et à Windsor depuis 2003. Les tribunaux supervisent le déroulement des instances afin d'encourager un règlement rapide. À Toronto, les causes étaient instruites selon un système de gestion modifiée en application de la Règle 78, qui était en vigueur depuis décembre 2004, mais a été révoquée en janvier 2010.

Le Comité des règles en matière civile a examiné les recommandations de M. Osborne sur la réforme de la gestion des causes civiles et la nouvelle Règle 77 (modifiée) est entrée en vigueur le 1er janvier 2010 à Ottawa, Toronto et Windsor.

On trouvera les fiches de renseignements suivantes, mises à jour, « Gestion des causes civiles en application de la Règle 77 des *Règles de procédure civile* » et « Modifications apportées aux *Règles de procédure civile* » sur le site : www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/courts/civil/changes_to_rules_of_civil_procedure.asp.

### Médiation obligatoire

Le Programme de médiation obligatoire de l'Ontario a été créé en vertu de la Règle 24.1 des *Règles de procédure civile* et appliqué à Toronto, Ottawa et Windsor. Le programme aide les parties à régler leur litige très tôt dans la procédure judiciaire afin de leur épargner le temps et les frais d'un procès. Les affaires qui ne sont pas réglées entièrement par la médiation suivent le processus judiciaire.

Les services de médiation sont offerts par des médiateurs du secteur privé. Chaque palais de justice où la Règle 24.1 s'applique a une liste de médiateurs qualifiés dressée par le ministère.

On trouvera les fiches de renseignements suivantes, mises à jour, « Médiation obligatoire en vertu des Règles 24.1 et 75.1 des *Règles de procédure civile* » et « Modifications apportées aux *Règles de procédure civile* » sur le site : www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/courts/manmed/Default.asp.

### Procédure simplifiée

La procédure simplifiée établie par la Règle 76 des *Règles de procédure civile* est un processus plus rationnel et économique. Depuis le 1er janvier 2010, la procédure simplifiée est applicable aux instances où le montant réclamé est supérieur à 25 000 $ et peut aller jusqu'à 100 000 $, comme le recommandait l'ancien juge en chef adjoint Osborne. Auparavant le plafond monétaire était de 50 000 $.

On trouvera les fiches de renseignements suivantes, mises à jour, « Procédure simplifiée en vertu de la Règle 76 des *Règles de procédure civile* » et « Modifications apportées aux *Règles de procédure civile* » sur le site : www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/courts/manmed/Default.asp.

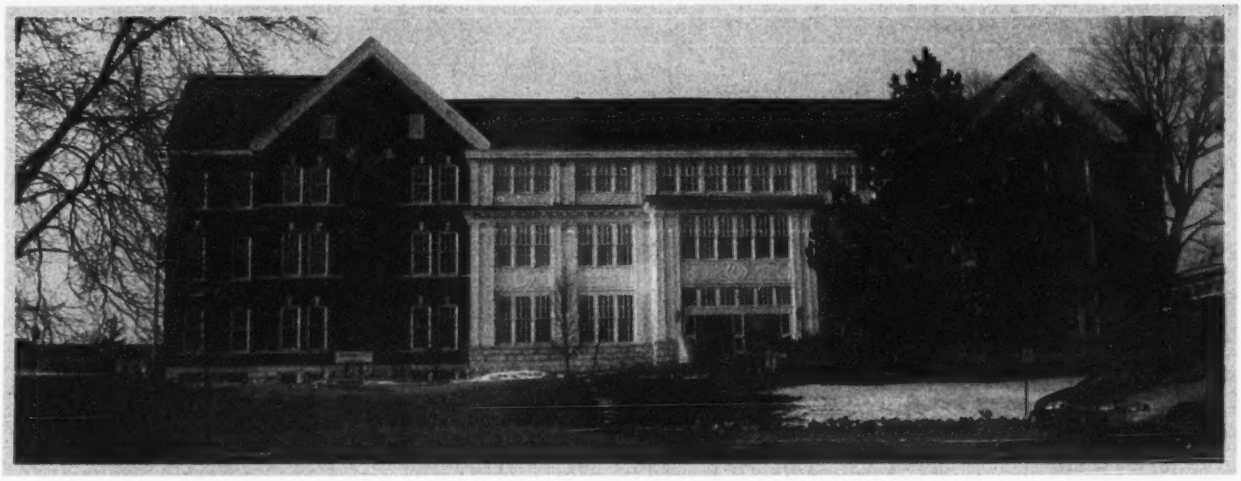
### Cour des petites créances

Depuis le 1er janvier 2010, les particuliers et entreprises peuvent présenter leurs affaires civiles, dont le montant ne dépasse pas 25 000 $, à la Cour des petites créances où les procédures sont plus simples et plus rapides, et les frais moindres. Auparavant le plafond était de 10 000 $.

En plus d'avoir relevé le plafond monétaire, un certain nombre de modifications ont été apportées aux *Règles de la Cour des petites créances* et à ses formules afin de simplifier et de rationaliser le traitement de ce type d'instances. Depuis janvier 2010, 11 règles de procédure ont été modifiées et 42 formules améliorées. Ces formules sont disponibles dans les greffes et peuvent être remplies en ligne sur le site suivant : www.ontariocourtforms.on.ca/french.

Guides conviviaux sur les procédures, et de nouveaux diagrammes et brochures, sont également disponibles dans les greffes ou en ligne à : www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/courts/scc/Default.asp. En outre, des systèmes d'information téléphonique automatisés sont en place dans 12 emplacements très occupés[1] de la Cour des petites créances de la province. Ce système permet au public de choisir parmi différentes options pour obtenir des renseignements généraux (tels qu'adresse, numéro de télécopieur et heures d'ouverture), et des consignes de base pour déposer ou contester une réclamation devant la Cour des petites créances.

1 Barrie, Brampton, Hamilton, Kitchener, London, Newmarket, Ottawa, Richmond Hill, Sudbury, Toronto, Whitby et Windsor



Palais de justice de Orillia

## Les cours de la famille

### Modification aux Règles en matière de droit de la famille

Le Comité des règles en matière de droit de la famille, un comité réglementaire formé de représentants de la magistrature, du Barreau et du ministère du Procureur général, a le pouvoir d'établir des règles de procédure pour les cours de la famille de l'Ontario. Il est présidé par la juge Gloria Epstein de la Cour d'appel de l'Ontario.

En 2009, le Comité a adopté des modifications aux Règles en matière de droit de la famille afin d'actualiser les formules et de les rendre conformes à la législation ontarienne, et de mettre en œuvre les modifications visant les ordonnances de ne pas faire, la garde et le droit de visite résultant de la proclamation, par le gouvernement, de certains articles de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne le droit de la famille*.

Le Comité a aussi adopté des modifications aux règles et formules ayant trait aux rapports, à la signification des documents, à la divulgation de renseignements de nature financière et aux états financiers.

La Division des services aux tribunaux a préparé du matériel de formation à l'intention du personnel des tribunaux de la province, pour expliquer les modifications apportées à la loi, aux règles et formules. La Division a également publié trois nouvelles fiches de renseignements et guides destinés au public et mis à jour le matériel d'information publique existant.

### Amélioration des services de justice à la famille

Le 17 décembre 2009, le procureur général a annoncé que les améliorations apportées aux services de justice à la famille rendraient les cours de la famille plus conviviales, mieux adaptées et plus abordables. Ces améliorations reposent sur les quatre piliers suivants :

- Offrir davantage d'informations aux familles dès le départ.
- Établir un processus de triage ou d'admission qui oriente les clients vers les services appropriés et adaptés à leurs besoins.
- Améliorer l'accès aux conseils juridiques et proposer des solutions de rechange aux litiges.
- Rationaliser et simplifier la marche à suivre pour les affaires qui doivent être portées en cour.

Les cours de la famille de Brampton et de Milton ont été les premières à mettre en œuvre ces améliorations. La Division a participé activement à l'organisation des équipes formées de magistrats locaux, de personnel d'administration des tribunaux, de représentants d'Aide juridique Ontario, d'avocats et de membres de la communauté. Ces équipes travaillent en relation étroite avec la Division pour s'assurer que les améliorations répondent aux ressources et besoins.

## Comité directeur de la Cour de la famille

Le Comité directeur de la Cour de la famille est un groupe interministériel et interorganismes présidé par la sous-procureure générale adjointe de la Division. L'objectif du Comité est de trouver des façons d'améliorer la prestation des services de la Cour de la famille et le traitement des causes instruites en vertu du droit de la famille et de la protection de l'enfance.

Le Comité a deux sous-comités consultatifs : l'un est chargé de trouver des façons d'attirer les avocats fraîchement diplômés vers la protection de l'enfance, surtout dans le Nord de la province, l'autre d'abréger les procès qui portent sur la protection de l'enfance, et de recommander des pratiques exemplaires afin d'accélérer le processus pour les enfants pris en charge par la Société d'aide à l'enfance.

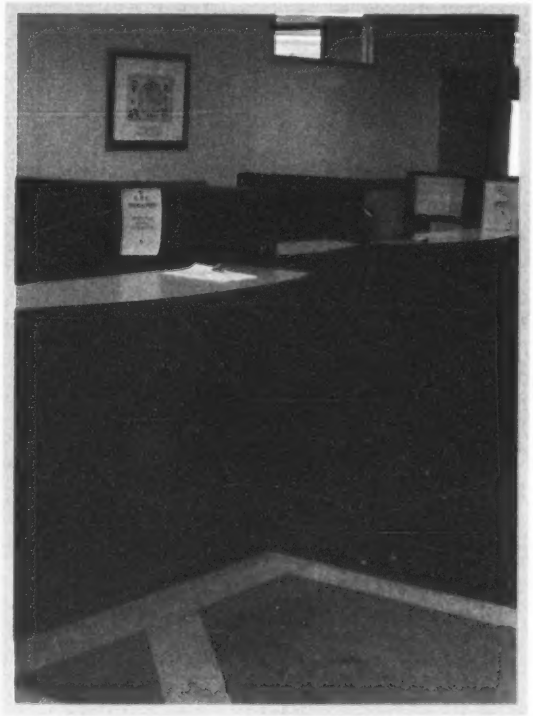
Ces sous-comités consultatifs ont continué de se réunir et de recueillir des renseignements tout au long de 2009 et ont fourni de brèves mises à jour au Sommet de la justice de l'automne 2009. Ils devraient remettre leur rapport au Comité principal au printemps 2010.

## Services de médiation familiale et d'information

Des services de médiation familiale et d'information sont offerts à chaque division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice[1], et comprennent : médiation dans et hors des palais de justice, prestation de renseignements, coordination des aiguillages vers les centres d'information sur le droit de la famille, et séances d'information pour les parents.

En 2009, la Division a amélioré l'information offerte au public sur les services de justice à la famille en publiant une liste d'ouvrages et de sites Web destinés aux adultes et aux enfants qui sont parties à une séparation ou un divorce, et en produisant de nouveaux guides de procédure pour expliquer aux parties en quoi consistent les ordonnances de ne pas faire, le nouvel affidavit des parents, les demandes de garde d'enfant pour les personnes qui ne sont pas les parents et les motions en modification d'une ordonnance.

1. Barrie, Bracebridge, Brockville, Cobourg, Cornwall, Durham, Hamilton, Kingston, L'Orignal, Lindsay, London, Napanee, Newmarket, Ottawa, Perth, Peterborough et St Catharines



En haut à gauche et ci-dessus : Centre d'information sur le droit de la famille au palais de justice d'Ottawa

# Chapitre 5
# Initiatives de la Division en 2009-10

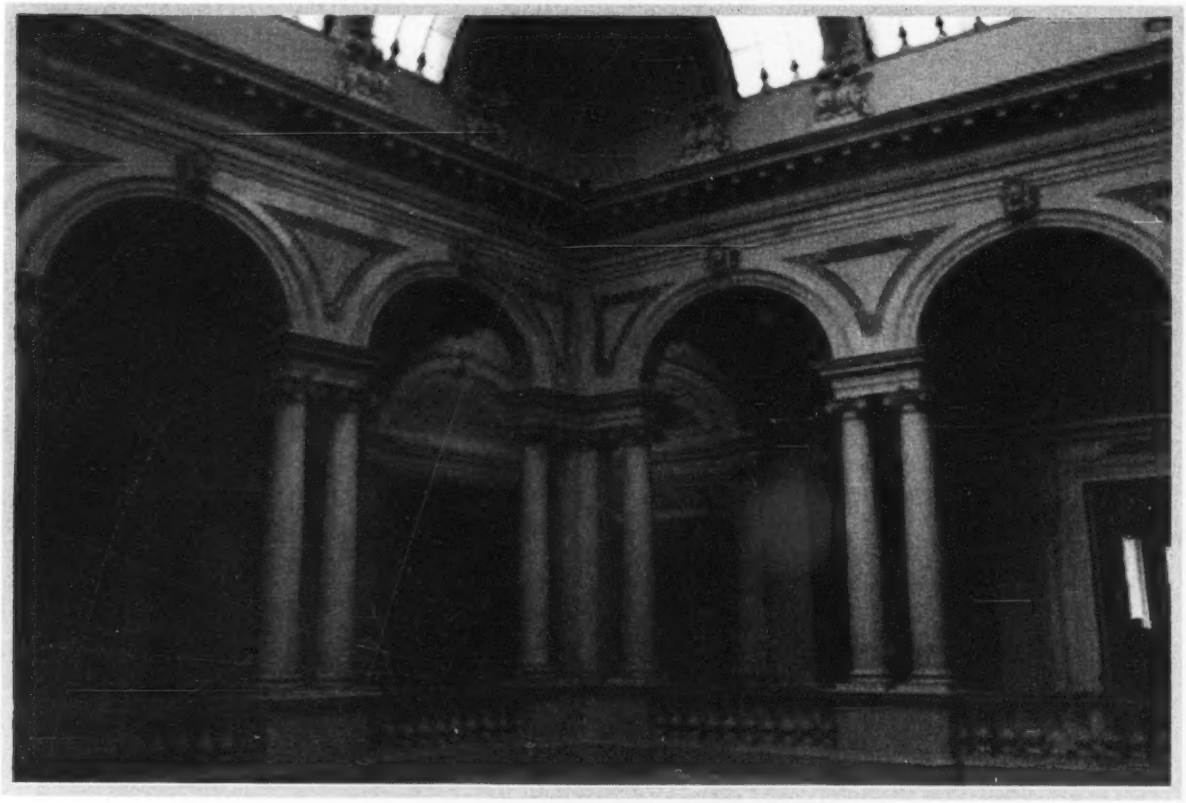
## ACCÈS À LA JUSTICE

### Interprètes judiciaires

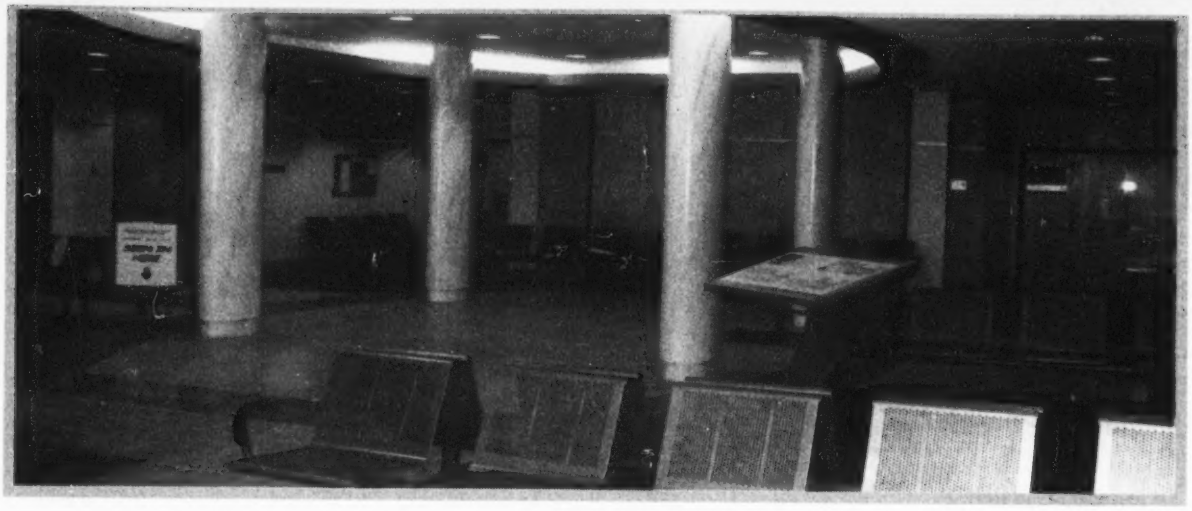
En 2009-2010, la Division des services aux tribunaux a signé un contrat pluriannuel pour la mise au point, l'administration et l'évaluation de nouveaux tests destinés aux interprètes dans les 25 langues les plus utilisées, et d'un test d'interprétation judiciaire en anglais pour toutes les autres langues. Par ailleurs, le fournisseur élaborera un modèle d'accréditation des interprètes pour faciliter l'établissement de l'horaire d'interprétation. L'évaluation de tous les interprètes accrédités actuels du ministère a débuté en 2009 et se poursuivra en 2010.

Afin d'améliorer constamment le programme d'interprétation judiciaire, la Division continue d'explorer des possibilités d'élargir l'usage des technologies vidéo et audio pour fournir des services d'interprétation à distance.

La Division des services aux tribunaux continue de favoriser le partage des renseignements et des pratiques exemplaires en matière d'interprétation judiciaire, notamment grâce à des interactions et une collaboration régulières avec des ministères et des intervenants du système judiciaire de l'Ontario et d'ailleurs au Canada et en Amérique du Nord.



Ci-haut, corridor de Osgoode Hall, Toronto



Hall du palais de justice de Welland

## Accessibilité pour les personnes handicapées

La Division des services aux tribunaux prend à cœur l'amélioration de l'accessibilité du système judiciaire pour les personnes handicapées. Au cours de l'exercice 2009-2010, la Division a contribué de façon importante à un certain nombre d'initiatives à cet égard.

La Division offre un soutien au Comité d'accessibilité aux tribunaux de l'Ontario, lequel est permanent et coprésidé par la sous-procureure générale adjointe de la Division des services aux tribunaux et la juge Susan Lang de la Cour d'appel de l'Ontario. Mis sur pied en 2007, le comité continue de fournir des conseils et une orientation sur la façon de mettre en œuvre les recommandations du rapport Weiler sur les obstacles pour les personnes handicapées dans les tribunaux. C'est l'une des façons par lesquelles la Division consulte les membres de la magistrature et d'autres participants au secteur de la justice et collabore avec eux.

Le groupe de travail sur l'accessibilité de la Division a coordonné la conformité au règlement sur les Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle établies conformément à la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*. Des politiques et procédures relatives à la façon de servir les personnes handicapées ont été établies, et environ 3 700 membres du personnel ont été formés sur les besoins des personnes handicapées et la façon d'offrir des services à la clientèle accessibles.

Des coordonnateurs de l'information sur l'accessibilité sont présents dans tous les tribunaux (tribunaux à temps plein, satellites et accessibles par avion). Ils fournissent des renseignements et répondent aux besoins d'adaptation et d'accessibilité des personnes handicapées. Les coordonnateurs constituent un élément essentiel de la conformité de la Division aux normes de service à la clientèle et de son engagement à l'égard de la prestation de services de qualité à tous, notamment aux personnes handicapées. Les coordonnées complètes du coordonnateur de l'information sur l'accessibilité de chaque tribunal, ainsi que les caractéristiques de chaque palais de justice quant à son accessibilité sont énumérées sur le site Web du ministère au www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/courts/Court_Addresses/Default.asp.

La Division continue de coparrainer une unité de l'accessibilité, qui procure un soutien stratégique et opérationnel pour un large éventail d'améliorations en matière d'accessibilité à l'échelle du ministère. Elle copréside également le Comité directeur de l'accessibilité du ministère qui a dirigé l'élaboration de plusieurs politiques et procédures, comme requis par les Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle, notamment la politique de formation sur l'accessibilité pour les personnes handicapées, processus de rétroaction sur l'accessibilité des services à la clientèle, et la notification des interruptions des services et des installations sur lesquelles les clients handicapés comptent en temps normal. Le Comité directeur a également coordonné la mise au point d'un mécanisme de surveillance et d'établissement de rapport sur la conformité aux normes.

Ci-haut : Armoiries de la Cour d'appel de l'Ontario

## COMITÉ ONTARIEN DE LA JUSTICE ET DES MÉDIAS

Le Comité de la justice et des médias a été formé en 2005 afin d'améliorer les relations entre les médias et le système judiciaire. Le rapport de 2006 du Comité contenait 17 recommandations, dans les catégories « ouverture », « éducation », « ère de l'électronique » et « activités permanentes ».

Le ministère du Procureur général a, à ce jour, mis en œuvre un grand nombre des recommandations contenues dans le rapport. En 2009, les autres initiatives mises en œuvre sont les suivantes :

- mise à jour des politiques sur l'accès aux dossiers des tribunaux pour permettre l'accès du public et des médias, assujetti à des ordonnances de non-publication en vertu du *Code criminel*, notamment celles rendues en vertu des articles 486.4 et 486.5, et l'accès à l'information concernant les dates futures de comparution en cour pour les affaires en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*;
- appui au Réseau ontarien d'éducation juridique pour la préparation de nouveaux modules d'apprentissage sur les relations entre la justice et les médias à utiliser dans les écoles secondaires de la province;
- offre de séances de formation aux superviseurs et gestionnaires des tribunaux concernant les ordonnances de non-publication et l'accès aux dossiers.

## *LOI DE 2009 SUR LA SAINE GESTION PUBLIQUE*

La *Loi de 2009 sur la saine gestion publique* a reçu la sanction royale le 15 décembre 2009. La Loi apporte plusieurs changements à la législation relative aux tribunaux afin d'améliorer la clarté, d'accroître la transparence et d'améliorer la responsabilisation.

La Loi comprend des :

- changements à la *Loi sur les tribunaux judiciaires* pour clarifier les procédures pour outrage au tribunal à la Cour des petites créances, établir des règles de retraite pour les juges suppléants de la Cour des petites créances en conformité avec celles s'appliquant à d'autres fonctionnaires judiciaires, et retirer l'interdiction de service des documents et d'exécution des ordonnances le dimanche;
- modifications à la *Loi sur les juges de paix* pour codifier les décisions de la Cour supérieure de justice relativement aux règles sur la retraite;
- modifications à la *Loi sur les jurys* pour protéger les droits à la vie privée des jurés potentiels, conformément au rapport du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, et pour faire en sorte que le processus de filtrage demeure indépendant des parties à l'instance judiciaire;
- modifications complètes à la *Loi sur les infractions provinciales* pour simplifier les procédures judiciaires, améliorer la perception des amendes, améliorer les services au public et faire un meilleur usage des ressources judiciaires. Un grand nombre de ces points ont été élaborés en consultation avec le groupe de travail sur la rationalisation des infractions provinciales.

La Division des services aux tribunaux continue de travailler à la mise en œuvre d'un grand nombre d'améliorations contenues dans la *Loi de 2009 sur la saine gestion publique*.

# MODERNISATION DE LA PRESTATION DES SERVICES

## Examen des services de sténographie judiciaire

Le ministère continue de moderniser l'équipement d'enregistrement judiciaire grâce à une plus grande utilisation des dispositifs d'enregistrement numérique dans les salles d'audience.

En 2009-2010, la Division a annoncé une proposition de cadre de travail pour améliorer la prestation des services de sténographie judiciaire et de transcription en Ontario. D'après ce nouveau cadre de travail, les sténographes judiciaires continueront d'enregistrer ce qui se passe au tribunal en utilisant une méthode d'enregistrement audio normalisée avec des dispositifs d'enregistrement numérique. La partie qui ordonne la transcription choisira un transcripteur à partir d'une liste de transcripteurs professionnels qualifiés, laquelle pourrait comprendre, entre autres, le sténographe de la salle d'audience. Le ministère fixera des normes pour une certification et une formation en cour, tout en misant sur les forces du système actuel et notre personnel dévoué. La transition et la mise en œuvre devraient survenir au cours des deux prochaines années.

## Projets et réalisation en matière de technologie de l'information

Au cours de l'exercice 2009-2010, la Direction des solutions technologiques pour les tribunaux a fourni expertise et conseils pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets de technologie de l'information (TI) suivants.

### Modernisation des systèmes de suivi des causes

### Système de gestion des données judiciaires

À la fin de 2009, la Division des services aux tribunaux a reçu l'approbation d'aller de l'avant avec l'établissement et la mise en œuvre d'un système de gestion des données judiciaires, qui modernisera le soutien technologique de l'administration des tribunaux et améliorera les services aux tribunaux électroniques pour le public.

Le système de gestion des données judiciaires regroupera les renseignements contenus dans les systèmes de base de suivi des causes – ICON, FRANK et Estates – et permettra une meilleure gestion électronique des documents, l'établissement de dates de procès, en plus de capacités de gestion de la charge de travail financière et automatisée. L'application permettra d'introduire des services judiciaires en ligne, pour le bénéfice du public et d'autres groupes desservis par la Cour supérieure de justice, la Cour de justice de l'Ontario et les cours municipales. Une première version du système de gestion des données judiciaires est attendue en 2012.

Salle d'audience du palais de justice de Brantford

### ICON 2.2

La Division continue d'améliorer le Réseau intégré d'information sur les infractions (ICON) pour faciliter la gestion continue des affaires criminelles et des affaires relatives à des infractions provinciales à la Cour de justice de l'Ontario et dans les cours municipales. En 2009-2010, la Division a achevé la mise au point de ICON 2.2 et a entrepris le test d'acceptation des usagers avec les partenaires municipaux. ICON 2.2 rationalise les processus de travail et accroît la convivialité grâce à une technologie axée sur le Web. Une mise en œuvre par phase est en cours. ICON 2.2 constitue une étape intermédiaire à la mise en œuvre du système de gestion des données judiciaires.

### Soutien pour l'administration des tribunaux

Le système FRANK, une application de suivi à l'échelle de la province pour les affaires de droit civil, de droit de la famille, des petites créances, de la Cour divisionnaire et pour les affaires criminelles à la Cour supérieure de justice, est indispensable à la prestation de services judiciaires au public ontarien.

En 2009-2010, le système FRANK a été reconfiguré de façon considérable, à la suite des changements apportés au droit de la famille par le projet de loi 133, des modifications à la Cour des petites créances et des réformes du Projet de réforme du système de justice civile afin de fournir :

- une capacité d'effectuer des recherches dans tous les tribunaux de la province;
- une capacité de générer des rapports détaillés sur les causes criminelles et familiales s'y rapportant;
- une efficacité améliorée dans l'administration des cours des petites créances grâce à des mises à niveau des formules réglementaires et l'introduction de nouveaux rapports;
- un soutien pour les changements aux *Règles de procédure civile*, notamment plusieurs nouvelles normes temporelles automatisées pour les causes civiles, des rapports et codes nouveaux, et des changements aux formules réglementaires, le tout améliorant la capacité de récupérer l'information à partir de FRANK.

### Technologie moderne dans les salles d'audience

La Division des services aux tribunaux continue d'élargir l'utilisation de la technologie moderne dans les salles d'audience, notamment la vidéoconférence, les aides aux témoignages des témoins vulnérables et la présentation numérique des preuves.

Le secteur justice en Ontario possède actuellement l'un des plus grands réseaux de vidéoconférence à haute vitesse au monde. L'utilisation de cette technologie donne aux personnes qui vivent dans des collectivités éloignées un meilleur accès aux services judiciaires et réduit au minimum les déplacements du personnel, atténuant ainsi les répercussions sur l'environnement qui en découlent, tout en augmentant l'efficacité des tribunaux.

### Outils de gestion du savoir

L'initiative pluriannuelle de la Division des services aux tribunaux visant à améliorer les applications de gestion essentielles est en cours. Ces applications permettent de faire le suivi de toutes les activités des tribunaux de l'Ontario, notamment les audiences, les motions, l'exécution des ordonnances et la gestion des successions détenues en fiducie. L'introduction et l'amélioration de ces applications aideront les membres du personnel dans l'exécution de leurs tâches quotidiennes.

La formation électronique à distance sur demande et la capacité de tenir des réunions grâce aux nouvelles technologies de l'information continuent de contribuer à l'efficience et à l'efficacité des activités de la Division et de l'aider à atteindre ses objectifs opérationnels. Des travaux sont en cours pour le lancement des premières séances de formation à distance Ask WRITS par l'entremise de Live Meeting. Ces séances de formation procureront aux employés des tribunaux un appui soutenu relativement au Système d'information sur les brefs, lequel est utilisé dans 49 bureaux d'application de la loi de la province pour maintenir un index des brefs d'exécution, conformément à la *Loi sur l'exécution forcée*.

### Collaborer pour soutenir la magistrature

La Direction des solutions technologiques pour les tribunaux continue de soutenir la magistrature au nom de la Division des services aux tribunaux grâce à un appui direct en matière de technologies de l'information, de même que grâce à un travail continu avec le Bureau de technologie de l'information pour le secteur judiciaire. La Direction des solutions technologiques pour les tribunaux et le Bureau de technologie de l'information pour le secteur judiciaire collaborent pour régler les problèmes de technologie de l'information et aider la Division des services aux tribunaux à améliorer l'accès à la justice grâce à l'exploration et au développement de technologies de l'information. Ce travail est essentiel pour assurer la sécurité et la séparation des renseignements judiciaires.

# INITIATIVES DE FORMATION DE LA DIVISION ET PARTENARIATS

## Sécurité des tribunaux

À compter de 2012, le gouvernement provincial commencera à prendre en charge une partie des coûts que défraient les municipalités pour la sécurité dans les tribunaux et le transport des prisonniers, jusqu'à concurrence de 125 millions de dollars par année d'ici 2018. Cette initiative comprendra aussi l'élaboration de normes de sécurité dans les tribunaux de l'Ontario en consultation avec la magistrature et les principaux intervenants du secteur de la justice.

En 2009-2010, un comité directeur de partenaires coprésidé par la sous-procureure générale adjointe et la magistrature a commencé de se réunir pour formuler des conseils concernant la mise en œuvre de cette initiative et l'établissement de normes de sécurité dans les tribunaux.

## Initiatives de formation de la Division et partenariats

### Initiatives de formation pour le personnel des tribunaux

La formation et le perfectionnement continuent d'être des priorités pour la Division des services aux tribunaux. La Division s'est engagée à faire en sorte que des ressources de formation efficaces soient disponibles pour soutenir la formation et le perfectionnement de tous les employés.

Pour permettre à la Division de réaliser ses priorités, un comité de l'apprentissage et du perfectionnement a été mis sur pied en 2008 et est composé de représentants ministériels et régionaux de toute la Division. Le comité procure à ses membres l'occasion de discuter de questions reliées à l'apprentissage et à la formation et de conseiller la haute direction sur les orientations futures de la Division dans ce domaine.

En 2009-2010, la Division des services aux tribunaux a approuvé son plan de formation pour guider la coordination centrale des initiatives de formation et de la fourniture de matériel de formation cohérent, uniforme et de première qualité pour soutenir le perfectionnement des employés. Le plan met l'accent sur la formation opérationnelle par fonction et comprend une formation mise au point et offerte par le ministère.

En 2009-2010, la Division a également mis au point du matériel d'orientation pour soutenir un processus d'orientation cohérent dans l'ensemble de la province. La pierre angulaire du processus est le Manuel d'orientation de la Division des services aux tribunaux, qui fournit une vue complète de la Division, du ministère du Procureur général et de la fonction publique de l'Ontario. Le processus d'orientation profite à tous les membres du personnel de la Division. Les chefs de service auront à leur disposition des outils cohérents pour accueillir et former les nouveaux employés. Les employés bénéficieront d'un processus d'orientation formelle ainsi que d'un document d'appui à jour.

### Certificat spécialisé en services de soutien juridique

En 2007-2008, les gestionnaires et les superviseurs de la Division des services aux tribunaux, ainsi que les membres de la magistrature, ont fourni un encadrement et un appui au Collège Durham dans le cadre de l'élaboration du premier programme spécialisé en services de soutien juridique à être proposé en Ontario. Ce programme d'une durée de huit mois met entièrement l'accent sur les rôles et les responsabilités des employés de soutien des tribunaux. Il comprend la formation relative aux documents utilisés dans le système judiciaire, la production des transcriptions et la gestion des jurys, sans oublier l'éthique, les procédures en vigueur dans les salles d'audience ainsi que la terminologie juridique. En avril 2009, une troisième classe a terminé le programme et plusieurs diplômés ont obtenu des postes de soutien des tribunaux au sein de la Division.

Par suite du succès du programme au Collège Durham, celui-ci a été élargi au Collège Centennial en septembre 2009. La Division fournit un appui soutenu aux deux programmes.

Ci-haut : Comptoir de service de la Division des services aux tribunaux

## SERVICES À LA CLIENTÈLE

### Normes de service

Depuis le 1er janvier 2010, tous les ministères sont tenus :

- d'établir et de communiquer les normes de services internes et externes aux clients et aux intervenants internes;
- de surveiller et de mesurer la qualité des services offerts;
- de communiquer la qualité des services offerts au public;
- de dégager et d'apporter des améliorations aux services.

En réponse à cette exigence, la Division des services aux tribunaux a établi les normes de service suivantes :

1. Servir les clients qui déposent un seul document au greffe dans un délai de 30 minutes.
2. Faire en sorte que les clients qui utilisent les services du Centre d'information sur le droit de la famille soient satisfaits des services qu'ils reçoivent.
3. Faire en sorte que les clients qui utilisent les services de médiation familiale soient satisfaits des services qu'ils reçoivent.
4. Faire en sorte que les clients de nos services de droit de la famille qui assistent à une séance d'information soient satisfaits de l'information qu'ils reçoivent.
5. Faire en sorte que les clients handicapés qui accèdent aux services des tribunaux et qui demandent de l'aide en rapport avec leur handicap soient satisfaits de l'aide qu'ils reçoivent.

### Sondage sur la satisfaction des clients

La Division surveille et mesure la qualité des services offerts par l'entremise de son sondage annuel auprès de la clientèle.

La Division effectue habituellement le sondage chaque année au début du printemps. Cependant, afin de permettre à la Division de mesurer l'atteinte des normes de service sur plusieurs mois, le sondage sera effectué en septembre 2010.

Les résultats seront présentés dans le rapport annuel 2010-2011 de la Division.

## COLLABORER AVEC NOS PARTENAIRES DU SYSTÈME JUDICIAIRE

### Administration municipale des infractions provinciales

La *Loi sur les infractions provinciales* (*LIP*) est le code de procédure qui régit l'application de la loi, les poursuites judiciaires et le jugement des infractions établies par règlement municipal, par loi provinciale, comme le *Code de la route*, la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et la *Loi sur la protection de l'environnement*, et certaines lois fédérales, comme la *Loi sur les pêches*, la *Loi sur la marine marchande du Canada*, la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs* et la *Loi sur les Indiens*.

Les fonctionnaires judiciaires nommés par le gouvernement provincial et assignés par la Cour de justice de l'Ontario statuent sur les affaires relevant de la *LIP*. Les services aux tribunaux pour les affaires relevant de la *LIP* sont principalement offerts par les municipalités.

Un des éléments du rôle de surveillance des services fournis par les municipalités de la Division consiste à effectuer des vérifications périodiques de certains tribunaux chargés des infractions à la *LIP*. En 2009-2010, la Division a ainsi vérifié six tribunaux municipaux de la province. La Division des services aux tribunaux a également mené plusieurs projets qui visaient à aider les partenaires municipaux dans la prestation des services à l'échelon local et à renforcer le partenariat provincial/municipal dans le cadre de la *LIP*.

Parmi ces projets, mentionnons :

- effectuer une analyse concertée de rationalisation des instances dans le cadre de la *LIP* qui ont mené à des modifications considérables à la Loi, soit en simplifiant les procédures, en améliorant la perception des amendes, en améliorant les services au public et en augmentant l'utilisation efficace des ressources;
- terminer la mise en œuvre des réformes donnant lieu à une étude concertée des procédures administratives dans le cadre des appels relatifs à la *LIP*;
- organiser des rencontres mensuelles pour les principaux représentants de la Division et les représentants des partenaires municipaux afin de faciliter la communication, la collaboration et la consultation;
- collaborer avec les partenaires municipaux et les intervenants francophones afin d'accroître la prestation de services en français dans les tribunaux administrés par des municipalités;
- aider la Municipal Court Managers' Association et la Prosecutors' Association of Ontario à offrir de la formation à ses membres par l'entremise de conférences et d'activités d'apprentissage régulières.

## GESTION DES INSTALLATIONS JUDICIAIRES

Au sein du ministère, la Division de la gestion des services ministériels assume la responsabilité de la planification des immobilisations et de la gestion des projets par l'entremise de sa Direction de la gestion des installations. La Division des services aux tribunaux travaille en partenariat avec la Direction pour dégager les priorités en matière de planification des immobilisations et gérer les problèmes liés aux installations des palais de justice à l'échelle de la province. La Direction de la gestion des installations guide le ministère dans ses travaux avec la Société immobilière de l'Ontario et le ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure pour l'amélioration des palais de justice.

En mai 2005, le ministère a entamé la mise en œuvre d'un plan quinquennal sur les infrastructures qui met l'accent sur le regroupement et la modernisation des installations, tout en poursuivant les efforts permanents d'entretien des immobilisations du ministère. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement de l'Ontario s'est engagé à investir près d'un milliard de dollars dans la construction de nouveaux palais de justice et dans l'amélioration des installations judiciaires existantes. En 2009-2010, ces travaux se sont poursuivis, et plusieurs projets de construction de nouveaux tribunaux polyvalents sont en cours.

### Diversification des modes de financement et de l'approvisionnement

En collaboration avec le ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure et Infrastructure Ontario, le ministère réalise plusieurs nouveaux projets de palais de justice en utilisant le modèle de la diversification des modes de financement et de l'approvisionnement. Par l'entremise d'Infrastructure Ontario, ce processus fait appel au savoir-faire et au financement du secteur privé pour ériger une infrastructure vitale, comme celle des palais de justice, et ce, en temps opportun et en respectant les budgets alloués, tout en veillant à ce qu'elle demeure la propriété du public et sous un contrôle public approprié.

#### Palais de justice polyvalent de Durham

Situé au centre-ville d'Oshawa, ce nouveau palais de justice réunit des services judiciaires auparavant fournis dans huit tribunaux de la municipalité régionale de Durham. Le nouveau palais de justice est le plus accessible et le plus avancé sur le plan technologique en Ontario. Pour en savoir plus, veuillez consulter la page 5 de ce rapport.

#### Mise en œuvre

Après avoir reçu l'approbation d'entamer la phase du choix de l'emplacement et de l'acquisition, Infrastructure Ontario et la Direction de la gestion des installations ont dirigé le processus de développement et de conception détaillée pour des palais de justice polyvalents dans la région de Waterloo, à Thunder Bay, dans la région de Quinte et à Toronto Ouest. Il s'agit de la dernière phase avant le début des travaux de construction.

### Études de planification

Des études portant sur la planification permettront au ministère d'élaborer des plans de mise en œuvre détaillés pour la construction de futurs palais de justice. Ces études définissent le nombre approprié de salles d'audience et les besoins en matière de locaux pour les activités prévues dans les nouveaux tribunaux. Au cours de chaque étude, on tient des consultations approfondies avec les utilisateurs de ces espaces.

En 2009-2010, une étude de planification a été entamée à Kingston (comté de Frontenac). Les études qui ont débuté en 2008-2009 pour les régions de Brampton, Simcoe et York se poursuivent, tout comme les études pour les tribunaux de Toronto, notamment les projets d'installations pour une Cour supérieure de justice (droit pénal) et un palais de justice en droit de la famille (Cour supérieure et Cour de justice de l'Ontario) qui seront situés rue Chestnut et un second palais de justice de la Cour de justice de l'Ontario pour Toronto Est. Les projets d'installations débuteront cette année pour les tribunaux de droit civil et la Cour des petites créances au 361 avenue University, et pour un palais de justice de la Cour de justice de l'Ontario au centre-ville.

## Rénovations et agrandissements

Le ministère poursuit ses investissements dans des projets de rénovation, d'agrandissement et de regroupement de tribunaux pour résoudre le problème de rendement des établissements. Les projets pluriannuels qui seront achevés en 2010 comprennent le palais de justice de London et une nouvelle installation à Sioux Lookout. Par ailleurs, d'importantes rénovations, de plus d'un million de dollars par emplacement, ont été entreprises à Barrie, Milton, Parry Sound, Sarnia, Sudbury et Toronto.

## Installation de défibrillateurs externes automatiques dans certains tribunaux

En 2007, conformément à l'engagement du gouvernement de faire installer des défibrillateurs dans des édifices gouvernementaux, la Division des services aux tribunaux a lancé un projet pilote visant à mettre en place un programme de défibrillateurs externes automatisés dans quatre palais de justice :

- Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario, au 47 avenue Sheppard Est, à Toronto;
- Cour de justice de l'Ontario, au 200 rue Frederick, à Kitchener;
- Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario, au 155 rue Elm, à Sudbury;
- Cour de la famille de la Cour supérieure de justice, au 33 rue King Ouest, à Oshawa.

Suivant la mise en œuvre réussie de ce programme, l'initiative a été mise de l'avant dans d'autres établissements en 2008. En avril 2010, la Division avait terminé les installations dans 46 de 94 emplacements requis. L'initiative devrait être complétée le 31 mars 2011.

## Planification de la gestion des situations d'urgence

En 2008-2009, en collaboration avec l'Unité de continuité des activités et de gestion des situations d'urgence du ministère, la Division du droit criminel et le Secrétariat ontarien des services aux victimes, la Division a dirigé des travaux afin d'intégrer et d'améliorer la planification de la gestion des situations d'urgence relatives aux activités des tribunaux.

Fort de ces réalisations, en 2009-2010, le ministère a terminé avec succès la première année de son plan de deux ans pour réaliser et documenter un inventaire de base détaillé et une évaluation des services à prestation critique et des systèmes dépendants, une infrastructure, des actifs et des ressources.

En juillet 2009, face aux nouvelles urgences sanitaires telles que le H1N1, le ministère a élaboré un plan d'intervention en cas de pandémie et des annexes locales qui accompagnent chaque plan intégré de continuité des activités. Les annexes appuient et mettent en lumière certaines initiatives pour aider à satisfaire les besoins des opérations des tribunaux advenant une épidémie.

Les éléments de base qui constituent le plan de pandémie sont les protocoles de communication, les mesures de prévention et de contrôle des infections et les stratégies de sensibilisation portant sur la distance sociale, l'hygiène des mains et l'équipement de protection personnelle. L'annexe contient des lignes directrices faciles à utiliser, des listes de vérification et des grilles sur les principaux éléments conçus pour aider les intervenants locaux dans leur processus décisionnel.

En plus du plan d'intervention en cas de pandémie, le ministère a également participé à un exercice de formation anti-virus et un plan intégré de continuité des activités, les deux étant axés sur les urgences sanitaires. Pour tous ses efforts en 2009-2010, Gestion des situations d'urgence Ontario a remis au ministère un prix d'excellence pour la planification en cas de pandémie.

Vue du palais de justice de Toronto (Old City Hall) depuis la Cour d'appel de l'Ontario

## PLANIFIER L'AVENIR

La Division des services aux tribunaux utilise un plan quinquennal comme guide afin d'améliorer l'efficacité, l'efficience et l'accessibilité des services judiciaires. Le plan est étudié et mis à jour annuellement et fournit à la Division une orientation quant à ses objectifs stratégiques, ses normes de service, ses priorités pluriannuelles ainsi que ses besoins en ressources. Le Plan incorpore les objectifs de la Division qui sont prescrits par la loi, comme décrit dans la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, et les relie aux objectifs opérationnels et initiatives du plan. L'annexe A présente le plan quinquennal de la Division des services aux tribunaux pour les exercices 2009-2010 à 2013-2014.

En plus des engagements à l'égard des projets, le personnel et les chefs de service fournissent constamment des services de première qualité au public. Pour soutenir ce service, la planification doit, entre autres, faire en sorte que des employés qualifiés répondent aux besoins de la magistrature et dispensent des services professionnels et courtois aux usagers des tribunaux; que les ressources soient gérées conformément aux normes et aux politiques du gouvernement et dans la limite du budget de la Division; et que les problèmes soient circonscrits et gérés efficacement.

### Comité Vers le futur

« Vers le futur » est un sous-comité du Comité de direction de la Division et est composé de directeurs des régions et de directions générales, ainsi que de représentants de la Cour supérieure de justice et de la Cour de justice de l'Ontario.

Il constitue une source de recherche, d'idées et d'innovation qui aidera l'Ontario à jouer un rôle de chef de file à l'avenir dans la prestation de services judiciaires modernes.

En 2009-2010, « Vers le futur » a reconnu l'importance accrue, dans un climat économique difficile, de la planification stratégique comme outil pour mener à bien la mission de la Division qui consiste à offrir des services de justice équitables, opportuns, accessibles et efficaces.

Les priorités pour 2009-2010 comprenaient le lancement d'une initiative de réorganisation des activités pour rationaliser les processus opérationnels sans diminuer les services offerts au public; un soutien à l'élaboration du système de gestion des données judiciaires; maximisation de l'efficacité du soutien opérationnel pour le personnel des tribunaux dans tous les domaines de pratique; l'établissement d'une vision à long terme pour les services juridiques en Ontario.

# Chapitre 6
# Rapport sur les ressources

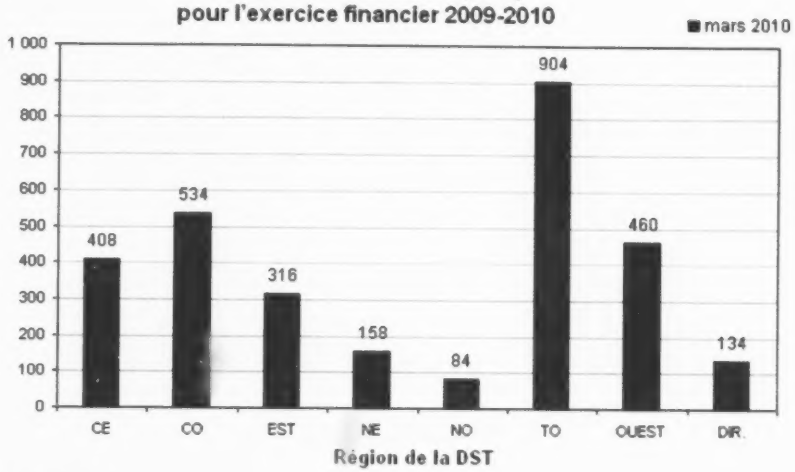
## Ressources humaines par région*

Source des données : outil de suivi des ETP – Unité des activités stratégiques des ressources humaines

| Région | Mars 2010 |
|---|---|
| Centre-Est | 408 |
| Centre-Ouest | 534 |
| Est | 316 |
| Nord-Est | 158 |
| Nord-Ouest | 84 |
| Toronto | 904 |
| Ouest | 460 |
| Bureau de la direction | 134 |
| Total | 2 998 |

* Remarque : les ressources humaines ne comprennent pas le personnel de soutien de la magistrature ni le personnel judiciaire de soutien.

**Ressources humaines (ETP) pour l'exercice financier 2009-2010**




Remarque :

1. Le nombre d'ETP (équivalent temps plein) représente le nombre d'employés actifs, au dernier jour du mois de mars de chaque année.
2. Le nombre d'ETP comprend tous les employés à temps partiel convertis en temps plein. Par exemple, un employé permanent à temps partiel.

## Recettes par région 2009-2010

| | Centre-Est | Centre-Ouest | Est | Nord-Est | Nord-Ouest | Toronto | Ouest | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Droits et honoraires | 11 569 014 | 19 984 520 | 6 504 624 | 2 517 707 | 1 000 651 | 26 906 078 | 11 502 334 | 79 984 928 |
| Ventes | 74 124 | 128 042 | 41 676 | 16 131 | 6 411 | 172 389 | 73 696 | 512 469 |
| Amendes | 8 128 245 | 7 288 786 | 4 767 113 | 2 181 127 | 1 118 648 | 4 341 624 | 8 005 105 | 35 830 648 |
| Remboursements* | 2 896 625 | 2 920 176 | 1 853 918 | 902 856 | 371 588 | 5 394 991 | 2 419 925 | 16 760 079 |
| Divers | 167 378 | 289 133 | 94 108 | 36 426 | 14 477 | 389 272 | 166 414 | 1 157 208 |
| Gouvernement du Canada | 840 767 | 1 452 355 | 472 717 | 182 972 | 72 721 | 1 955 373 | 835 921 | 5 812 826 |
| **Total** | **23 676 153** | **32 063 012** | **13 734 156** | **5 837 219** | **2 584 496** | **39 159 727** | **23 003 395** | **140 058 158** |

* Remboursements provenant des municipalités pour des services liés à la *LIP*.

# État des dépenses

Pour les exercices se terminant le 31 mars 2010, 2009, 2008, 2007 et 2006

| | 2009-2010 | 2008-2009 | 2007-2008 | 2006-2007 | 2005-2006 |
|---|---|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | | | | |
| **Administration de la justice** | | | | | |
| Ces coûts concernent l'inscription des dossiers au rôle, le maintien des dossiers du tribunal, la perception des amendes et des droits et honoraires, la mise à exécution des ordonnances civiles, la fourniture de renseignements sur la justice au public, la fourniture d'un soutien en salles d'audience et la facilitation de la prestation d'autres services liés à la justice. | | | | | |
| Traitements et salaires | 155 423 547 | 158 402 114 | 152 043 893 | 136 803 987 | 131 875 507 |
| Avantages sociaux | 26 615 373 | 26 208 454 | 23 459 764 | 21 411 536 | 20 081 152 |
| Transport et communications | 7 894 891 | 7 992 780 | 9 188 350 | 7 261 053 | 11 524 579 |
| Services | 50 952 200 | 47 171 444 | 47 461 785 | 41 807 215 | 36 671 107 |
| Fourniture et matériel | 8 464 357 | 9 894 049 | 11 407 878 | 19 596 400 | 17 049 721 |
| Recouvrements[1] | -313 875 | | | | |
| | 249 036 493 | 249 668 841 | 243 561 670 | 226 880 191 | 217 202 065 |
| **Services judiciaires** | | | | | |
| Ces coûts comprennent la rémunération des juges et des juges de paix de la Cour de l'Ontario et des fonctionnaires quasi judiciaires de la Cour supérieure et la fourniture d'un soutien administratif judiciaire à la Cour de justice de l'Ontario et à la Cour supérieure de justice ainsi qu'à la Cour d'appel. | | | | | |
| Traitements et salaires | 123 388 419 | 116 066 660 | 131 690 359 | 99 617 156 | 95 577 037 |
| Avantages sociaux des employés et de la magistrature | 9 502 594 | 8 990 087 | 9 283 087 | 7 498 236 | 9 427 640 |
| Transport et communications | 3 487 156 | 3 766 835 | 3 877 158 | 3 642 791 | 4 505 964 |
| Services | 10 468 583 | 10 300 133 | 9 883 229 | 7 487 831 | 5 603 626 |
| Fourniture et matériel | 748 288 | 851 698 | 1 190 071 | 1 384 971 | 677 112 |
| Paiements de transfert (à l'Institut national de la magistrature et à la Conférence des juges de l'Ontario) | 231 951 | 231 951 | 231 951 | 231 951 | 201 951 |
| | 147 826 991 | 140 207 364 | 156 155 855 | 119 862 936 | 115 993 330 |
| Créances douteuses[2] | 6 525 162 | 7 838 480 | 4 783 575 | 6 398 070 | 3 046 370 |
| **TOTAL - FONCTIONNEMENT** | **403 388 646** | **397 714 686** | **404 501 100** | **353 141 197** | **336 241 765** |
| BUDGET DU FONCTIONNEMENT | 402 190 600 | 397 096 685 | 405 621 900 | 356 650 100 | 342 471 700 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| **Construction de tribunaux** | | | | | |
| Acquisition/Construction de biens immobiliers | 70 406 368 | 159 677 578 | 77 121 272 | 14 396 368 | 10 332 628 |
| **TOTAL - Immobilisations** | **70 406 368** | **159 677 578** | **77 121 272** | **14 396 368** | **10 332 628** |
| BUDGET DES IMMOBILISATIONS | 81 334 000 | 163 528 400 | 79 860 500 | 16 064 000 | 10 356 600 |

1 Les recouvrements comprennent les dépenses reliées au système de gestion des données judiciaires récupérées auprès du Bureau de modernisation des applications.

2 Les créances douteuses comprennent les amendes imposées en vertu du *Code criminel* et les cautionnements confisqués qui sont considérés non recouvrables.

# Annexe A

## Plan quinquennal
## de la Division des services aux tribunaux

## de 2009-2010 à 2013-2014

# Mission, objectifs prescrits par la loi et objectifs opérationnels

## Mission :

Offrir des services aux tribunaux modernes et professionnels qui favorisent la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, rapides et efficaces.

## Objectifs prescrits par la loi :

- **Maintenir l'indépendance de la magistrature en tant qu'organe de gouvernement distinct.**
- **Reconnaître les rôles et responsabilités respectives du procureur général et de la magistrature dans l'administration de la justice.**
- **Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice.**
- **Améliorer la prestation des services au public.**
- **Promouvoir l'utilisation efficace des ressources publiques.**

## Objectifs opérationnels :

**Traitement rapide et efficient des causes**

- La technologie utilisée dans les salles d'audience favorise un traitement efficient des causes.
- Le suivi électronique des causes permet d'assurer un suivi continu du volume des instances, du cheminement des causes et des décisions rendues à leur égard.
- Le dépôt des documents et l'entrée des données des tribunaux sont cohérents, exacts et à jour, dans tous les greffes.
- Les règles et procédures des tribunaux favorisent le règlement rapide des causes et réduisent les comparutions et les coûts inutiles.
- La Division collabore avec la magistrature, le barreau et les partenaires du secteur judiciaire à l'élimination des retards dans le traitement des causes.

**Services accessibles**

- Les obstacles aux services offerts par la Division des services aux tribunaux sont définis et réduits ou éliminés.
- Le public, et particulièrement les parties non représentées devant le tribunal de la famille et la Cour des petites créances, peut accéder facilement aux services d'information.
- La technologie facilite l'accès aux renseignements, aux dossiers et aux rôles des tribunaux et permet la comparution à distance des parties, des témoins et des interprètes.
- L'accès aux documents, aux dossiers et aux bases de données des tribunaux est géré par un cadre juridique et stratégique.
- Accroître la transparence de l'administration de la justice.

**Services uniformes et de qualité**

- Un personnel judiciaire professionnel et compétent fournit des services uniformes, responsables, avisés et courtois aux comptoirs et aux greffes des tribunaux, un soutien de grande qualité à la magistrature, tant sur le plan administratif qu'en salle d'audience, et des services d'exécution efficaces.
- Des services judiciaires spécialisés sont offerts, dans les cas opportuns.
- La Division collabore avec les municipalités, la magistrature et le barreau, les partenaires du secteur de la justice, les autres ministères et organismes, les autres divisions du ministère du Procureur général ainsi qu'avec les syndicats et associations de la fonction publique.
- Une stratégie fédérale-provinciale-territoriale est en place.
- La Division a des liens avec des organismes externes pour cerner les nouveaux enjeux et définir les pratiques exemplaires, et pour améliorer l'analyse des données des tribunaux.
- Des pratiques efficientes de gestion des dossiers et des fichiers sont en cours dans tous les greffes.
- Le processus de sélection des jurés et les accommodements encouragent la participation aux jurys.
- La Division participe aux révisions générales des lois et des politiques dans le but d'améliorer le processus judiciaire.
- Les services d'exécution des jugements sont efficaces et rapides.
- Les services de transcription des délibérations des tribunaux et des services d'interprétation de haute qualité sont disponibles au besoin.

**Processus décisionnel responsable et efficace**

- Le plan quinquennal de la Division fournit une orientation stratégique pluriannuelle en fonction de ses priorités.
- La satisfaction de la clientèle à l'égard des services fait l'objet d'une surveillance continue au moyen de procédures relatives aux plaintes du public et de sondages.
- Des normes et des pratiques de contrôle de qualité sont en place.
- Les pratiques et programmes locaux, les programmes et les essais pilotes sont évalués à des fins d'application à l'échelle de la province.
- Des services provinciaux de gestion permettent d'assurer que les cours municipales offrent des services en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* qui favorisent la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, rapides et efficaces.
- Des rapports d'information de gestion sont régulièrement mis à la disposition de la Division, du MPG, de la magistrature et du public pour faciliter l'examen continu des programmes et l'analyse des tendances du traitement des causes, de la satisfaction de la clientèle à l'égard des services, de même que de la responsabilité à l'égard du public quant au fonctionnement des tribunaux.
- L'accessibilité pour les personnes handicapées est présente dans tous les plans d'activités, plans opérationnels, demandes et propositions de financement.

**Gestion efficace des ressources**

- Des modèles de ressources fournissent une base objective pour l'évaluation des besoins des salles d'audience et des greffes en matière de personnel, des effectifs judiciaires et de juges de paix nécessaires à la Cour de justice de l'Ontario, les effectifs régionaux et les coûts privés et publics des procédures judiciaires.
- Des politiques sont en vigueur pour assurer la perception des amendes impayées et des cautionnements confisqués.
- La Division collabore avec la Direction de la gestion des installations pour assurer une gestion efficace des installations judiciaires et élaborer un plan stratégique pluriannuel des infrastructures pour la construction de futurs palais de justice.
- La Division gère un système efficace de gestion des documents et ressources.
- La Division gère efficacement les fonds en fiducie.
- Des mesures de service interrégional sont en place.

# Initiatives du plan quinquennal réalisées en 2008-2009 et retirées du plan

## Objectif prescrit par la loi :

**Reconnaître les rôles et responsabilités respectives du procureur général et de la magistrature dans l'administration de la justice**

Objectif opérationnel :

**Gestion efficace des ressources**

**Réalisation :**

- En collaboration avec la Cour de justice de l'Ontario et le National Center for State Courts, un modèle d'effectif de juges de paix a été élaboré.

## Objectif prescrit par la loi :

**Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice**

Objectif opérationnel :

**Services accessibles**

**Réalisations :**

- La Division a participé à l'élaboration de pratiques exemplaires en matière d'affichage accessible afin de répondre aux besoins des personnes handicapées de l'Ontario, en facilitant le repérage des salles d'audience et des services par le public.
- La Division a appuyé la mise en place de bureaux d'Aide juridique Ontario dans les palais de justice très achalandés.
- La Division a observé les effets de la dispense des frais en ce qui touche l'amélioration de l'accès aux services pour les parties financièrement désavantagées.
- Dans la région Nord-Ouest, la Division a établi une liaison avec les Autochtones et a mis en œuvre un projet pilote de recrutement autochtone régional.
- Des documents d'information simples et concis en langage courant à l'intention des parties aux affaires de droit civil, de droit de la famille et de la Cour des petites créances ont été préparés.
- Des ressources sur Internet à l'intention des parties à la Cour des petites créances ont été élaborées.
- La partie du site Web du ministère concernant le droit de la famille a été mise à jour en collaboration avec d'autres divisions et ministères.
- Des réponses aux questions les plus souvent posées concernant les *causes de droit de la famille* ont été préparées pour le site Web et la ligne téléphonique.
- La possibilité d'élargir les lignes téléphoniques de renseignements automatisés à d'autres cours des petites créances a été envisagée; toutefois, la décision de ne pas élargir le service à ce moment-ci a été prise.
- La possibilité d'élargir les programmes d'avocat de service bénévole et d'aide aux étudiants à d'autres cours des petites créances a été envisagée; toutefois, une décision de ne pas les élargir à ce moment-ci a été prise.
- L'avocat conseille les parties non représentées, et les étudiants en droit aident les parties à remplir les formulaires.
- Une base de données d'ordonnances de ne pas faire a été mise en œuvre et la communication des ordonnances de ne pas faire émanant du tribunal de la famille entre ce tribunal et la cour de pratique a été améliorée.
- La formule type et le répertoire des ordonnances de ne pas faire ont été mis à l'essai dans deux palais de justice.
- L'adoption des modifications apportées à la *Loi sur les infractions provinciales* en 2002 et en 2006, prolongeant l'utilisation des télémandats pour les affaires relevant de la *Loi* pour appuyer divers ministères et organismes d'exécution de la loi a été obtenue. Les partenaires municipaux ont tous été avisés de ce changement et ont été informés des procédures détaillées pour le traitement des télémandats.
- Le projet pilote de vidéo-IP a été mis en œuvre partout dans la province.

## Objectif prescrit par la loi :

**Améliorer la prestation des services au public**

## Objectif opérationnel :

**Traitement rapide et efficient des causes**

**Réalisations :**

- De la formation sur l'entrée de données et le règlement des affaires portant sur la protection de l'enfance a été préparée et dispensée.
- Les modifications proposées aux Règles en matière de droit de la famille contenues dans l'évaluation de la Cour de la famille ont été examinées.
- Un manuel sur les faillites a été préparé afin d'améliorer les procédures judiciaires en matière de faillite.
- Les résultats du projet pilote sur la gestion des causes relatif à la règle 78 ont été évalués.
- Une évaluation de la salle d'audience électronique type a été effectuée afin d'explorer l'utilisation de la technologie en salle d'audience et les constatations ont été notées dans Technology for Ontario Courtrooms: A Discussion Paper.
- Des options de connectivité Internet pour la défense et le personnel des tribunaux ont été élaborées et analysées. Les travaux d'installation de lignes LAN ont débuté dans les centres d'information sur le droit de la famille dans les régions Centre-Est, Est et Centre-Ouest.
- Un projet pilote a débuté pour permettre la réservation de dates d'audience en ligne pour les Toronto Estates et Commercial Courts de la région de Toronto.
- Une nouvelle salle d'audience multifonctionnelle utilisant la technologie de la vidéoconférence a été construite à Newmarket pour faciliter les premières comparutions et la cour de pratique dans la région du Centre-Est.
- L'application de gestion des causes SUSTAIN a été convertie à l'application FRANK dans les tribunaux de Windsor, d'Ottawa et de Toronto, ce qui a complété la mise en œuvre à l'échelle de la province de deux applications normalisées (ICON et FRANK) pour faire le suivi de toutes les causes en droit civil, en droit de la famille, à la Cour des petites créances, à la Cour divisionnaire et dans les cours criminelles de la Cour supérieure de justice.
- L'étude de faisabilité de la planification stratégique pour le système unique de gestion des causes (fusionnement de FRANK, ICON et Estates) est terminée.

## Objectif opérationnel :

**Services uniformes et de qualité**

**Réalisations :**

- Les besoins en formation des agents d'exécution ont été évalués.
- Élargir continuellement la formation sur l'application du matériel didactique informatisé.
- Un groupe de travail a été mis sur pied pour évaluer et élaborer des guides de formation afin d'aider les gestionnaires des tribunaux à veiller à l'intégrité des données des affaires portant sur la protection de l'enfance dans FRANK.
- Une formation et un soutien continus ont été offerts au personnel des tribunaux concernant toutes les améliorations apportées à l'application par l'entremise de séances sur « Ask », de communiqués et du bureau de soutien aux applications.
- Une formation sur la conversion du système SUSTAIN au système FRANK a été offerte à 230 employés de la Cour supérieure de justice de Toronto (civil, famille, criminel), laquelle comprenait une formation traditionnelle en personne et des outils de formation à distance.
- Un soutien a été offert pour faciliter le test d'acceptation de l'utilisateur de la *LIP* pour l'application ICON 2.2.
- Un soutien a été offert pour améliorer les données dans les affaires de protection de l'enfance dans FRANK afin de réduire le nombre de jours requis en moyenne pour le règlement.
- Une formation en droit de la famille sur les changements à la règle 15 et sur le sondage du secteur d'activité associé au droit de la famille a été offerte par voie électronique grâce à Captivate.
- Un groupe de travail a été mis sur pied pour évaluer et élaborer des guides de formation afin d'aider les gestionnaires des tribunaux à veiller à l'intégrité des données des affaires portant sur la protection de l'enfance dans FRANK.
- Le manuel de droit successoral a été mis à jour.

## Objectif prescrit par la loi :

**Promouvoir l'utilisation efficace des ressources publiques**

## Objectif opérationnel :

**Processus décisionnel responsable et efficace**

**Réalisations :**

- Participer à la mise en œuvre des pratiques exemplaires dans les affaires de protection de l'enfance par l'intermédiaire du Comité directeur sur les tribunaux de la famille.
- En collaboration avec les partenaires municipaux, un processus révisé pour le traitement des appels relatifs à la *LIP* a été mis au point, notamment la préparation d'une formation pour tous les employés municipaux et provinciaux concernés et l'établissement d'un réseau de mentors municipaux et provinciaux pour fournir un appui continu.

# Initiatives prioritaires de la Division

**Objectif prescrit par la loi n° 1 :**

**Maintenir l'indépendance de la magistrature en tant qu'organe de gouvernement distinct**

**Objectif opérationnel : Services accessibles**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **La Division collabore avec les municipalités, la magistrature et le barreau, les partenaires du secteur de la justice, les autres ministères et organismes, les autres divisions du ministère du Procureur général ainsi qu'avec les syndicats et associations de la fonction publique.**<br>• Continuer de soutenir des forums de collaboration avec la magistrature, y compris le sommet de la justice, le comité directeur de la Cour de la famille, les comités locaux de la magistrature et du barreau, des tables rondes des politiques opérationnelles et d'autres réunions régulières. | Poursuite de discussions avec les bureaux des juges en chef sur le protocole d'entente (en cours).<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration avec le comité directeur en technologie d'information des bureaux des juges en chef en vue d'élaborer le plan de mise à jour des ordinateurs de bureau et des ordinateurs bloc notes du personnel des services judiciaires et du personnel de soutien des services judiciaires. | | | | | |
| **L'accès aux documents, aux dossiers et aux bases de données des tribunaux est régi selon un cadre juridique et stratégique.** | En consultation avec la magistrature, instituer un cadre juridique et stratégique pour assurer un équilibre entre le droit d'accès du public aux renseignements et aux services judiciaires et le droit à la confidentialité et à la protection de la vie privée.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Poursuite des consultations auprès des bureaux des juges en chef au sujet de toutes les demandes d'accès à des renseignements judiciaires. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 2 :**

**Reconnaître les rôles et responsabilités respectives du procureur général et de la magistrature dans l'administration de la justice**

**Objectif opérationnel : Services accessibles**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Les obstacles aux services offerts par la Division des services aux tribunaux sont définis et réduits ou éliminés.** | Participer au Comité d'accessibilité aux tribunaux de l'Ontario et lui offrir un soutien (en cours).<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Soutien fourni au Comité d'accessibilité aux tribunaux de l'Ontario et participation aux activités de ce comité. | | | | | |
| **L'accès aux documents, aux dossiers et aux bases de données des tribunaux est régi selon un cadre juridique et stratégique.** | En consultation avec la magistrature, instituer un cadre juridique et stratégique pour assurer un équilibre entre le droit d'accès du public aux renseignements et aux services judiciaires et le droit à la confidentialité et à la protection de la vie privée.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Poursuite des consultations auprès des bureaux des juges en chef au sujet de toutes les demandes d'accès à des renseignements judiciaires. | | | | | |
| **Accroître la transparence de l'administration de la justice.** | Évaluation et mise en œuvre des recommandations du rapport du Comité ontarien de la justice et des médias qui sont du ressort du ministère, et consultation avec la magistrature, la police et d'autres partenaires de la justice à l'égard d'autres recommandations. | ✓ | | | | |
| **La Division collabore avec la magistrature, le barreau et les partenaires du secteur de la justice à l'élimination des retards.** | Évaluer le projet de gestionnaire des causes en droit de la famille à Ottawa.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Projet pilote prolongé jusqu'en 2012. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 2 :

## Reconnaître les rôles et responsabilités respectives du procureur général et de la magistrature dans l'administration de la justice

### Objectif opérationnel : Services accessibles (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Le public, et particulièrement les parties non représentées devant le tribunal de la famille et la Cour des petites créances, peut accéder facilement aux services d'information.** | Travail en collaboration avec la magistrature afin d'améliorer les services en ligne et l'accès pour le public aux formulaires et aux listes des cours ainsi qu'à d'autres documents.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration avec la magistrature dans le cadre du projet d'assemblage de documents (Document Assembly Project).<br>Ajout de ressources afin de diriger les familles vers les services appropriés de la section *Causes de droit de la famille* du site Web du ministère du Procureur général.<br>Début de discussions sur l'intégration de l'accès électronique aux services et renseignements judiciaires dans le cadre de la planification et de l'élaboration du système de gestion de l'information sur l'administration judiciaire.<br>Politique révisée au sujet de l'accès public aux dossiers des tribunaux visés par une ordonnance limitant la publication, y compris une ordonnance de cette nature en vertu de l'article 486.4 ou 486.5 du *Code criminel*.<br>Politique révisée au sujet de l'accès public aux dossiers des tribunaux en vue de donner accès à l'information concernant les futures dates d'audience et les lieux de tenue des audiences dans les affaires relevant de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 2 :**

**Reconnaître les rôles et responsabilités respectives du procureur général et de la magistrature dans l'administration de la justice**

**Objectif opérationnel : Gestion efficace des ressources**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **La Division collabore avec la Direction de la gestion des installations pour assurer une gestion efficace des installations judiciaires et élaborer un plan stratégique pluriannuel des infrastructures pour la construction de futurs palais de justice.**<br>• Élaborer un plan stratégique pluriannuel pour la gestion des immobilisations et des biens importants.<br>• Assurer un suivi et une planification stratégique continue.<br>• Collaborer avec la Direction de la gestion des installations pour élaborer des plans annuels d'infrastructure. | Collaborer avec les partenaires de la justice et la magistrature à la planification de nouveaux palais de justice pouvant offrir des services intégrés pour les causes en droit de la famille.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration avec la Direction de la gestion des installations afin de veiller à ce que les plans des installations des tribunaux de Brampton, York, Kingston, Simcoe et Guelph répondent aux exigences en matière de droit de la famille.<br>Mise en application de la liste des installations proposées par la Cour de justice de l'Ontario et la Cour supérieure de justice en matière de droit de la famille.<br>Collaboration avec l'Unité de l'aménagement des installations en vue d'élaborer un modèle de mise en œuvre et de déploiement de la technologie de l'information et de soutien aux modes de financement et d'approvisionnement des installations du projet. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 2 :**

**Reconnaître les rôles et responsabilités respectives du procureur général et de la magistrature dans l'administration de la justice**

**Objectif opérationnel : Gestion efficace des ressources (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **La Division collabore avec la Direction de la gestion des installations pour assurer une gestion efficace des installations judiciaires et élaborer un plan stratégique pluriannuel des infrastructures pour la construction de futurs palais de justice (suite).** | Poursuite de discussions avec les bureaux des juges en chef sur le protocole d'entente.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration avec le comité directeur en technologie de l'information des bureaux des juges en chef en vue d'élaborer le plan de mise à jour des ordinateurs de bureau et des ordinateurs blocs notes du personnel des services judiciaires et du personnel de soutien des services judiciaires. | | | | | |
| | Établir de meilleurs liens entre les ministères qui offrent des services aux familles, en commençant avec ceux qui s'occupent de protection de l'enfance.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Participation, avec des représentants d'autres ministères et de la magistrature, aux réunions ordinaires du Comité directeur de la Cour de la famille.<br>Organisation d'un Sommet de la justice auquel ont pris part d'autres ministères et la magistrature, portant sur l'incidence des délais sur l'enfant dans une cause portant sur la protection d'un enfant.<br>Institution de réunions ordinaires avec le Bureau des obligations familiales afin de discuter de questions d'intérêt commun et de les résoudre. | | | | | |
| | Élaborer un processus plus rationnel et promouvoir le recours à ce dernier dans le cas de modifications d'ordonnances alimentaires.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Mise en œuvre d'une requête en vue de modifier les ateliers à Windsor, Toronto, Brampton et Milton en collaboration avec Aide juridique Ontario et d'autres intervenants locaux. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 3 :

## Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice

### Objectif opérationnel : Services accessibles

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **L'accessibilité pour les personnes handicapées est présente dans tous les plans d'activités, plans opérationnels, demandes et propositions de financement.** | Élaborer une politique et des outils de planification sur la façon de prévenir, d'éliminer ou d'atténuer les obstacles au moment d'établir et de revoir la législation, les programmes, les politiques et les propositions et demandes de financement.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Participation avec d'autres ministères à l'élaboration d'une politique et d'outils de planification à inclure dans la stratégie du Procureur général sur l'intégration de l'accessibilité dans la législation, les programmes, les politiques et les propositions de financement. | | | | | |
| | Inclure des énoncés sur l'accessibilité dans toutes les politiques et propositions de programme de la division, qui expliquent comment les obstacles seront évités, éliminés ou atténués. | | | | | |
| **Les obstacles aux services offerts par la Division des services aux tribunaux sont définis et réduits ou éliminés.** | Élaborer une stratégie pour définir et favoriser une meilleure accessibilité aux tribunaux de l'Ontario.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration à l'élaboration du plan stratégique sur l'accessibilité pluriannuel du ministère dans lequel sont énoncées les stratégies et les activités pour éliminer les obstacles auxquels se heurtent les personnes handicapées dans les tribunaux.<br>Soutien des règles énoncées dans les Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle en élaborant des politiques et des guides pour le personnel sur la façon de dispenser des services accessibles aux personnes handicapées s'adressant aux tribunaux et en assurant la formation du personnel sur les politiques et les guides. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 3 :**

**Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice**

**Objectif opérationnel : Services accessibles (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Les obstacles aux services offerts par la Division des services aux tribunaux sont définis et réduits ou éliminés (suite).** | Améliorer de façon constante les services offerts par le coordonnateur de l'information sur l'accessibilité aux tribunaux, y compris l'expansion des services aux tribunaux accessibles seulement par avion et aux tribunaux satellites, à titre de ressource pour le personnel judiciaire, les intervenants du secteur judiciaire et le public sur la façon de répondre aux besoins d'accessibilité des personnes handicapées.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Mise en œuvre de la fonction de coordonnateur de l'information sur l'accessibilité dans tous les tribunaux à temps plein.<br>Évaluation de la fonction de coordonnateur.<br>Ajout de renseignements sur la fonction de coordonnateur sur le site Web du ministère afin d'informer le public sur la façon de présenter des demandes en matière d'accessibilité aux tribunaux. | | | | | |
| | Élaboration et mise en œuvre de politiques, de procédures et de pratiques en matière de services à la clientèle accessibles, de processus de rétroaction et de la formation pour le personnel de la Division afin de favoriser la conformité aux règles énoncées dans les Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle. | ✓ | | | | |
| | Élaborer et mettre en œuvre des objectifs de service ainsi que des politiques, des procédures et des appuis opérationnels afin de répondre aux demandes récurrentes d'adaptation pour les personnes handicapées dans les tribunaux.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Élaborer des outils afin d'aider le personnel à répondre aux demandes d'accès à des appareils fonctionnels pour personnes malentendantes et à des services de sous titrage en temps réel. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 3 :**

**Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice**

**Objectif opérationnel : Services accessibles (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Les obstacles aux services offerts par la Division des services aux tribunaux sont définis et réduits ou éliminés (suite).** | Travailler en collaboration avec d'autres divisions du ministère afin de mettre en place des services spécialisés et des ressources de formation pour le personnel judiciaire afin de faciliter l'accès aux services aux clients qui souffrent de troubles neurologiques, de troubles de santé mentale, de déficience développementale et de lésion cérébrale acquise dans l'éventail complet des audiences et des services judiciaires. | | | | | |
| | Étudier et mettre en œuvre les recommandations du Rapport du Comité pour le plein accès des personnes handicapées aux tribunaux de l'Ontario intitulé Comment rendre les tribunaux de l'Ontario pleinement accessibles aux personnes avec un handicap.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Contribution à la mise en œuvre des recommandations du Rapport du Comité pour le plein accès des personnes handicapées aux tribunaux de l'Ontario par rapport à toutes les réalisations en 2009 2010 de la présente page. | | | | | |
| | Participation à l'élaboration de pratiques exemplaires en matière d'affichage accessible afin de répondre aux besoins des personnes handicapées de l'Ontario, en facilitant le repérage des salles d'audience et des services par le public.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Consultation auprès de personnes handicapées et prise en compte des aspects d'accessibilité dans l'élaboration des pratiques exemplaires. | | | | | |
| | La division a appuyé la mise en place de bureaux d'Aide juridique Ontario dans les palais de justice très achalandés.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Mise en place de bureaux de demande d'Aide juridique Ontario dans 14 emplacements très achalandés en Ontario. | | | | | |
| | La Division a observé les effets de la dispense des frais en ce qui touche l'amélioration de l'accès aux services pour les parties financièrement désavantagées. | ✓ | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 3 :**

**Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice**

**Objectif opérationnel : Services accessibles (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Les obstacles aux services offerts par la Division des services aux tribunaux sont définis et réduits ou éliminés (suite).** | Mettre en œuvre la recommandation en matière de sécurité dans les tribunaux de l'Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services pour prendre en charge, à compter de 2012, les coûts de la sécurité dans les tribunaux et du transport des prisonniers assumés par les municipalités, jusqu'à concurrence de 125 millions de dollars par année, et élaborer des normes de sécurité dans les tribunaux.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Élaboration d'un plan de mise en œuvre pluriannuel en collaboration avec le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, le ministère des Affaires municipales et du Logement, le ministère des Finances et l'Association des municipalités de l'Ontario et la ville de Toronto.<br>Mise en place d'une structure de gouvernance en collaboration avec divers ministères provinciaux, le secteur municipal et la magistrature, et début de travaux en vue d'établir quels sont les coûts et d'élaborer des normes de sécurité dans les tribunaux. | | | | | |
| | Collaborer avec la Direction de la gestion des installations à l'élaboration d'un plan d'accessibilité pluriannuel visant à rendre tous les palais de justice appartenant au gouvernement ontarien accessibles aux personnes handicapées.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration avec la Direction de la gestion des installations en vue d'élaborer des lignes directrices en matière d'accessibilité pour les nouveaux tribunaux et ceux qui sont rénovés afin de s'assurer que de nouveaux obstacles ne sont pas créés et que l'accessibilité est prise en compte dans la conception. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 3 :

## Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice

## Objectif opérationnel : Services accessibles (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Les obstacles aux services offerts par la Division des services aux tribunaux sont définis et réduits ou éliminés (suite).** | Élaborer une stratégie pour améliorer la prestation de services en français dans les établissements désignés.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>La Division a continué de remplir les engagements de son plan quinquennal sur les services en français et a reçu des commentaires positifs des intervenants des services en français au sujet de son rapport d'étape pour la 3e année (2009 -2010).<br>Kingston a été désignée ville bilingue en mai 2009 en vertu de la *Loi sur les services en français* et le personnel a bénéficié d'une formation aux termes du programme d'offre active des services.<br>Conclusion d'une analyse des lacunes dans la désignation bilingue de trois nouvelles régions en vertu de la *Loi sur les services en français*.<br>Un Comité a la magistrature et du barreau pour les services en français été mis sur pied afin de mettre en œuvre la recommandation formulée dans le rapport annuel du commissaire aux services en français. | | | | | |
| | Élaborer une stratégie pour faciliter l'accès à la justice pour les Autochtones.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Le ministère a conclu des ententes avec la Nation anishinabek et le Grand conseil du Traité n°3, et a tenu des forums dans des collectivités des Premières nations précitées. | | | | | |
| | Appuyer un projet pilote d'aide juridique bénévole dans la région de Toronto.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>La Division a appuyé un projet conjoint des tribunaux de Toronto et des Services juridiques pro bono de l'Ontario dans les bureaux de ces services situés dans le palais de justice du 393, avenue University. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 3 :

## Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice

## Objectif opérationnel : Services accessibles (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Le public, et particulièrement les parties non représentées devant le tribunal de la famille et la Cour des petites créances, peut accéder facilement aux services d'information.**<br>• Continuer assurer et à annoncer la disponibilité des documents d'éducation publique. | Mettre à jour tous les guides de procédures des tribunaux de droit de la famille.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Élaboration de nouveaux guides en matière d'affidavits de parents, de demandes de garde présentées par des personnes qui ne sont ni le père ni la mère, d'appels dans les causes portant sur la protection d'un enfant (conjointement avec la Cour de justice de l'Ontario et la Cour supérieure de justice) et d'ordonnances de ne pas faire. | | | | | |
| | Ajout d'une liste des ressources dans la section *Causes de droit de la famille* du site Web du ministère du Procureur général en vue de rediriger les parents et les enfants vers des ressources de soutien. | ✓ | | | | |
| | Élaboration de renseignements spécialisés pour les litigants vulnérables, par ex. un guide pour demander une ordonnance de ne pas faire. | ✓ | | | | |
| | Travailler en collaboration avec la magistrature afin d'améliorer les services en ligne et l'accès public aux formules et aux listes judiciaires, entre autres choses.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Ajout de renseignements à la section *Causes de droit de la famille* du site Web du ministère du Procureur général.<br>Début de discussions sur l'intégration de l'accès électronique aux services et renseignements judiciaires dans le cadre de la planification et de l'élaboration du système de gestion de l'information sur l'administration judiciaire.<br>Politique révisée au sujet de l'accès public aux dossiers des tribunaux visés par une ordonnance limitant la publication, y compris une ordonnance de cette nature en vertu de l'article 486.4 ou 486.5 du *Code criminel*.<br>Politique révisée au sujet de l'accès public aux dossiers des tribunaux en vue de donner accès aux futures dates d'audience et aux lieux de tenue des audiences dans les affaires relevant de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. | | | | | |
| | Création d'un programme d'assemblage des documents sur le Web à l'égard de certains formulaires en matière de droit de la famille et de petites créances. | ✓ | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 3 :**

**Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice**

**Objectif opérationnel : Services accessibles (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Accroître la transparence de l'administration de la justice.** | Évaluation et mise en œuvre des recommandations du rapport du Comité ontarien de la justice et des médias, qui sont du ressort du ministère, ainsi que consultation et liaison avec la magistrature, la police et d'autres partenaires de la justice à l'égard d'autres recommandations. | ✓ | | | | |
| **La technologie facilite l'accès aux renseignements, aux dossiers et aux rôles des tribunaux et permet la comparution à distance des parties et des témoins.**<br>• Afficher de l'information à jour à propos des services des tribunaux, sur le site Internet du ministère (par exemple renseignements sur les questions de succession, le processus de sélection des jurés, l'emplacement des palais de justice, les guides et les brochures disponibles et le processus de nomination des juges).<br>• S'assurer que la technologie fournie à la magistrature et au personnel est moderne, efficace et sûre, qu'elle assure la protection des renseignements personnels et qu'elle est gérée de façon responsable et respectueuse de la confidentialité. | Liaison des systèmes opérationnels pour permettre l'affichage de renseignements sur la mise au rôle sur les tableaux d'affichage des palais de justice et sur Internet. | ✓ | | | | |
| | Donner un accès par voie électronique à tous les services au comptoir des tribunaux, par ex. pour le dépôt des documents judiciaires, le paiement des amendes et des droits et honoraires et l'accès aux dossiers et aux rôles des tribunaux.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Début de discussions sur l'intégration de l'accès électronique aux services et renseignements judiciaires dans le cadre de la planification et de l'élaboration du système de gestion de l'information sur l'administration judiciaire. | | | | | |
| | Création d'une formule type d'ordonnance de ne pas faire qui satisfait aux exigences du *projet de loi 133*. | ✓ | | | | |
| | Une base de données d'ordonnances de ne pas faire a été mise en œuvre et la communication des ordonnances de ne pas faire émanant du tribunal de la famille entre ce tribunal et la cour de pratique a été améliorée. | ✓ | | | | |
| | La formule type et le répertoire des ordonnances de ne pas faire ont été mis à l'essai dans deux palais de justice. | ✓ | | | | |
| | Utilisation de la technologie pour permettre davantage de comparutions à distance, en particulier dans les tribunaux du Nord. | ✓ | | | | |
| | Fournir l'accès à distance aux évaluations avocat-client grâce à la vidéoconférence.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>L'accès à distance aux évaluations avocat client grâce à la vidéoconférence a été établi dans les régions du Nord-Est et du Nord-Ouest de la province. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 3 :**

**Favoriser l'accès du public aux tribunaux et sa confiance envers l'administration de la justice**

**Objectif opérationnel : Services accessibles (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **La technologie facilite l'accès aux renseignements, aux dossiers et aux rôles des tribunaux et permet la comparution à distance des parties et des témoins (suite).** | Une plus grande utilisation de la technologie disponible pour réaliser des évaluations avocat-client à distance a été favorisée par des changements aux règles. | ✓ | | | | |
| | Le projet pilote de vidéo-IP a été mis en œuvre partout dans la province. | ✓ | | | | |
| | Créer un service par Internet qui permettrait aux parties à la Cour des petites créances d'introduire une poursuite et de répliquer (dans le cadre du système de gestion de l'information sur l'administration judiciaire).<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Poursuite des activités de planification stratégique et d'élaboration du système de gestion de l'information sur l'administration judiciaire. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 4 :**

**Améliorer la prestation des services au public**

**Objectif opérationnel : Traitement rapide et efficient des causes**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Le dépôt des documents et l'entrée des données des tribunaux sont cohérents, exacts et à jour, dans tous les greffes.** | Appuyer les initiatives des cours municipales visant à transférer à ICON les données sur les accusations recueillies par l'intermédiaire de systèmes électroniques de contraventions.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration avec un important partenaire municipal en vue de moderniser la façon dont il saisit les données de son système de contraventions électroniques.<br>Soutien apporté aux partenaires municipaux en matière d'initiatives de contraventions électroniques.<br>Soutien offert à l'égard d'autres politiques et améliorations au système. | | | | | |
| **Les règles et procédures des tribunaux favorisent le règlement rapide des causes et réduisent les comparutions et les coûts inutiles.** | Évaluation des recommandations du Projet de réforme du système de justice civile et soutien de sa mise en œuvre. | ✓ | | | | |
| | Mettre en place une stratégie visant à orienter les parties à un litige en droit de la famille vers les centres d'information sur le droit de la famille, avant qu'elles ne se rendent aux comptoirs de la Cour de la famille.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Mise en œuvre de réformes des processus en droit de la famille afin d'inciter les parties à visiter en premier lieu les centres d'information sur le droit de la famille afin de recevoir de l'information et d'être dirigées au bon endroit avant qu'elles se rendent au comptoir de la cour. | | | | | |
| | Mettre au point une nouvelle base de données pour compiler les statistiques des services de médiation familiale et les données recueillies par les centres d'information sur le droit de la famille.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Plan du projet terminé et exigences fonctionnelles remplies, et début du travail de programmation de la nouvelle base de données. | | | | | |
| | Collaboration avec le Comité des règles en matière de droit de la famille sur d'éventuelles modifications aux Règles en matière de droit de la famille. | ✓ | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 4 :**

**Améliorer la prestation des services au public**

**Objectif opérationnel : Traitement rapide et efficient des causes (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Les règles et procédures des tribunaux favorisent le règlement rapide des causes et réduisent les comparutions et les coûts inutiles (suite).** | Amélioration des formules interactives les plus souvent utilisées pour les *causes de droit de la famille* et la Cour des petites créances. | ✓ | | | | |
| | Examen de la législation pour modifier les procédures pour outrage au tribunal à la Cour des petites créances. | ✓ | | | | |
| | Revue des procédures à la Cour des petites créances afin de les rationaliser. | ✓ | | | | |
| | Examen des procédures de la Cour criminelle afin de les rationaliser.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Rationalisation des codes d'ajournement, éclaircissement sur les directives destinées au personnel judiciaire et diminution de plus de 50 % du nombre de codes possibles.<br>Établissement des initiatives de rationalisation prioritaires à mettre en œuvre, y compris un examen des pratiques exemplaires actuelles en matière criminelle. | | | | | |
| **La technologie des salles d'audience assure un traitement efficient des causes.** | Utilisation de la technologie de la télévision en circuit fermé et de la vidéoconférence pour permettre davantage de comparutions à distance, en particulier dans les tribunaux du Nord et de la région du Centre-Est. | ✓ | | | | |
| | Mise en œuvre des recommandations à court terme du Technology for Ontario Courtrooms : A Discussion Paper.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Poursuite des discussions au sujet des recommandations à court terme en matière de vidéoconférence et de technologie dans les salles d'audience. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 4 :**

**Améliorer la prestation des services au public**

**Objectif operationnel : Traitement rapide et efficient des causes (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Le suivi électronique des causes permet d'assurer un suivi continu du volume des instances, du cheminement des causes et des décisions rendues à leur égard.** | Mise en œuvre des améliorations au système de suivi des causes criminelles (ICON 2.2), mise en œuvre complétée dans les cours municipales et à faire dans les cours provinciales.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Conclusion des projets pilotes de mise à l'essai des améliorations apportées à la grille d'interrogation d'ICON 2.2 dans une cour municipale et une cour provinciale régies par la *Loi sur les infractions provinciales*. | | | | | |
| | Entreprendre la formation pour ICON et la collecte améliorée de données.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Début des séances de formation « Ask ICON » par l'intermédiaire de l'application Live Meeting pour les usagers de toute la province. | | | | | |
| | Entreprendre la planification stratégique du système de gestion de l'information sur l'administration judiciaire (SGIJC).<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Réception du projet et approbation du financement.<br>Conclusion des recherches de haut niveau et évaluation pour les besoins de la planification de projet et de l'élaboration.<br>Élaboration d'une analyse commerciale de haut niveau et formulation de recommandations d'ordre technique.<br>Constitution d'un groupe de travail SIGPC en vue d'élaborer des processus commerciaux et des exigences à l'égard des documents commerciaux ainsi que d'offrir de façon permanente de l'expertise commerciale et technique de même que des capacités d'analyse.<br>Vérification de la mise sur pied de comités de gouvernance. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 4 :**

**Améliorer la prestation des services au public**

**Objectif opérationnel : Traitement rapide et efficient des causes (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Le suivi électronique des causes permet d'assurer un suivi continu du volume des instances, du cheminement des causes et des décisions rendues à leur égard (suite).** | Mettre en œuvre les améliorations au titre du rendement, de la conception et du fonctionnement des systèmes de gestion des cas (FRANK et ICON).<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Mise en œuvre de modifications pour soutenir plusieurs secteurs d'activité.<br>Amélioration de la fonction ayant trait aux échéanciers afin de disposer d'un outil plus flexible pour soutenir les activités de transition.<br>Publication de FRANK 3.0, comportant des améliorations qui soutiennent les Règles de procédures civiles et les *Règles de la Cour des petites créances*.<br>Formation assurée par l'intermédiaire de l'application Live Meeting dans toute la province pour appuyer les modifications apportées à l'application FRANK. | | | | | |
| **La Division collabore avec la magistrature, le barreau et les partenaires du secteur de la justice à l'élimination des retards.** | Collaborer avec la Division du droit criminel pour réduire l'arriéré des affaires criminelles et soutenir la stratégie Justice juste-à-temps.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Un appui statistique a été offert à la Division du droit criminel et à Justice juste à temps et une nouvelle déclaration des statistiques pour le site Web de Justice juste à temps a été élaborée. | | | | | |
| | Appuyer les initiatives municipales de contraventions électroniques.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Appui continu des initiatives des partenaires municipaux en matière de contraventions électroniques.<br>Appui offert à l'égard de politiques supplémentaires et d'améliorations au système. | | | | | |
| | Améliorer la collecte des données et la présentation de rapports sur les activités de la cour criminelle.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration avec le personnel du ministère et les bureaux des juges en chef dans le cadre de groupes de travail, de comités directeurs et de tables rondes pour accroître la capacité de déclaration des statistiques.<br>Élaboration et mise en œuvre de nouveaux motifs pour les codes d'ajournement. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 4 :**

**Améliorer la prestation des services au public**

**Objectif opérationnel : Traitement rapide et efficient des causes (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **La Division collabore avec la magistrature, le barreau et les partenaires du secteur de la justice à l'élimination des retards (suite).** | Amélioration de la collecte de données et de la présentation de rapports sur les activités de la Cour de la famille. | ✓ | | | | |
| | Participer à la mise en œuvre des recommandations du rapport du tribunal et du Comité pilote de liaison entre les tribunaux et les collectivités sur les questions se rattachant à la protection de l'enfance.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Participation aux travaux du Comité consultatif pour la spécialisation des avocats en protection de l'enfance et du Comité consultatif des procès de longue durée concernant la protection de l'enfance, et communication de conclusions principales dans le cadre du sommet de la justice de 2009. | | | | | |
| | Élaborer et mettre en œuvre des objectifs de service ainsi que des politiques, des procédures et des appuis opérationnels afin de répondre aux demandes récurrentes d'adaptation pour les personnes handicapées.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Élaboration d'outils afin d'aider le personnel à répondre aux demandes d'accès à des appareils fonctionnels pour personnes malentendantes et des services de sous-titrage en temps réel. | | | | | |
| | Travailler en collaboration avec la Cour de justice de l'Ontario et la Cour supérieure de justice afin d'élaborer des indicateurs de cheminement des causes pour les affaires portant sur la protection de l'enfance.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>De concert avec l'unité statistique, élaboration de nouveaux rapports types détaillés sur les statistiques en droit de la famille. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 4 :
## Améliorer la prestation des services au public
## Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Un personnel judiciaire professionnel et compétent fournit des services uniformes, responsables, avisés et courtois aux comptoirs et aux greffes des tribunaux, un soutien de grande qualité à la magistrature, tant sur le plan administratif qu'en salle d'audience, et des services d'exécution efficaces.**<br>• Offrir un soutien aux membres du personnel des tribunaux au moyen de l'actualisation constante des politiques, des guides et des formulaires électroniques, de l'intranet, etc.<br>• Offrir de la formation afin de faire face aux changements survenus dans les pratiques, les règles, les procédures, la législation et la technologie, et assurer une capacité régionale de formation continue liée aux programmes.<br>• Donner aux agents financiers et aux gestionnaires une meilleure formation sur la gestion financière pour améliorer les contrôles sur les dépenses conformément au rapport du vérificateur général de l'Ontario.<br>• Évaluer les nouvelles exigences de la FPO en matière de politiques.<br>• Offrir des programmes de perfectionnement du personnel.<br>• Examiner les besoins de dotation en personnel des salles d'audience et des greffes et trouver des solutions au roulement de personnel élevé.<br>• Établir, à l'intention de tout le personnel, des plans de rendement qui reflètent les objectifs de la Division et mener des évaluations de rendement annuelles. | Fixer comme priorité et mettre en œuvre les résultats attendus du « plan des ressources humaines » en recourant à des stratégies de coûts efficientes ou neutres.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Élaboration et mise en œuvre d'un plan de formation s'adressant à tous les gestionnaires et membres du personnel de la Division.<br>Création d'un comité de formation et de perfectionnement et début des travaux d'élaboration d'un programme de formation normalisé pour la Division.<br>Finalisation et remise d'un manuel d'orientation détaillé à tous les membres du personnel de la Division, et formation des gestionnaires et des superviseurs sur le processus d'orientation. | | | | | |
| | Au moyen de consultations avec la magistrature, revoir les politiques et procédures pour les serments et affirmations. | | | | | |
| | Installer des défibrillateurs externes automatiques dans tous les tribunaux principaux.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Installation de défibrillateurs externes automatiques dans 46 établissements. | | | | | |
| | Collaborer avec les universités et les collèges communautaires pour mettre sur pied des programmes de certificats, de diplômes, et de diplômes d'études supérieures pour le personnel et les cadres, et des programmes de perfectionnement des gestionnaires.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>L'adhésion et la participation au comité consultatif du collège Durham ont été maintenues. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 4 :**

**Améliorer la prestation des services au public**

**Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Un personnel judiciaire professionnel et compétent fournit des services uniformes, responsables, avisés et courtois aux comptoirs et aux greffes des tribunaux, un soutien de grande qualité à la magistrature, tant sur le plan administratif qu'en salle d'audience, et des services d'exécution efficaces (suite).** | Offrir une formation en soutien opérationnel à tout le personnel de soutien des tribunaux de la province, notamment aux employés qui pratiquent dans le domaine du droit criminel.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Formation du personnel sur la politique permettant au public d'avoir accès aux dossiers des tribunaux visés par une ordonnance limitant la publication, y compris une ordonnance de cette nature en vertu de l'article 486.4 ou 486.5 du *Code criminel*.<br>Formation du personnel sur la politique permettant au public d'avoir accès aux dossiers des tribunaux au sujet des futures dates d'audience et des lieux de tenue des audiences dans les affaires relevant de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.<br>Orientation offerte aux régions au sujet de la mise en application des modifications apportées au *Code criminel* afin de restreindre le temps alloué pour détention sous garde avant prononcé de la peine (projet de *loi C 25*). | | | | | |
| | Établir et mettre en œuvre des processus de recrutement pour veiller à combler les besoins éventuels en compétences et en ressources.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Recherches dans d'autres provinces et territoires afin d'établir quelles méthodes et quels processus sont utilisés. | | | | | |
| | Donner une formation au personnel du secteur d'activité familiale en collaboration avec les ministères et organismes qui sont au service des familles.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Formation du personnel du Programme d'aide aux victimes et aux témoins sur les modifications apportées aux procédures de la Cour de la famille.<br>Formation des fournisseurs de services du Programme d'aide aux victimes et aux témoins des 17 greffes de la Cour de la famille, subdivisions de la Cour supérieure de justice.<br>Possibilités de formation offertes au personnel du bureau de l'avocat de service principal et du Barreau sur les modifications apportées aux Règles en matière de droit de la famille à la suite de la mise en application de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne le droit de la famille*. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

| Objectif prescrit par la loi n° 4 : Améliorer la prestation des services au public<br>Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité (suite) | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectif** | **Initiative** | **Mise en œuvre** | | | | |
| | | **09-10** | **10-11** | **11-12** | **12-13** | **13-14** |
| **Un personnel judiciaire professionnel et compétent fournit des services uniformes, responsables, avisés et courtois aux comptoirs et aux greffes des tribunaux, un soutien de grande qualité à la magistrature, tant sur le plan administratif qu'en salle d'audience, et des services d'exécution efficaces (suite).** | Révision et mise à jour des manuels sur le droit de la famille. | ✓ | | | | |
| | Élaborer une stratégie sur 25 ans « vers le futur » pour la Division, en consultation avec le personnel et la magistrature.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Élaboration et mise en œuvre, à l'intention du personnel des divisions, d'une formation et d'outils didactiques sur la façon d'offrir des services à la clientèle accessibles aux personnes handicapées. | | | | | |
| | Élaboration et tenue d'une séance de planification avec le Comité de direction de la Division des services aux tribunaux. | ✓ | | | | |
| | En consultation avec le personnel, mettre au point des options pour produire des communiqués à intervalles réguliers sur les priorités du ministère et de la Division, les activités et les politiques, les tables rondes et les activités du sous-comité de direction de la Division ainsi que sur les changements de personnel.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Recherche sur les outils de communications utilisés dans d'autres divisions, ministères et tribunaux.<br>En consultation avec la haute direction, création et approbation d'un bulletin d'information de la Division des services aux tribunaux. | | | | | |
| | Élargissement continu de la formation sur l'application du matériel didactique informatisé.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Lancement des séances d'apprentissage à distance ASK WRITS par l'intermédiaire de l'application Live Meeting. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 4 :

## Améliorer la prestation des services au public

## Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09/10 | 10/11 | 11/12 | 12/13 | 13/14 |
| **Des services judiciaires spécialisés sont offerts, dans les cas opportuns.**<br>• En consultation avec la magistrature, offrir un soutien opérationnel et politique aux tribunaux spécialisés. | Faciliter l'accès aux services de justice familiale, y compris les centres d'information sur le droit de la famille, les services de médiation et d'information aux parents dans tous les tribunaux de l'Ontario qui ont compétence en matière de droit de la famille, avec des mesures d'adaptation appropriées pour les petits tribunaux et ceux du Nord.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Soutien au projet du Procureur général d'amélioration du processus de droit de la famille en offrant plus de renseignements aux personnes qui vivent une rupture, plus de possibilités en matière de conseils juridiques et la possibilité de recourir à d'autres avenues que les tribunaux, une approche en matière de prise en charge et de triage visant à offrir aux justiciables les services dont ils ont besoin ainsi qu'en recourant à un processus simplifié et rationalisé pour les cas qui doivent être tranchés par un tribunal.<br>Adoption de normes de prestation pour les services de justice familiale prévoyant que les justiciables s'adressant à un centre d'information sur le droit de la famille et ceux recourant aux services de médiation familiale doivent être satisfaits des services qu'ils reçoivent et que ceux qui bénéficient d'une séance d'information doivent être satisfaits des renseignements qui leur ont été donnés. | | | | | |
| | Établir des normes de conception pour les centres d'information sur le droit de la famille.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>En collaboration avec la Direction de la gestion des installations, vérification de l'uniformité des plans des installations judiciaires des greffes de Brampton, York, Kingston, Simcoe et Guelph.<br>Mise en application de la liste des installations en droit de la famille fournies par les tribunaux, proposée par la Cour de justice de l'Ontario et la Cour supérieure de justice.<br>Collaboration avec l'Unité de l'aménagement des installations en vue de créer un modèle de mise en œuvre, de déploiement et de soutien des technologies de l'information pour les projets d'installations de la Direction de la diversification des modes de financement et de l'approvisionnement. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 4 :

## Améliorer la prestation des services au public

## Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Des services judiciaires spécialisés sont offerts, dans les cas opportuns (suite).** | Prévoir et préconiser une augmentation des effectifs judiciaires de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice. | | | | | |
| | De concert avec la magistrature, appuyer l'élargissement à toute la province de la prestation des programmes de santé mentale rattachés aux tribunaux.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>En consultation avec la Division du droit criminel, formation dispensée dans les régions sur les programmes de santé mentale rattachés aux tribunaux. | | | | | |
| | Soutenir les projets pilotes d'évaluation de la santé mentale sur support vidéo du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels dans diverses installations de la province.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration avec le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée au sujet des projets pilotes d'évaluation de la santé mentale sur support vidéo. | | | | | |
| **Une stratégie fédérale-provinciale-territoriale est en place.**<br>• Surveiller les retombées, sur la charge de travail et sur les procédures des tribunaux, des changements à la politique et aux programmes législatifs fédéraux.<br>• La Division participe au forum fédéral-provincial-territorial sur la justice, par exemple au Comité coordonnateur des hauts fonctionnaires - Justice familiale. | Négocier une entente pour obtenir du gouvernement fédéral un financement continu sous forme de contribution pour les services de justice familiale et les économies résultant de l'expansion de la Cour de la famille. | | | | | |
| | Élaborer une stratégie fédérale-provinciale-territoriale pour gérer les effets de la législation et des politiques fédérales sur les tribunaux de l'Ontario.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>La Division a travaillé avec d'autres secteurs du ministère et les bureaux des juges en chef pour évaluer les retombées possibles de la loi fédérale proposée concernant la division des biens immobiliers matrimoniaux sur les réserves des Premières nations. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 4 :

## Améliorer la prestation des services au public

## Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **La Division a des liens avec des organismes externes pour cerner les nouveaux enjeux et définir les pratiques exemplaires, et pour améliorer l'analyse des données des tribunaux.**<br>• Miser sur les rapports avec l'Association des administrateurs judiciaires du Canada, le Centre canadien de la statistique juridique et le National Center for State Court.<br>• Établir des partenariats avec les universités, les facultés de droit et d'autres organismes de recherche. | Établir des partenariats de recherche.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Aide apportée au ministère de la Justice fédéral dans le cadre d'une étude dans deux tribunaux ontariens.<br>Données fournies dans le cadre d'une étude de l'Université Ryerson et de l'Université de Toronto sur les conditions de la libération sous caution des jeunes contrevenants.<br>Aide à la participation d'autres provinces et territoires à la rédaction du White Paper on Quality Court Interpretation Services du Comité de recherche de l'Association des administrateurs judiciaires du Canada. | | | | | |
| **Des pratiques efficientes de gestion des dossiers et des fichiers sont en cours dans tous les greffes.** | Établir et mettre en œuvre des mesures de contrôle de l'intégrité des dossiers.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Élaboration d'une norme de service qui sera incluse dans le Sondage sur la satisfaction de la clientèle de 2010 afin de faire le suivi des résultats. | | | | | |
| | Revoir les politiques et procédures pour la manipulation et l'entreposage des pièces, notamment en consultation avec la magistrature.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Mise en application de la phase un du High Risk Exhibits Management Manual dans l'ensemble de la province. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 4 :**

**Améliorer la prestation des services au public**

**Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Le processus de sélection du jury et les accommodements encouragent la participation du public à des jurys.** | Élaborer et mettre en œuvre un plan d'amélioration des processus de sélection des membres d'un jury et des accommodements offerts aux jurés, notamment en mettant à jour les politiques et les procédures pour faciliter l'accès aux personnes handicapées et en créant des partenariats avec les collectivités et les organisations des Premières nations afin d'améliorer la participation des personnes qui vivent sur les réserves au processus de sélection des membres d'un jury.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Collaboration avec des organismes des Premières nations afin de tenir des forums de discussion sur les faits connus du jury dans les collectivités.<br>Tenue de trois forums de discussion avec la Nation anishinabek et de dix-huit forums avec le Grand conseil du Traité n°3. | | | | | |
| | Revoir les politiques et procédures actuelles relativement aux jurés et passer en revue les pratiques en cours dans les autres provinces et territoires, afin d'arriver à une approche uniforme pour toute la province.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Mise en œuvre d'un manuel de gestion des jurys en ligne et formation du personnel dans toute la province.<br>Adoption des modifications à la *Loi sur les jurys* afin de permettre la confirmation centralisée des disponibilités des jurés. | | | | | |
| **La Division participe aux révisions générales des lois et des politiques dans le but d'améliorer le processus judiciaire.** | Suivi de l'évaluation fédérale du modèle national de tribunal de la famille. | ✓ | | | | |
| | L'obligation du Procureur général de participer à la rationalisation de la *Loi sur les infractions provinciales* de concert avec les municipalités a été remplie. | ✓ | | | | |
| | Participation et contribution au projet d'amélioration des services de justice à la famille du Procureur général. | ✓ | | | | |
| | Mise en œuvre des modifications au droit de la famille contenues dans la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne des questions familiales.* | ✓ | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 4 :
## Améliorer la prestation des services au public
## Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Les services d'exécution des jugements sont efficaces et rapides.**<br>• Les normes, les politiques et les procédures sont revues et mises à jour régulièrement. | Finalisation du manuel des agents d'exécution de la loi. | ✓ | | | | |
| | Rédaction à l'intention des services policiers d'un dossier de communications expliquant la portée de la fonction d'exécution civile de la loi. | ✓ | | | | |
| **Les services de transcription des délibérations des tribunaux et des services d'interprétation de haute qualité sont disponibles au besoin (suite).** | Mettre en œuvre des stratégies en vue d'améliorer la prestation de services d'interprétation et de rechercher des occasions de partenariat à la grandeur de la FPO afin d'améliorer l'accès.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Maintien de la participation aux travaux du comité interministériel notamment par le biais de représentants du ministère des Services sociaux et communautaires, du ministère des Affaires civiques et de l'Immigration et du ministère de la Santé et des Soins de longue durée.<br>Sous la coordination de la Fondation du droit de l'Ontario, participation aux réunions portant sur les normes d'interprétation et sur un plus grand accès à ces services pour les personnes communiquant en langage ASL. | | | | | |
| | Mettre au point un outil électronique permettant de repérer les interprètes judiciaires et de les inscrire à l'horaire.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Poursuite de l'évaluation de la généralisation de l'outil électronique d'établissement de l'horaire d'interprétation de la région Centre-Ouest.<br>Désignation d'un projet pilote pour d'autres évaluations.<br>Mise en œuvre d'une pratique de contrôle de la qualité de l'établissement de l'horaire d'interprétation. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 4 :

## Améliorer la prestation des services au public

## Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Les services de transcription des délibérations des tribunaux et des services d'interprétation de haute qualité sont disponibles au besoin (suite).** | Élaborer des critères de contrôle et de formation plus précis pour la prestation des services d'interprétation et établir des occasions de développement professionnel continu en partenariat avec les organisations d'interprètes.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>En partenariat avec le Vancouver Community Collège, élaboration de 25 nouveaux tests d'interprétation juridiques et d'un test de compétence en anglais.<br>Achèvement du matériel de préparation au test et publication de ce matériel sur le site Web du Procureur général.<br>Administration de plus de 600 tests dans toute la province et publication des résultats de la première batterie de tests.<br>Mise à jour du programme de formation des interprètes.<br>Tenue de discussions préliminaires avec des associations et des institutions d'enseignement sur la formation professionnelle des interprètes judiciaires. | | | | | |
| | Procéder à l'examen des services de sténographie judiciaire et de transcription en Ontario et, par suite des recommandations issues de l'examen, élaborer et mettre en œuvre une méthode de prestation qui améliorera les services de sténographie judiciaire et de transcription en Ontario.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Proposition et approbation d'un nouveau modèle de production de transcriptions. | | | | | |
| | Convertir progressivement les appareils d'enregistrement analogique en appareils numériques pour les enregistrements en salle d'audience et la production de transcriptions.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Approvisionnement en appareils d'enregistrement numérique auprès d'un fournisseur. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 4 :

## Améliorer la prestation des services au public

## Objectif opérationnel : Services uniformes et de qualité (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Les services de transcription des délibérations des tribunaux et des services d'interprétation de haute qualité sont disponibles au besoin (suite).** | Élargir le Projet interréseau d'interprète à distance aux tribunaux très achalandés et en faire l'évaluation.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Expansion des services d'interprétation à distance à certaines régions précises de la province et début de l'analyse. | | | | | |
| **L'accessibilité pour les personnes handicapées est présente dans tous les plans d'activités, plans opérationnels, demandes et propositions de financement.** | Élaborer une politique et des outils de planification sur la façon de prévenir, d'éliminer ou d'atténuer les obstacles au moment d'établir et de revoir la législation, les programmes, les politiques et les propositions et demandes de financement.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Participation avec d'autres ministères à l'élaboration d'une politique et des outils de planification à intégrer à la stratégie du ministère du Procureur général qui consiste à tenir compte de l'accessibilité pour les personnes handicapées dans la législation, les programmes, les politiques et les propositions de financement. | | | | | |
| | Inclure des énoncés sur l'incidence de l'accessibilité dans toutes les politiques et propositions de programme de la division, qui expliquent comment les obstacles seront évités, éliminés ou atténués. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 5 :**

**Promouvoir l'utilisation efficace des ressources publiques**

**Objectif opérationnel : Processus décisionnel responsable et efficace**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Le plan quinquennal de la Division fournit une orientation stratégique pluriannuelle en fonction de ses priorités.** | Le plan quinquennal est mis à jour annuellement de concert avec la magistrature et les usagers des tribunaux. | ✓ | | | | |
| **La satisfaction de la clientèle à l'égard des services fait l'objet d'une surveillance continue au moyen de procédures relatives aux plaintes du public et de sondages.** | Assurer un suivi de tous les services et programmes des tribunaux au moyen de sondages réguliers sur la satisfaction de la clientèle.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Le sondage sur la satisfaction des clients a été effectué en avril 2009. | ✓ | | | | |
| | Mise en œuvre d'un mécanisme de rétroaction sur la prestation de services aux personnes handicapées, afin de se conformer aux règles énoncées dans les Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle. | ✓ | | | | |
| **Des normes et des pratiques de contrôle de qualité sont en place.** | Améliorer la cohérence et l'intégrité de la collecte et des rapports sur des données relatives aux activités des tribunaux.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Un suivi de la qualité des données continue d'être fait afin de dégager les occasions d'amélioration et de mettre celles-ci en œuvre.<br>Le personnel des tribunaux a continué de recevoir une formation sur les pratiques d'entrée de données approuvées.<br>Élaboration et mise en œuvre de nouveaux motifs pour les codes d'ajournement. | | | | | |
| **Les pratiques et programmes locaux, les programmes et les essais pilotes sont évalués à des fins d'application à l'échelle de la province.** | Participer à la mise en œuvre des pratiques exemplaires dans les affaires de protection de l'enfance par l'intermédiaire du Comité directeur sur les tribunaux de la famille. | ✓ | | | | |
| | Évaluer la formule type et le répertoire des ordonnances de ne pas faire. | ✓ | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

## Objectif prescrit par la loi n° 5 :

## Promouvoir l'utilisation efficace des ressources publiques

## Objectif opérationnel : Processus décisionnel responsable et efficace (suite)

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Des services provinciaux de gestion permettent d'assurer que les cours municipales offrent des services en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* qui favorisent la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, rapides et efficaces.**<br>• La conformité aux normes et aux exigences est assurée grâce à une surveillance régulière des activités des tribunaux, et ce, au moyen de l'analyse des rapports financiers et de vérifications annuelles sur place. | Entreprendre un examen de la fonction de surveillance prévue dans la *Loi sur les infractions provinciales*, y compris le processus de vérification des cours municipales.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>La Division a procédé à une vérification sur place des bureaux de six cours municipales sans déceler aucun aspect préoccupant d'importance.<br>Partage des pratiques exemplaires et cours de recyclage donné au personnel des cours municipales. | | | | | |
| **Des rapports d'information de gestion sont régulièrement mis à la disposition de la Division, du MPG, de la magistrature et du public pour faciliter l'examen continu des programmes et l'analyse des tendances du traitement des causes, de la satisfaction de la clientèle à l'égard des services, de même que de la responsabilité à l'égard du public quant au fonctionnement des tribunaux.** | Améliorer la collecte, les rapports et l'analyse de données criminelles pour cerner et régler les causes des retards dans les affaires criminelles.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Création et mise en œuvre d'un mécanisme de rétroaction et de présentation de rapports sur la conformité aux règles énoncées dans les Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle. | | | | | |
| | Élaborer de nouveaux rapports types pour les affaires en droit de la famille, en droit civil, à la Cour des petites créances ainsi qu'aux affaires criminelles relevant de la Cour supérieure de justice et aux affaires relevant de la *Loi sur les infractions provinciales*.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Début de l'élaboration de mesures de traitement des cas pour les affaires relevant du droit de la famille, du droit civil et de la Cour des petites créances. | | | | | |
| | Former le personnel à la collecte de données, à l'utilisation de bases de données et à la lecture et à l'interprétation de rapports de données.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>La Division a continué à assurer la formation du personnel judiciaire sur les pratiques approuvées d'entrée de données. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 5 :**

**Promouvoir l'utilisation efficace des ressources publiques**

**Objectif opérationnel : Processus décisionnel responsable et efficace (suite)**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Des rapports d'information de gestion sont régulièrement mis à la disposition de la Division, du MPG, de la magistrature et du public pour faciliter l'examen continu des programmes et l'analyse des tendances du traitement des causes, de la satisfaction de la clientèle à l'égard des services, de même que de la responsabilité à l'égard du public quant au fonctionnement des tribunaux (suite).** | Collaborer avec des représentants de la magistrature et des usagers du tribunal afin de mettre en place des partenariats de recherche pour rehausser la capacité d'analyse des données.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>La Division a continué à travailler avec le personnel du ministère du Procureur général et des bureaux des juges en chef pour accroître notre capacité de déclaration des statistiques.<br>Aide apportée au ministère de la Justice fédéral dans le cadre d'une étude dans deux tribunaux ontariens.<br>Données fournies dans le cadre d'une étude de l'Université Ryerson et de l'Université de Toronto sur les conditions de la libération sous caution des jeunes contrevenants. | | | | | |
| | Relier les données statistiques sur l'activité des tribunaux à d'autres données pour faciliter les prévisions quant à la charge de travail et les ressources.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Début des recherches sur les antécédents. | | | | | |
| | Création et mise en œuvre d'un mécanisme de rétroaction et de présentation de rapports sur la conformité aux règles énoncées dans les Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle. | ✓ | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

**Objectif prescrit par la loi n° 5 :**

**Promouvoir l'utilisation efficace des ressources publiques**

**Objectif opérationnel : Gestion efficace des ressources**

| Objectif | Initiative | Mise en œuvre | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 09-10 | 10-11 | 11-12 | 12-13 | 13-14 |
| **Des modèles de ressources fournissent une base objective pour l'évaluation des besoins des salles d'audience et des greffes en matière de personnel, des effectifs judiciaires et des juges de paix nécessaires à la Cour de justice de l'Ontario, les budgets à allouer aux régions et les coûts privés et publics des procédures judiciaires.** | Confirmer les EPT dans toute la Division et établir un système de suivi continu.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Données fournies mensuellement pour apporter un soutien dans le suivi des ressources de la Division. | | | | | |
| | Élaborer un modèle de dotation en personnel de la Division<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Élaboration d'une méthode permettant de prévoir les charges de travail futures et les besoins en ressources. | | | | | |
| **Des politiques sont en vigueur pour assurer la perception des amendes impayées et des cautionnements confisqués.**<br>• Consigner le montant perçu des amendes impayées et des cautionnements confisqués. | Établir et mettre en œuvre un plan pour la perception d'amendes impayées imposées en vertu du *Code criminel* et de cautionnements confisqués.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Mise en œuvre d'un processus de perception des amendes impayées imposées en vertu du *Code criminel*.<br>Poursuite du développement d'un processus de perception des cautionnements confisqués. | | | | | |
| **La Division collabore avec la Direction de la gestion des installations pour assurer une gestion efficace des installations judiciaires et élaborer un plan stratégique pluriannuel des infrastructures pour la construction de futurs palais de justice.**<br>• Élaborer un plan stratégique pluriannuel pour la gestion des immobilisations et des biens importants.<br>• Assurer un suivi et une planification stratégique continue.<br>• Collaborer avec la Direction de la gestion des installations pour élaborer des plans annuels d'infrastructure. | Mettre en œuvre la recommandation en matière de sécurité dans les tribunaux de l'Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services pour prendre en charge, à compter de 2012, les coûts de la sécurité dans les tribunaux et du transport des prisonniers assumés par les municipalités, jusqu'à concurrence de 125 millions de dollars par année, et élaborer des normes de sécurité dans les tribunaux à appliquer dans tous les palais de justice.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Élaboration d'un plan de mise en œuvre pluriannuel en collaboration avec le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, le ministère des Affaires municipales et du Logement, le ministère des Finances et l'Association des municipalités de l'Ontario et la Ville de Toronto.<br>Mise en place d'une structure de gouvernance en collaboration avec divers ministères provinciaux, le secteur municipal et la magistrature, et début de travaux en vue d'établir quels sont les coûts et d'élaborer des normes de sécurité dans les tribunaux. | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

| Objectif prescrit par la loi n° 5 :<br>Promouvoir l'utilisation efficace des ressources publiques<br>Objectif opérationnel : Gestion efficace des ressources (suite) | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectif** | **Initiative** | **Mise en œuvre** | | | | |
| | | **09-10** | **10-11** | **11-12** | **12-13** | **13-14** |
| **La Division collabore avec la Direction de la gestion des installations pour assurer une gestion efficace des installations judiciaires et élaborer un plan stratégique pluriannuel des infrastructures pour la construction de futurs palais de justice (suite).** | Explorer le potentiel de planification stratégique dans l'amélioration des palais de justice.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Le plan d'Infrastructure 2010-2011, comprenant des stratégies régionales à court, moyen et long terme, a été mené à bonne fin.<br>La Division a continué de travailler à l'établissement du cadre de gestion des biens du ministère du Procureur général, lequel guidera les projets futurs de planification des immobilisations. | | | | | |
| **La Division gère un système efficace de gestion des documents et ressources.** | Participer à l'élaboration de stratégies et d'outils d'aide à la gestion intégrée des ressources.<br>**Réalisations en 2009-2010 :**<br>Consultation avec les régions sur les produits finals. | | | | | |
| **La Division gère efficacement les fonds en fiducie.** | Mettre en place sur le Web un système provincial de comptabilité des fonds en fiducie | | | | | |

✓= Un signet indique que l'initiative a été accomplie. Les zones ombragées représentent les années qui restent avant la fin de l'échéance du projet.

# Annexe B:

# Statistiques sur les tribunaux de 2005-2006 à 2009-2010

# Table des matières de l'annexe

**Glossaire** ..... B3

## Les tribunaux de droit criminel

Aperçu des affaires civiles par région ..... B4
Affaires civiles reçues ..... B6
Événements entendus en droit civil ..... B8

## Les tribunaux de droit criminel

Cour de justice de l'Ontario : aperçu des affaires pénales par région ..... B10
Cour de justice de l'Ontario : accusations reçues au criminel ..... B12
Cour de justice de l'Ontario : accusations au criminel à l'égard desquelles une décision a été rendue ..... B14
Cour de justice de l'Ontario : accusations en instance au criminel ..... B16
Cour de justice de l'Ontario : événements entendus au criminel ..... B18
Cour supérieure de justice : aperçu des affaires pénales par région, 2009-2010 ..... B20
Cour supérieure de justice : heures d'activité des salles d'audience par région ..... B21
Cour supérieure de justice : Actes d'accusation et appels en droit pénal reçus, réglés et en instance, et événements en droit pénal entendus, 2009-2010 ..... B22

## Les tribunaux de la famille

Cour supérieure de justice, Cour de la famille de la Cour supérieure de justice, et Cour de justice de l'Ontario : aperçu des affaires de droit de la famille par région ..... B24
Cour supérieure de justice, Cour de la famille de la Cour supérieure de justice, et Cour de justice de l'Ontario : nouvelles affaires de droit de la famille ..... B26
Cour supérieure de justice, Cour de la famille de la Cour supérieure de justice, et Cour de justice de l'Ontario : événements entendus en droit de la famille ..... B28
Cour supérieure de justice : aperçu des affaires de droit de la famille par région ..... B30
Cour supérieure de justice : nouvelles affaires de droit de la famille ..... B32
Cour supérieure de justice : événements entendus en droit de la famille ..... B33
Cour de la famille de la Cour supérieure de justice : aperçu des affaires de droit de la famille par région ..... B34
Cour de la famille de la Cour supérieure de justice : nouvelles affaires de droit de la famille ..... B35
Cour de la famille de la Cour supérieure de justice : événements entendus en droit de la famille ..... B36
Cour de justice de l'Ontario : aperçu des affaires de droit de la famille par région ..... B37
Cour de justice de l'Ontario : nouvelles affaires de droit de la famille ..... B39
Cour de justice de l'Ontario : événements entendus en droit de la famille ..... B41

## La Cour des petites créances

Cour des petites créances : aperçu des affaires par région ..... B43
Cour des petites créances : demandes déposées ..... B45
Cour des petites créances : événements entendus ..... B47

## La Cour d'appel de l'Ontario

Cour d'appel de l'Ontario : appels en matière criminelle ..... B50
Cour d'appel : Appels en matière de droit civil et de droit de la famille ..... B50
Cour d'appel : Requêtes entendues par un juge seul ..... B50
Cour d'appel : Requêtes entendues par un juge seul à l'égard desquelles une décision a été rendue ..... B51
Cour d'appel : Requêtes entendues par une formation ..... B51
Cour d'appel : Requêtes entendues par une formation à l'égard desquelles une décision a été rendue ..... B51
Inventaire des appels de détenus ..... B60

## Glossaire

**ICON** — Le Réseau intégré d'information sur les infractions (ICON) est un système opérationnel qui assure le suivi des accusations criminelles déposées à la Cour de justice de l'Ontario.

**FRANK** — Le système FRANK de suivi des causes a été élaboré comme système opérationnel pour les tribunaux de l'Ontario. Le système recueille les données et facilite les activités de suivi pour les audiences dans les domaines du droit suivants : droit civil, droit de la famille, Cour des petites créances, et instances criminelles de la Cour supérieure de justice. Depuis le 31 mars 2008, tous les tribunaux, sauf celui de Toronto, utilisent le système FRANK de suivi des causes. Toronto a continué d'utiliser l'ancien système, SUSTAIN, avant d'adopter le système FRANK vers le milieu de l'année 2008.

**Droit criminel** — Les données criminelles incluent toutes les infractions visées par le *Code criminel du Canada* ou par la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, la *Loi sur les stupéfiants*, la *Loi sur les aliments et drogues*, et toutes les autres infractions à une loi fédérale ayant été commises par des adultes ou des adolescents. Les données criminelles de la Cour de justice de l'Ontario sont collectées selon les inculpations, tandis que les données criminelles de la Cour supérieure de justice sont recueillies selon les mises en accusation.

**Droit civil** — Les données civiles incluent toutes les instances relevant de la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction* ou concernant des véhicules motorisés, toutes les instances concernant une succession et toutes les autres instances civiles de la Cour supérieure de justice. Elles n'incluent pas les affaires relevant des petites créances ou du droit de la famille.

**Petites créances** — Les données sur les petites créances incluent toutes les affaires qui sont du ressort de la Cour des petites créances (c'est-à-dire, avant le 1er janvier 2010, les réclamations civiles pour un montant inférieur ou égal à 10 000 $, à l'exception des actions en vertu de la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction* et d'autres instances qui relèvent de la compétence exclusive de la Cour supérieure de justice; après le 1er janvier 2010, les réclamations civiles portant sur un montant inférieur ou égal à 25 000 $, à l'exception des actions en vertu de la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction* et d'autres instances qui relèvent de la compétence exclusive de la Cour supérieure de justice).

**Droit de la famille** — Les données de la famille incluent toutes les affaires qui sont sous le régime de la *Loi sur le droit de la famille* (excepté la partie V), de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* (sauf les articles 59 et 60), des parties III, VI et VII de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, de la *Loi de 2002 sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque*, de la *Loi sur le changement de nom*, ou de l'article 6 de la *Loi sur le mariage*, et d'autres affaires en droit de la famille. Elles incluent aussi les questions relevant de la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments* dans les événements entendus en droit de la famille.

## Aperçu des affaires civiles par région

| Région | Exercice financier | Affaires reçues | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | 2005-2006 | 8 974 | 15 081 | 5 872 |
| | 2006-2007 | 9 024 | 16 141 | 5 138 |
| | 2007-2008 | 9 602 | 16 518 | 5 309 |
| | 2008-2009 | 9 919 | 16 962 | 5 456 |
| | 2009-2010 | 9 350 | 16 640 | 5 747 |
| Centre-Ouest | 2005-2006 | 18 010 | 24 134 | 9 287 |
| | 2006-2007 | 21 067 | 25 651 | 8 933 |
| | 2007-2008 | 22 184 | 28 144 | 9 237 |
| | 2008-2009 | 25 372 | 30 424 | 11 403 |
| | 2009-2010 | 27 439 | 31 133 | 10 310 |
| Est[3] | 2005-2006 | 5 177 | 12 713 | 6 476 |
| | 2006-2007 | 5 142 | 13 461 | 4 432 |
| | 2007-2008 | 6 188 | 11 765 | 5 205 |
| | 2008-2009 | 8 523 | 14 565 | 4 116 |
| | 2009-2010 | 8 372 | 14 621 | 4 527 |
| Nord-Est | 2005-2006 | 2 905 | 5 865 | 2 048 |
| | 2006-2007 | 2 754 | 5 939 | 1 959 |
| | 2007-2008 | 3 052 | 5 623 | 1 612 |
| | 2008-2009 | 3 192 | 6 117 | 1 489 |
| | 2009-2010 | 2 960 | 6 410 | 1 472 |
| Nord-Ouest | 2005-2006 | 954 | 2 255 | 1 073 |
| | 2006-2007 | 977 | 2 231 | 912 |
| | 2007-2008 | 986 | 2 274 | 982 |
| | 2008-2009 | 969 | 2 015 | 761 |
| | 2009-2010 | 959 | 2 265 | 677 |

## Aperçu des affaires civiles par région (suite)

| Région | Exercice financier | Affaires reçues | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Toronto[4] | 2005-2006 | 30 828 | 59 079 | 31 509 |
| | 2006-2007 | 30 407 | 50 526 | 28 790 |
| | 2007-2008 | 30 675 | 43 932 | 27 199 |
| | 2008-2009 | 32 865 | 53 589 | 28 520 |
| | 2009-2010 | 34 263 | 53 052 | 27 154 |
| Ouest | 2005-2006 | 12 050 | 21 149 | 6 885 |
| | 2006-2007 | 12 736 | 22 426 | 7 107 |
| | 2007-2008 | 12 729 | 23 791 | 6 913 |
| | 2008-2009 | 13 467 | 28 362 | 7 124 |
| | 2009-2010 | 13 923 | 26 267 | 5 934 |
| Ontario | 2005-2006 | 78 898 | 140 276 | 63 149 |
| | 2006-2007 | 82 107 | 136 375 | 57 271 |
| | 2007-2008 | 85 416 | 132 047 | 56 459 |
| | 2008-2009 | 94 307 | 152 034 | 58 869 |
| | 2009-2010 | 97 266 | 150 388 | 55 821 |

1. Les nouvelles procédures incluent tous les nouveaux dossiers qui ont été ouverts, à l'exception des affidavits relatifs aux ventes en bloc, des ordonnances de dédommagement, des évaluations de la relation avocat-client, des demandes visant une dispense des frais, et des affaires concernant les successions non contestées.
2. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements). Bien que les affidavits relatifs aux ventes en bloc, les ordonnances de dédommagement, les évaluations de la relation avocat-client et les demandes visant une dispense des frais ne fassent pas partie des nouvelles procédures, les activités concernant les événements relatifs à ces procédures sont incluses dans le total des événements entendus.
3. Au cours des cinq dernières années, les nombres d'instances introduites et d'événements entendus en droit civil à Ottawa ont augmenté de 85 % et de 24 % respectivement, ce qui s'explique par le fait que les procédures de faillite ont été incluses dans les statistiques de droit civil à partir du 10 décembre 2007, soit au moment où le tribunal de droit civil d'Ottawa a adopté un nouveau système opérationnel. Durant la même période, en excluant les procédures de faillite, le nombre d'instances introduites a augmenté de 1 %, tandis que le nombre d'événements entendus a diminué de 20 %.
4. La diminution de 13 % des événements entendus à Toronto en 2007-2008, et l'augmentation subséquente de 22 % s'expliquent par un changement temporaire dans les pratiques d'entrée de données pour les procédures de faillite et les causes de nature commerciale en 2007-2008. En excluant les procédures de faillite et de nature commerciale, le nombre d'événements entendus à Toronto est demeuré stable entre les exercices 2007-2008 et 2008-2009.
5. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal.

SOURCE : FRANK

## Affaires civiles reçues

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie | 1 340 | 1 649 | 1 598 | 1 801 | 1 660 | 320 | 24 % |
| | Bracebridge | 227 | 189 | 212 | 195 | 207 | -20 | -9 % |
| | Cobourg | 165 | 131 | 163 | 159 | 144 | -21 | -13 % |
| | Lindsay | 211 | 215 | 207 | 188 | 180 | -31 | -15 % |
| | Newmarket | 3 910 | 4 550 | 5 307 | 5 535 | 5 161 | 1 251 | 32 % |
| | Peterborough | 388 | 413 | 385 | 346 | 354 | -34 | -9 % |
| | Whitby | 2 733 | 1 877 | 1 730 | 1 695 | 1 644 | -1 089 | -40 % |
| **Total Centre-Est** | | **8 974** | **9 024** | **9 602** | **9 919** | **9 350** | **376** | **4 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 4 118 | 4 020 | 3 775 | 4 878 | 5 501 | 1 383 | 34 % |
| | Brantford | 468 | 566 | 695 | 870 | 866 | 398 | 85 % |
| | Cayuga | 53 | 82 | 76 | 82 | 66 | 13 | 25 % |
| | Hamilton | 6 334 | 7 199 | 7 578 | 8 816 | 8 997 | 2 663 | 42 % |
| | Milton | 4 958 | 6 894 | 7 596 | 8 126 | 9 326 | 4 368 | 88 % |
| | Orangeville | 573 | 611 | 703 | 893 | 1 010 | 437 | 76 % |
| | Simcoe | 130 | 177 | 188 | 152 | 150 | 20 | 15 % |
| | St. Catharines | 839 | 872 | 986 | 848 | 896 | 57 | 7 % |
| | Welland | 537 | 646 | 587 | 707 | 627 | 90 | 17 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **18 010** | **21 067** | **22 184** | **25 372** | **27 439** | **9 429** | **52 %** |
| Est | Belleville | 353 | 383 | 351 | 391 | 361 | 8 | 2 % |
| | Brockville | 165 | 182 | 196 | 175 | 176 | 11 | 7 % |
| | Cornwall | 175 | 170 | 209 | 223 | 254 | 79 | 45 % |
| | Kingston | 547 | 511 | 463 | 497 | 495 | -52 | -10 % |
| | L'Orignal | 50 | 81 | 65 | 72 | 80 | 30 | 60 % |
| | Napanee | 32 | 42 | 34 | 27 | 37 | 5 | 16 % |
| | Ottawa[2] | 3 607 | 3 512 | 4 587 | 6 839 | 6 671 | 3 064 | 85 % |
| | Pembroke | 126 | 149 | 155 | 173 | 153 | 27 | 21 % |
| | Perth | 93 | 73 | 103 | 100 | 117 | 24 | 26 % |
| | Picton | 29 | 39 | 25 | 26 | 28 | -1 | -3 % |
| **Total Est** | | **5 177** | **5 142** | **6 188** | **8 523** | **8 372** | **3 195** | **62 %** |
| Nord-Est | Cochrane (y compris Timmins) | 375 | 454 | 369 | 419 | 342 | -33 | -9 % |
| | Gore Bay | 32 | 33 | 17 | 22 | 29 | -3 | -9 % |
| | Haileybury | 99 | 115 | 136 | 118 | 85 | -14 | -14 % |
| | North Bay | 303 | 260 | 291 | 337 | 255 | -48 | -16 % |
| | Parry Sound | 110 | 128 | 128 | 111 | 94 | -16 | -15 % |
| | Sault Ste. Marie | 335 | 363 | 396 | 411 | 354 | 19 | 6 % |
| | Sudbury | 1 651 | 1 401 | 1 715 | 1 774 | 1 801 | 150 | 9 % |
| **Total Nord-Est** | | **2 905** | **2 754** | **3 052** | **3 192** | **2 960** | **55** | **2 %** |

## Affaires civiles reçues (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nord-Ouest | Fort Frances | 27 | 26 | 21 | 29 | 19 | -8 | -30 % |
| | Kenora | 160 | 136 | 167 | 184 | 126 | -34 | -21 % |
| | Thunder Bay | 767 | 815 | 798 | 756 | 814 | 47 | 6 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **954** | **977** | **986** | **969** | **959** | **5** | **1 %** |
| Toronto | Cour supérieure de justice de Toronto | 30 828 | 30 407 | 30 675 | 32 865 | 34 263 | 3 435 | 11 % |
| **Total Toronto** | | **30 828** | **30 407** | **30 675** | **32 865** | | **2 037** | **7 %** |
| Ouest | Chatham | 317 | 286 | 300 | 294 | 270 | -47 | -15 % |
| | Goderich | 88 | 95 | 87 | 95 | 76 | -12 | -14 % |
| | Guelph | 388 | 438 | 419 | 546 | 463 | 75 | 19 % |
| | Kitchener | 1 731 | 1 791 | 1 755 | 2 095 | 2 152 | 421 | 24 % |
| | London | 6 475 | 7 012 | 7 239 | 7 506 | 8 347 | 1 872 | 29 % |
| | Owen Sound | 249 | 339 | 252 | 257 | 270 | 21 | 8 % |
| | Sarnia | 329 | 312 | 287 | 277 | 266 | -63 | -19 % |
| | St. Thomas | 131 | 122 | 192 | 110 | 99 | -32 | -24 % |
| | Stratford | 187 | 150 | 138 | 145 | 112 | -75 | -40 % |
| | Walkerton | 115 | 98 | 113 | 99 | 82 | -33 | -29 % |
| | Windsor | 1 863 | 1 936 | 1 769 | 1 853 | 1 606 | -257 | -14 % |
| | Woodstock | 177 | 157 | 177 | 190 | 180 | 3 | 2 % |
| **Total Ouest** | | **12 050** | **12 736** | **12 728** | **13 467** | **13 923** | **1 873** | **16 %** |
| **Total Ontario** | | **78 898** | **82 107** | **85 416** | **94 307** | **97 266** | **18 368** | **23 %** |

1. Les nouvelles procédures incluent tous les nouveaux dossiers qui ont été ouverts, à l'exception des affidavits relatifs aux ventes en bloc, des ordonnances de dédommagement, des évaluations de la relation avocat-client, des demandes visant une dispense des frais, et des affaires concernant les successions non contestées.
2. Au cours des cinq dernières années, les nombres d'instances introduites et d'événements entendus en droit civil à Ottawa ont augmenté de 85 % et de 24 % respectivement, ce qui s'explique par le fait que les procédures de faillite ont été incluses dans les statistiques de droit civil à partir du 10 décembre 2007, soit au moment où le tribunal de droit civil d'Ottawa a adopté un nouveau système opérationnel. Durant la même période, en excluant les procédures de faillite, le nombre d'instances introduites a augmenté de 1 %, tandis que le nombre d'événements entendus a diminué de 20 %.

SOURCE : FRANK

## Événements entendus en droit civil

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie | 2 899 | 3 403 | 3 354 | 2 674 | 2 716 | -183 | -6 % |
| | Bracebridge | 360 | 523 | 409 | 487 | 398 | 38 | 11 % |
| | Cobourg | 215 | 223 | 243 | 270 | 290 | 75 | 35 % |
| | Lindsay | 415 | 404 | 440 | 436 | 436 | 21 | 5 % |
| | Newmarket | 6 919 | 7 583 | 7 949 | 8 875 | 8 551 | 1 632 | 24 % |
| | Peterborough | 525 | 590 | 666 | 704 | 581 | 56 | 11 % |
| | Whitby | 3 748 | 3 415 | 3 457 | 3 516 | 3 668 | -80 | -2 % |
| **Total Centre-Est** | | **15 081** | **16 141** | **16 518** | **16 962** | **16 640** | **1 559** | **10 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 6 360 | 6 647 | 6 517 | 6 620 | 6 625 | 265 | 4 % |
| | Brantford | 764 | 775 | 905 | 1 088 | 988 | 224 | 29 % |
| | Cayuga | 149 | 238 | 175 | 183 | 174 | 25 | 17 % |
| | Hamilton | 9 710 | 10 469 | 12 468 | 13 010 | 13 501 | 3 791 | 39 % |
| | Milton | 3 142 | 3 623 | 3 724 | 4 668 | 4 782 | 1 640 | 52 % |
| | Orangeville | 484 | 473 | 542 | 679 | 668 | 184 | 38 % |
| | Simcoe | 377 | 408 | 427 | 487 | 434 | 57 | 15 % |
| | St. Catharines | 1 966 | 1 722 | 2 022 | 2 367 | 2 529 | 563 | 29 % |
| | Welland | 1 182 | 1 296 | 1 364 | 1 322 | 1 432 | 250 | 21 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **24 134** | **25 651** | **28 144** | **30 424** | **31 133** | **6 999** | **29 %** |
| Est | Belleville | 886 | 848 | 873 | 889 | 820 | -66 | -7 % |
| | Brockville | 343 | 403 | 427 | 407 | 388 | 45 | 13 % |
| | Cornwall | 201 | 161 | 237 | 223 | 237 | 36 | 18 % |
| | Kingston | 1 033 | 1 049 | 1 031 | 873 | 841 | -192 | -19 % |
| | L'Orignal | 137 | 163 | 81 | 117 | 98 | -39 | -28 % |
| | Napanee | 53 | 57 | 88 | 44 | 33 | -20 | -38 % |
| | Ottawa[2] | 9 429 | 10 196 | 8 455 | 11 443 | 11 660 | 2 231 | 24 % |
| | Pembroke | 374 | 325 | 344 | 394 | 360 | -14 | -4 % |
| | Perth | 185 | 180 | 148 | 122 | 129 | -56 | -30 % |
| | Picton | 72 | 79 | 81 | 53 | 55 | -17 | -24 % |
| **Total Est** | | **12 713** | **13 461** | **11 765** | **14 565** | **14 621** | **1 908** | **15 %** |
| Nord-Est | Cochrane (y compris Timmins) | 1 015 | 1 075 | 998 | 1 005 | 926 | -89 | -9 % |
| | Gore Bay | 39 | 44 | 49 | 29 | 60 | 21 | 54 % |
| | Haileybury | 198 | 285 | 257 | 231 | 250 | 52 | 26 % |
| | North Bay | 939 | 927 | 657 | 787 | 779 | -160 | -17 % |
| | Parry Sound | 182 | 161 | 132 | 176 | 201 | 19 | 10 % |
| | Sault Ste. Marie | 869 | 777 | 861 | 921 | 1 049 | 180 | 21 % |
| | Sudbury | 2 623 | 2 670 | 2 669 | 2 968 | 3 145 | 522 | 20 % |
| **Total Nord-Est** | | **5 865** | **5 939** | **5 623** | **6 117** | **6 410** | **545** | **9 %** |

## Événements entendus en droit civil (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nord-Ouest | Fort Frances | 46 | 45 | 64 | 44 | 64 | 18 | 39 % |
| | Kenora | 476 | 396 | 355 | 399 | 381 | -95 | -20 % |
| | Thunder Bay | 1 733 | 1 790 | 1 855 | 1 572 | 1 820 | 87 | 5 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **2 255** | **2 231** | **2 274** | **2 015** | **2 265** | **10** | **0 %** |
| Toronto[3] | Cour supérieure de justice de Toronto | 59 079 | 50 526 | 43 932 | 53 589 | 53 052 | -6 027 | -10 % |
| **Total Toronto** | | **59 079** | **50 526** | **43 932** | **53 589** | **53 052** | **-6 027** | **-10 %** |
| Ouest | Chatham | 930 | 809 | 974 | 951 | 797 | -133 | -14 % |
| | Goderich | 172 | 202 | 168 | 255 | 199 | 27 | 16 % |
| | Guelph | 817 | 910 | 919 | 1 280 | 1 130 | 313 | 38 % |
| | Kitchener | 3 004 | 3 480 | 3 755 | 3 884 | 3 777 | 773 | 26 % |
| | London | 8 786 | 9 114 | 10 675 | 13 278 | 13 052 | 4 266 | 49 % |
| | Owen Sound | 387 | 421 | 399 | 468 | 472 | 85 | 22 % |
| | Sarnia | 675 | 675 | 655 | 566 | 559 | -116 | -17 % |
| | St. Thomas | 218 | 224 | 391 | 398 | 298 | 80 | 37 % |
| | Stratford | 300 | 386 | 343 | 269 | 269 | -31 | -10 % |
| | Walkerton | 234 | 182 | 158 | 162 | 130 | -104 | -44 % |
| | Windsor | 5 395 | 5 704 | 5 075 | 6 518 | 5 240 | -155 | -3 % |
| | Woodstock | 231 | 319 | 279 | 333 | 344 | 113 | 49 % |
| **Total Ouest** | | **21 149** | **22 426** | **23 791** | **28 362** | **26 267** | **5 118** | **24 %** |
| **Total Ontario** | | **140 276** | **136 375** | **132 047** | **152 034** | **150 388** | **10 112** | **7 %** |

1. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements). Bien que les affidavits relatifs aux ventes en bloc, les ordonnances de dédommagement, les évaluations de la relation avocat-client et les demandes visant une dispense des frais ne fassent pas partie des nouvelles procédures, les activités concernant les événements relatifs à ces procédures sont incluses dans le total des événements entendus.
2. Au cours des cinq dernières années, les nombres d'instances introduites et d'événements entendus en droit civil à Ottawa ont augmenté de 85 % et de 24 % respectivement , ce qui s'explique par le fait que les procédures de faillite ont été incluses dans les statistiques de droit civil à partir du 10 décembre 2007, soit au moment où le tribunal de droit civil d'Ottawa a adopté un nouveau système opérationnel. Durant la même période, en excluant les procédures de faillite le nombre d'instances introduites a augmenté de 1 %, tandis que le nombre d'événements entendus a diminué de 20 %.
3. La diminution de 13 % des événements entendus à Toronto en 2007-2008 et l'augmentation subséquente de 22 % s'expliquent par un changement temporaire dans les pratiques d'entrée de données pour les procédures de faillite et les causes de nature commerciale en 2007-2008. En excluant les procédures de faillite et de nature commerciale, le nombre d'événements entendus à Toronto est demeuré stable entre les exercices 2007-2008 et 2008-2009.

SOURCE : FRANK

## Cour de justice de l'Ontario : aperçu des affaires pénales par région

| Région | Exercice financier | Accusations reçues | Décisions rendues | Accusations en instance | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | 2005-2006 | 96 131 | 96 406 | 44 884 | 861 386 | 51 696 |
| | 2006-2007 | 103 393 | 95 894 | 50 786 | 930 684 | 51 172 |
| | 2007-2008 | 101 472 | 102 398 | 48 169 | 987 606 | 53 344 |
| | 2008-2009 | 106 358 | 104 522 | 49 101 | 965 247 | 53 360 |
| | 2009-2010 | 105 840 | 109 837 | 45 383 | 929 790 | 56 132 |
| Centre-Ouest | 2005-2006 | 100 137 | 95 836 | 48 365 | 859 015 | 51 966 |
| | 2006-2007 | 99 571 | 96 062 | 50 912 | 917 084 | 53 018 |
| | 2007-2008 | 97 346 | 96 143 | 49 799 | 914 090 | 55 675 |
| | 2008-2009 | 96 470 | 93 847 | 51 857 | 906 175 | 55 782 |
| | 2009-2010 | 96 080 | 96 632 | 50 009 | 875 506 | 56 220 |
| Est | 2005-2006 | 78 741 | 78 981 | 33 007 | 652 018 | 33 617 |
| | 2006-2007 | 83 219 | 79 889 | 35 135 | 696 602 | 31 484 |
| | 2007-2008 | 80 551 | 79 816 | 34 295 | 698 290 | 32 829 |
| | 2008-2009 | 88 930 | 84 988 | 37 180 | 771 317 | 33 521 |
| | 2009-2010 | 85 744 | 86 717 | 34 817 | 745 268 | 33 844 |
| Nord-Est | 2005-2006 | 40 260 | 39 106 | 15 370 | 284 446 | 15 288 |
| | 2006-2007 | 42 261 | 41 306 | 15 532 | 314 908 | 15 917 |
| | 2007-2008 | 44 934 | 42 312 | 16 077 | 329 524 | 16 079 |
| | 2008-2009 | 46 866 | 46 882 | 16 241 | 347 081 | 16 069 |
| | 2009-2010 | 45 222 | 44 994 | 16 261 | 321 677 | 16 141 |
| Nord-Ouest | 2005-2006 | 20 086 | 18 568 | 7 398 | 122 417 | 6 730 |
| | 2006-2007 | 20 827 | 20 394 | 7 073 | 138 397 | 7 136 |
| | 2007-2008 | 20 301 | 19 629 | 7 105 | 134 558 | 6 621 |
| | 2008-2009 | 22 179 | 21 930 | 6 881 | 143 630 | 7 762 |
| | 2009-2010 | 23 284 | 23 002 | 7 109 | 142 537 | 7 785 |
| Toronto | 2005-2006 | 142 804 | 130 684 | 73 452 | 1 592 856 | 73 432 |
| | 2006-2007 | 146 572 | 138 363 | 77 758 | 1 700 010 | 73 669 |
| | 2007-2008 | 147 233 | 135 380 | 82 263 | 1 674 801 | 73 207 |
| | 2008-2009 | 146 543 | 142 421 | 82 143 | 1 702 500 | 76 152 |
| | 2009-2010 | 143 641 | 137 812 | 81 322 | 1 555 113 | 75 321 |

## Cour de justice de l'Ontario : aperçu des affaires pénales par région (suite)

| Région | Exercice financier | Accusations reçues | Décisions rendues | Accusations en instance | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Ouest | 2005-2006 | 95 487 | 92 289 | 35 859 | 753 914 | 44 890 |
| | 2006-2007 | 102 194 | 99 273 | 37 777 | 801 129 | 45 315 |
| | 2007-2008 | 103 774 | 102 858 | 37 954 | 848 503 | 46 326 |
| | 2008-2009 | 103 976 | 101 170 | 40 833 | 851 845 | 45 741 |
| | 2009-2010 | 102 471 | 103 162 | 40 337 | 833 370 | 46 955 |
| Ontario | 2005-2006 | 573 646 | 551 870 | 258 335 | 5 126 052 | 277 619 |
| | 2006-2007 | 598 037 | 571 181 | 274 973 | 5 498 814 | 277 711 |
| | 2007-2008 | 595 611 | 578 536 | 275 662 | 5 587 372 | 284 080 |
| | 2008-2009 | 611 322 | 595 760 | 284 236 | 5 687 795 | 288 386 |
| | 2009-2010 | 602 282 | 602 156 | 275 238 | 5 403 261 | 292 398 |

1. Les instances pénales reçues et réglées sont des accusations criminelles portées contre des particuliers. Il est possible que plusieurs accusations soient portées contre un accusé dans une même « affaire ». Il y a environ deux accusations par affaire.
2. Les accusations reçues ont été rectifiées pour les besoins des renvois.
3. Les accusations en instance sont des accusations en cours dont la date d'instruction est fixée à compter du dernier jour du mois. Par exemple si un mandat d'amener est émis contre un particulier aucune journée d'audience à venir ne sera inscrite au rôle avant que le mandat d'amener n'ait été exécuté. Par conséquent ces accusations sont traitées comme des « instances inactives » et n'entrent pas dans le total des accusations en instance.
4. Les événements entendus au criminel à la Cour de justice de l'Ontario sont recueillis pour chaque accusation portée devant le tribunal. Par exemple si un particulier a été accusé de deux infractions, la base de données sur les tribunaux indiquera deux événements pour chaque comparution. Les événements entendus incluent les procès, les conférences préparatoires aux procès les audiences relatives à une motion, les audiences sur la libération sous caution, les enquêtes préliminaires et les autres audiences.
5. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal.

SOURCE : ICON

## Cour de justice de l'Ontario : accusations reçues au criminel

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie | 18 109 | 18 037 | 18 736 | 19 462 | 19 018 | 909 | 5 % |
| | Bracebridge | 3 581 | 3 921 | 4 056 | 3 330 | 3 196 | -385 | -11 % |
| | Cobourg | 3 988 | 4 235 | 4 758 | 4 197 | 3 885 | -103 | -3 % |
| | Lindsay | 5 922 | 6 156 | 6 016 | 6 609 | 5 799 | -123 | -2 % |
| | Newmarket | 27 049 | 29 261 | 29 608 | 31 167 | 32 308 | 5 259 | 19 % |
| | Orillia | 3 320 | 3 633 | 3 654 | 3 728 | 4 020 | 700 | 21 % |
| | Oshawa | 26 601 | 29 793 | 27 562 | 30 929 | 30 956 | 4 355 | 16 % |
| | Peterborough | 7 561 | 8 357 | 7 082 | 6 936 | 6 658 | -903 | -12 % |
| **Total Centre-Est** | | **96 131** | **103 393** | **101 472** | **106 358** | **105 840** | **9 709** | **10 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 40 568 | 40 788 | 37 011 | 34 897 | 35 700 | -4 868 | -12 % |
| | Brantford | 7 713 | 8 140 | 8 620 | 7 713 | 8 495 | 782 | 10 % |
| | Cayuga | 1 569 | 1 897 | 2 143 | 1 969 | 1 885 | 316 | 20 % |
| | Hamilton | 19 652 | 18 909 | 19 397 | 19 270 | 19 996 | 344 | 2 % |
| | Milton | 9 330 | 8 982 | 9 946 | 10 697 | 9 943 | 613 | 7 % |
| | Orangeville | 4 884 | 4 839 | 4 894 | 5 095 | 4 065 | -819 | -17 % |
| | Simcoe | 3 023 | 3 008 | 2 518 | 2 554 | 2 377 | -646 | -21 % |
| | St. Catharines | 11 357 | 11 125 | 11 176 | 12 196 | 11 649 | 292 | 3 % |
| | Welland | 2 041 | 1 883 | 1 641 | 2 079 | 1 970 | -71 | -3 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **100 137** | **99 571** | **97 346** | **96 470** | **96 080** | **-4 057** | **-4 %** |
| Est | Belleville | 6 305 | 6 501 | 5 728 | 7 354 | 6 570 | 265 | 4 % |
| | Brockville | 5 125 | 4 759 | 5 306 | 6 402 | 5 996 | 871 | 17 % |
| | Cornwall | 7 843 | 8 212 | 7 824 | 8 900 | 8 571 | 728 | 9 % |
| | Kingston | 7 823 | 7 151 | 7 174 | 7 829 | 8 148 | 325 | 4 % |
| | L'Orignal | 2 685 | 3 136 | 3 114 | 2 957 | 3 378 | 693 | 26 % |
| | Napanee | 2 404 | 2 493 | 2 932 | 2 611 | 2 754 | 350 | 15 % |
| | Ottawa | 36 863 | 39 783 | 37 577 | 42 058 | 40 617 | 3 754 | 10 % |
| | Pembroke | 4 533 | 5 273 | 4 939 | 4 963 | 4 863 | 330 | 7 % |
| | Perth | 4 197 | 4 795 | 4 927 | 4 911 | 3 987 | -210 | -5 % |
| | Picton | 963 | 1 116 | 1 030 | 945 | 860 | -103 | -11 % |
| **Total Est** | | **78 741** | **83 219** | **80 551** | **88 930** | **85 744** | **7 003** | **9 %** |
| Nord-Est | Cochrane | 2 287 | 2 313 | 3 235 | 3 345 | 3 099 | 812 | 36 % |
| | Elliot Lake | 1 006 | 898 | 799 | 830 | 905 | -101 | -10 % |
| | Espanola | 595 | 629 | 828 | 855 | 738 | 143 | 24 % |
| | Gore Bay | 1 370 | 1 472 | 1 757 | 1 520 | 1 898 | 528 | 39 % |
| | Haileybury | 2 307 | 2 001 | 2 625 | 2 644 | 2 570 | 263 | 11 % |
| | Kirkland Lake | 393 | 343 | 479 | 631 | 685 | 292 | 74 % |
| | North Bay | 5 649 | 5 741 | 5 479 | 6 113 | 5 852 | 203 | 4 % |
| | Parry Sound | 2 481 | 2 545 | 2 429 | 2 928 | 3 563 | 1 082 | 44 % |

## Cour de justice de l'Ontario : accusations reçues au criminel (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sault Ste. Marie | 7 204 | 7 998 | 7 843 | 7 789 | 6 384 | -820 | -11 % |
| | Sudbury | 12 328 | 13 110 | 14 151 | 15 233 | 13 761 | 1 433 | 12 % |
| | Timmins | 4 638 | 5 211 | 5 309 | 4 978 | 5 767 | 1 129 | 24 % |
| **Total Nord-Est** | | **40 258** | **42 261** | **44 934** | **46 866** | **45 222** | **4 964** | **12 %** |
| Nord-Ouest | Dryden | 3 321 | 3 548 | 3 746 | 4 852 | 4 956 | 1 635 | 49 % |
| | Fort Frances | 1 324 | 1 483 | 1 315 | 1 281 | 1 087 | -237 | -18 % |
| | Kenora | 4 715 | 4 900 | 5 181 | 5 094 | 5 781 | 1 066 | 23 % |
| | Thunder Bay | 10 726 | 10 896 | 10 059 | 10 952 | 11 460 | 734 | 7 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **20 086** | **20 827** | **20 301** | **22 179** | **23 284** | **3 198** | **16 %** |
| Toronto | 1000, avenue Finch Ouest | 26 544 | 23 698 | 23 832 | 23 544 | 25 240 | -1 304 | -5 % |
| | 1911, avenue Eglinton | 26 718 | 29 248 | 29 607 | 27 669 | 27 160 | 442 | 2 % |
| | 2201, avenue Finch Ouest | 22 320 | 25 462 | 24 067 | 22 909 | 25 429 | 3 109 | 14 % |
| | 311, rue Jarvis | 5 703 | 4 828 | 5 765 | 5 983 | 5 085 | -618 | -11 % |
| | College Park | 17 062 | 17 563 | 20 812 | 23 474 | 20 848 | 3 786 | 22 % |
| | Old City Hall | 44 457 | 45 773 | 43 150 | 42 964 | 39 879 | -4 578 | -10 % |
| **Total Toronto** | | **142 804** | **146 572** | **147 233** | **146 543** | **143 641** | **837** | **1 %** |
| Ouest | Chatham | 6 145 | 6 672 | 6 229 | 6 524 | 7 070 | 925 | 15 % |
| | Goderich | 2 102 | 2 322 | 2 568 | 2 373 | 2 439 | 337 | 16 % |
| | Guelph | 6 505 | 6 335 | 6 744 | 7 074 | 7 154 | 649 | 10 % |
| | Kitchener | 21 608 | 22 637 | 24 238 | 24 772 | 24 221 | 2 613 | 12 % |
| | London | 18 794 | 21 820 | 21 654 | 22 949 | 21 291 | 2 497 | 13 % |
| | Owen Sound | 3 158 | 3 494 | 3 719 | 3 747 | 4 185 | 1 027 | 33 % |
| | Sarnia | 6 937 | 8 410 | 8 581 | 8 389 | 8 342 | 1 405 | 20 % |
| | St. Thomas | 3 727 | 3 752 | 3 781 | 3 839 | 3 454 | -273 | -7 % |
| | Stratford | 2 824 | 2 689 | 2 620 | 2 522 | 2 430 | -394 | -14 % |
| | Walkerton | 2 715 | 3 015 | 3 225 | 2 731 | 2 552 | -163 | -6 % |
| | Windsor | 16 388 | 16 870 | 16 088 | 14 585 | 15 136 | -1 252 | -8 % |
| | Woodstock | 4 584 | 4 178 | 4 327 | 4 471 | 4 197 | -387 | -8 % |
| **Total Ouest** | | **95 487** | **102 194** | **103 774** | **103 976** | **102 471** | **6 984** | **7 %** |
| **Total Ontario** | | **573 644** | **598 037** | **595 611** | **611 322** | **602 282** | **28 638** | **5 %** |

1. Les instances pénales reçues et réglées sont des accusations criminelles portées contre des particuliers. Il est possible que plusieurs accusations soient portées contre un accusé dans une même « affaire ». Il y a environ deux accusations par affaire.
2. Les accusations reçues ont été rectifiées pour les besoins des renvois.

SOURCE : ICON

## Cour de justice de l'Ontario : accusations au criminel à l'égard desquelles une décision a été rendue

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie | 19 467 | 18 847 | 17 742 | 18 981 | 18 858 | -609 | -3 % |
| | Bracebridge | 3 584 | 3 628 | 3 421 | 3 538 | 3 566 | -18 | -1 % |
| | Cobourg | 3 686 | 3 996 | 4 405 | 4 596 | 4 036 | 350 | 9 % |
| | Lindsay | 5 483 | 6 035 | 6 182 | 6 457 | 6 721 | 1 238 | 23 % |
| | Newmarket | 26 885 | 26 780 | 30 247 | 30 037 | 33 666 | 6 781 | 25 % |
| | Orillia | 2 980 | 3 229 | 3 599 | 3 807 | 3 691 | 711 | 24 % |
| | Oshawa | 26 817 | 26 250 | 28 384 | 30 104 | 31 688 | 4 871 | 18 % |
| | Peterborough | 7 504 | 7 129 | 8 418 | 7 002 | 7 611 | 107 | 1 % |
| **Total Centre-Est** | | **96 406** | **95 894** | **102 398** | **104 522** | **109 837** | **13 431** | **14 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 37 173 | 38 084 | 38 560 | 34 333 | 35 234 | -1 939 | -5 % |
| | Brantford | 7 562 | 7 919 | 8 145 | 7 432 | 8 128 | 566 | 7 % |
| | Cayuga | 1 736 | 1 640 | 1 928 | 1 958 | 1 781 | 45 | 3 % |
| | Hamilton | 20 227 | 19 109 | 18 650 | 18 607 | 19 998 | -229 | -1 % |
| | Milton | 8 507 | 8 676 | 9 179 | 10 462 | 10 214 | 1 707 | 20 % |
| | Orangeville | 4 166 | 4 657 | 4 551 | 4 875 | 4 841 | 675 | 16 % |
| | Simcoe | 3 074 | 3 063 | 2 529 | 2 378 | 2 573 | -501 | -16 % |
| | St. Catharines | 11 363 | 11 158 | 10 804 | 11 962 | 11 765 | 402 | 4 % |
| | Welland | 2 028 | 1 756 | 1 797 | 1 840 | 2 098 | 70 | 3 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **95 836** | **96 062** | **96 143** | **93 847** | **96 632** | **796** | **1 %** |
| Est | Belleville | 6 579 | 6 226 | 5 662 | 6 629 | 6 905 | 326 | 5 % |
| | Brockville | 4 756 | 4 817 | 4 758 | 6 138 | 5 956 | 1 200 | 25 % |
| | Cornwall | 7 547 | 7 242 | 8 163 | 8 551 | 8 821 | 1 274 | 17 % |
| | Kingston | 7 944 | 7 330 | 7 094 | 7 340 | 7 828 | -116 | -1 % |
| | L'Orignal | 2 639 | 2 547 | 3 334 | 3 106 | 3 142 | 503 | 19 % |
| | Napanee | 2 541 | 2 488 | 2 753 | 2 550 | 2 616 | 75 | 3 % |
| | Ottawa | 37 932 | 38 299 | 37 741 | 39 464 | 41 394 | 3 462 | 9 % |
| | Pembroke | 4 020 | 5 453 | 4 838 | 5 246 | 4 917 | 897 | 22 % |
| | Perth | 4 013 | 4 379 | 4 451 | 5 123 | 4 181 | 168 | 4 % |
| | Picton | 1 010 | 1 108 | 1 022 | 841 | 957 | -53 | -5 % |
| **Total Est** | | **78 981** | **79 889** | **79 816** | **84 988** | **86 717** | **7 736** | **10 %** |
| Nord-Est | Cochrane | 2 205 | 2 229 | 2 280 | 3 499 | 3 447 | 1 242 | 56 % |
| | Elliot Lake | 891 | 793 | 851 | 786 | 894 | 3 | 0 % |
| | Espanola | 585 | 726 | 710 | 735 | 843 | 258 | 44 % |
| | Gore Bay | 1 272 | 1 434 | 1 631 | 1 654 | 1 619 | 347 | 27 % |
| | Haileybury | 1 713 | 1 984 | 2 157 | 2 555 | 2 778 | 1 065 | 62 % |
| | Kirkland Lake | 327 | 404 | 305 | 558 | 657 | 330 | 101 % |
| | North Bay | 5 682 | 5 343 | 5 291 | 5 719 | 5 857 | 175 | 3 % |
| | Parry Sound | 2 758 | 2 679 | 2 480 | 2 971 | 3 178 | 420 | 15 % |

## Cour de justice de l'Ontario : accusations au criminel à l'égard desquelles une décision a été rendue (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sault Ste. Marie | 6 933 | 8 049 | 7 831 | 7 958 | 6 494 | -439 | -6 % |
| | Sudbury | 12 186 | 12 635 | 13 832 | 15 329 | 13 927 | 1 741 | 14 % |
| | Timmins | 4 552 | 5 030 | 4 944 | 5 118 | 5 300 | 748 | 16 % |
| **Total Nord-Est** | | **39 104** | **41 306** | **42 312** | **46 882** | **44 994** | **5 890** | **15 %** |
| Nord-Ouest | Dryden | 3 301 | 3 559 | 3 603 | 4 537 | 4 730 | 1 429 | 43 % |
| | Fort Frances | 1 286 | 1 178 | 1 437 | 1 345 | 1 147 | -139 | -11 % |
| | Kenora | 4 257 | 4 620 | 5 141 | 5 180 | 5 722 | 1 465 | 34 % |
| | Thunder Bay | 9 724 | 11 037 | 9 448 | 10 868 | 11 403 | 1 679 | 17 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **18 568** | **20 394** | **19 629** | **21 930** | **23 002** | **4 434** | **24 %** |
| Toronto | 1000, avenue Finch Ouest | 25 039 | 22 777 | 24 446 | 23 137 | 25 118 | 79 | 0 % |
| | 1911, avenue Eglinton | 23 463 | 26 530 | 27 625 | 28 024 | 26 279 | 2 816 | 12 % |
| | 2201, avenue Finch Ouest | 22 603 | 23 753 | 21 174 | 24 740 | 23 057 | 454 | 2 % |
| | 311, rue Jarvis | 4 998 | 5 780 | 5 203 | 5 544 | 5 283 | 285 | 6 % |
| | College Park | 18 360 | 16 230 | 17 925 | 20 325 | 21 115 | 2 755 | 15 % |
| | Old City Hall | 36 221 | 43 293 | 39 007 | 40 651 | 36 960 | 739 | 2 % |
| **Total Toronto** | | **130 684** | **138 363** | **135 380** | **142 421** | **137 812** | **7 128** | **5 %** |
| Ouest | Chatham | 5 568 | 6 327 | 6 333 | 5 562 | 6 080 | 512 | 9 % |
| | Goderich | 1 951 | 2 150 | 2 254 | 2 458 | 2 387 | 436 | 22 % |
| | Guelph | 5 879 | 6 488 | 6 269 | 6 706 | 7 522 | 1 643 | 28 % |
| | Kitchener | 20 947 | 21 162 | 23 604 | 23 941 | 24 742 | 3 795 | 18 % |
| | London | 18 632 | 20 278 | 22 719 | 21 596 | 22 764 | 4 132 | 22 % |
| | Owen Sound | 3 317 | 3 232 | 3 722 | 3 765 | 3 803 | 486 | 15 % |
| | Sarnia | 6 203 | 7 357 | 8 792 | 7 863 | 8 112 | 1 909 | 31 % |
| | St. Thomas | 3 568 | 3 719 | 3 595 | 4 030 | 3 948 | 380 | 11 % |
| | Stratford | 2 938 | 2 716 | 2 573 | 2 511 | 2 336 | -602 | -20 % |
| | Walkerton | 2 317 | 3 009 | 3 212 | 2 927 | 2 616 | 299 | 13 % |
| | Windsor | 16 786 | 18 176 | 15 328 | 15 177 | 14 674 | -2 112 | -13 % |
| | Woodstock | 4 183 | 4 659 | 4 457 | 4 634 | 4 178 | -5 | 0 % |
| **Total Ouest** | | **92 289** | **99 273** | **102 858** | **101 170** | **103 162** | **10 873** | **12 %** |
| **Total Ontario** | | **551 868** | **571 181** | **578 536** | **595 760** | **602 156** | **50 288** | **9 %** |

1. Les instances pénales reçues et réglées sont des accusations criminelles portées contre des particuliers. Il est possible que plusieurs accusations soient portées contre un accusé dans une même « affaire ». Il y a environ deux accusations par affaire.

SOURCE : ICON

## Cour de justice de l'Ontario : accusations en instance au criminel

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie | 8 093 | 6 999 | 7 582 | 7 607 | 7 729 | -364 | -4 % |
| | Bracebridge | 1 112 | 1 262 | 1 553 | 1 377 | 963 | -149 | -13 % |
| | Cobourg | 1 789 | 1 979 | 2 149 | 1 495 | 1 277 | -512 | -29 % |
| | Lindsay | 3 115 | 3 141 | 2 858 | 3 079 | 2 287 | -828 | -27 % |
| | Newmarket | 14 371 | 16 441 | 15 208 | 16 096 | 14 282 | -89 | -1 % |
| | Orillia | 1 208 | 1 453 | 1 376 | 1 317 | 1 557 | 349 | 29 % |
| | Oshawa | 11 317 | 14 426 | 13 632 | 14 477 | 14 301 | 2 984 | 26 % |
| | Peterborough | 3 879 | 5 085 | 3 811 | 3 653 | 2 987 | -892 | -23 % |
| **Total Centre-Est** | | **44 884** | **50 786** | **48 169** | **49 101** | **45 383** | **499** | **1 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 22 737 | 24 813 | 21 313 | 21 227 | 20 776 | -1 961 | -9 % |
| | Brantford | 3 480 | 3 477 | 3 868 | 4 131 | 4 400 | 920 | 26 % |
| | Cayuga | 414 | 636 | 905 | 921 | 977 | 563 | 136 % |
| | Hamilton | 6 934 | 6 720 | 7 520 | 8 558 | 8 526 | 1 592 | 23 % |
| | Milton | 5 006 | 5 355 | 6 014 | 6 143 | 5 822 | 816 | 16 % |
| | Orangeville | 2 213 | 2 309 | 2 503 | 2 682 | 1 885 | -328 | -15 % |
| | Simcoe | 1 071 | 985 | 966 | 1 141 | 971 | -100 | -9 % |
| | St. Catharines | 5 522 | 5 451 | 5 746 | 5 893 | 5 597 | 75 | 1 % |
| | Welland | 988 | 1 166 | 964 | 1 161 | 1 055 | 67 | 7 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **48 365** | **50 912** | **49 799** | **51 857** | **50 009** | **1 644** | **3 %** |
| Est | Belleville | 1 877 | 2 026 | 1 844 | 2 409 | 2 043 | 166 | 9 % |
| | Brockville | 2 393 | 2 127 | 2 455 | 2 568 | 2 406 | 13 | 1 % |
| | Cornwall | 4 081 | 4 769 | 4 426 | 4 690 | 4 460 | 379 | 9 % |
| | Kingston | 2 881 | 2 648 | 2 644 | 3 085 | 3 174 | 293 | 10 % |
| | L'Orignal | 995 | 1 505 | 1 218 | 1 090 | 1 036 | 41 | 4 % |
| | Napanee | 508 | 470 | 640 | 648 | 774 | 266 | 52 % |
| | Ottawa | 16 450 | 17 706 | 16 835 | 18 849 | 17 644 | 1 194 | 7 % |
| | Pembroke | 2 189 | 1 873 | 1 984 | 1 737 | 1 634 | -555 | -25 % |
| | Perth | 1 294 | 1 687 | 1 971 | 1 734 | 1 389 | 95 | 7 % |
| | Picton | 339 | 324 | 278 | 370 | 257 | -82 | -24 % |
| **Total Est** | | **33 007** | **35 135** | **34 295** | **37 180** | **34 817** | **1 810** | **5 %** |
| Nord-Est | Cochrane | 779 | 806 | 999 | 1 395 | 870 | 91 | 12 % |
| | Elliot Lake | 411 | 502 | 446 | 554 | 548 | 137 | 33 % |
| | Espanola | 362 | 263 | 389 | 503 | 402 | 40 | 11 % |
| | Gore Bay | 503 | 503 | 656 | 599 | 825 | 322 | 64 % |
| | Haileybury | 1 190 | 1 142 | 1 394 | 1 268 | 1 170 | -20 | -2 % |
| | Kirkland Lake | 161 | 109 | 265 | 310 | 278 | 117 | 73 % |
| | North Bay | 1 867 | 2 149 | 2 228 | 2 484 | 2 493 | 626 | 34 % |

## Cour de justice de l'Ontario : accusations en instance au criminel (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Parry Sound | 1 171 | 1 060 | 933 | 922 | 1 214 | 43 | 4 % |
| | Sault Ste. Marie | 2 956 | 2 703 | 2 503 | 2 302 | 2 227 | -729 | -25 % |
| | Sudbury | 4 332 | 4 616 | 4 475 | 4 208 | 4 255 | -77 | -2 % |
| | Timmins | 1 638 | 1 679 | 1 789 | 1 696 | 1 979 | 341 | 21 % |
| **Total Nord-Est** | | **15 370** | **15 532** | **16 077** | **16 241** | **16 261** | **891** | **6 %** |
| | Dryden | 870 | 844 | 896 | 1 009 | 1 145 | 275 | 32 % |
| | Fort Frances | 356 | 519 | 357 | 344 | 273 | -83 | -23 % |
| | Kenora | 1 760 | 1 774 | 1 749 | 1 667 | 1 794 | 34 | 2 % |
| | Thunder Bay | 4 412 | 3 936 | 4 103 | 3 861 | 3 897 | -515 | -12 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **7 398** | **7 073** | **7 105** | **6 881** | **7 109** | **-289** | **-4 %** |
| Toronto | 1000, avenue Finch Ouest | 12 134 | 12 327 | 11 348 | 11 600 | 11 203 | -931 | -8 % |
| | 1911, avenue Eglinton | 14 613 | 16 664 | 17 337 | 16 940 | 17 510 | 2 897 | 20 % |
| | 2201, avenue Finch Ouest | 11 220 | 12 687 | 14 612 | 12 266 | 13 590 | 2 370 | 21 % |
| | 311, rue Jarvis | 3 292 | 2 298 | 2 794 | 3 198 | 2 770 | -522 | -16 % |
| | College Park | 7 806 | 8 688 | 10 431 | 13 043 | 12 184 | 4 378 | 56 % |
| | Old City Hall | 24 387 | 25 094 | 25 741 | 25 096 | 24 065 | -322 | -1 % |
| **Total Toronto** | | **73 452** | **77 758** | **82 263** | **82 143** | **81 322** | **7 870** | **11 %** |
| Ouest | Chatham | 2 170 | 2 343 | 2 169 | 3 022 | 4 002 | 1 832 | 84 % |
| | Goderich | 711 | 847 | 1 066 | 968 | 1 013 | 302 | 42 % |
| | Guelph | 2 708 | 2 460 | 2 869 | 3 242 | 2 864 | 156 | 6 % |
| | Kitchener | 6 469 | 7 393 | 7 745 | 8 050 | 7 742 | 1 273 | 20 % |
| | London | 7 686 | 8 931 | 7 735 | 9 528 | 7 981 | 295 | 4 % |
| | Owen Sound | 952 | 1 095 | 1 026 | 1 175 | 1 535 | 583 | 61 % |
| | Sarnia | 2 647 | 3 460 | 3 046 | 3 601 | 3 793 | 1 146 | 43 % |
| | St. Thomas | 1 381 | 1 354 | 1 440 | 1 374 | 1 002 | -379 | -27 % |
| | Stratford | 550 | 537 | 541 | 541 | 589 | 39 | 7 % |
| | Walkerton | 1 189 | 1 257 | 1 195 | 974 | 895 | -294 | -25 % |
| | Windsor | 6 992 | 6 242 | 7 288 | 6 734 | 7 243 | 251 | 4 % |
| | Woodstock | 2 404 | 1 858 | 1 834 | 1 624 | 1 678 | -726 | -30 % |
| **Total Ouest** | | **35 859** | **37 777** | **37 954** | **40 833** | **40 337** | **4 478** | **12 %** |
| **Total Ontario** | | **258 335** | **274 973** | **275 662** | **284 236** | **275 238** | **16 903** | **7 %** |

1. Les accusations en instance sont des accusations en cours dont la date d'instruction est fixée à compter du dernier jour du mois. Par exemple si un mandat d'amener est émis contre un particulier, aucune journée d'audience à venir ne sera inscrite au rôle avant que le mandat d'amener n'ait été exécuté. Par conséquent, ces accusations sont traitées comme des, « instances inactives » et n'entrent pas dans le total des accusations en instance.

SOURCE : ICON

## Cour de justice de l'Ontario : événements entendus au criminel

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie | 153 970 | 147 735 | 165 543 | 160 146 | 149 329 | -4 641 | -3 % |
| | Bracebridge | 19 245 | 18 457 | 19 157 | 18 090 | 18 313 | -932 | -5 % |
| | Cobourg | 29 267 | 33 739 | 37 446 | 38 376 | 29 668 | 401 | 1 % |
| | Lindsay | 50 674 | 56 824 | 57 639 | 67 400 | 53 870 | 3 196 | 6 % |
| | Newmarket | 239 233 | 252 474 | 270 212 | 270 427 | 266 868 | 27 635 | 12 % |
| | Orillia | 15 373 | 18 956 | 19 556 | 19 932 | 21 113 | 5 740 | 37 % |
| | Oshawa | 269 025 | 305 485 | 324 166 | 308 246 | 309 517 | 40 492 | 15 % |
| | Peterborough | 84 599 | 97 014 | 93 887 | 82 630 | 81 112 | -3 487 | -4 % |
| **Total Centre-Est** | | **861 386** | **930 684** | **987 606** | **965 247** | **929 790** | **68 404** | **8 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 369 994 | 410 517 | 393 105 | 355 994 | 338 558 | -31 436 | -8 % |
| | Brantford | 57 855 | 65 906 | 72 221 | 67 704 | 71 166 | 13 311 | 23 % |
| | Cayuga | 8 623 | 10 202 | 12 185 | 14 211 | 13 185 | 4 562 | 53 % |
| | Hamilton | 168 108 | 166 676 | 166 615 | 172 182 | 179 943 | 11 835 | 7 % |
| | Milton | 77 777 | 74 348 | 87 910 | 97 055 | 85 759 | 7 982 | 10 % |
| | Orangeville | 33 058 | 37 547 | 38 623 | 44 650 | 34 813 | 1 755 | 5 % |
| | Simcoe | 21 412 | 24 286 | 18 780 | 18 305 | 16 947 | -4 465 | -21 % |
| | St. Catharines | 102 841 | 108 105 | 107 017 | 114 320 | 115 180 | 12 339 | 12 % |
| | Welland | 19 347 | 19 497 | 17 634 | 21 754 | 19 955 | 608 | 3 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **859 015** | **917 084** | **914 090** | **906 175** | **875 506** | **16 491** | **2 %** |
| Est | Belleville | 44 496 | 44 661 | 40 241 | 48 774 | 46 802 | 2 306 | 5 % |
| | Brockville | 37 769 | 36 585 | 39 248 | 47 735 | 44 097 | 6 328 | 17 % |
| | Cornwall | 63 255 | 67 090 | 68 934 | 74 738 | 73 831 | 10 576 | 17 % |
| | Kingston | 79 016 | 74 174 | 67 657 | 66 718 | 72 160 | -6 856 | -9 % |
| | L'Orignal | 12 946 | 15 964 | 15 787 | 14 199 | 17 791 | 4 845 | 37 % |
| | Napanee | 12 916 | 11 475 | 13 702 | 12 541 | 14 217 | 1 301 | 10 % |
| | Ottawa | 332 591 | 361 340 | 363 913 | 401 943 | 396 453 | 63 862 | 19 % |
| | Pembroke | 29 243 | 37 581 | 40 821 | 43 410 | 35 639 | 6 396 | 22 % |
| | Perth | 34 605 | 41 863 | 43 293 | 56 697 | 39 551 | 4 946 | 14 % |
| | Picton | 5 181 | 5 869 | 4 694 | 4 562 | 4 727 | -454 | -9 % |
| **Total Est** | | **652 018** | **696 602** | **698 290** | **771 317** | **745 268** | **93 250** | **14 %** |
| Nord-Est | Cochrane | 12 072 | 13 333 | 18 595 | 22 122 | 18 663 | 6 591 | 55 % |
| | Elliot Lake | 4 859 | 4 457 | 3 991 | 4 228 | 4 482 | -377 | -8 % |
| | Espanola | 3 896 | 3 638 | 3 460 | 5 302 | 5 126 | 1 230 | 32 % |
| | Gore Bay | 8 465 | 8 272 | 10 427 | 10 764 | 11 599 | 3 134 | 37 % |
| | Haileybury | 15 923 | 20 399 | 22 118 | 18 678 | 17 410 | 1 487 | 9 % |
| | Kirkland Lake | 2 574 | 3 105 | 2 993 | 4 590 | 3 442 | 868 | 34 % |
| | North Bay | 46 003 | 42 620 | 44 976 | 48 525 | 47 892 | 1 889 | 4 % |

## Cour de justice de l'Ontario : événements entendus au criminel (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Parry Sound | 18 441 | 16 909 | 16 559 | 15 366 | 20 950 | 2 509 | 14 % |
| | Sault Ste. Marie | 55 474 | 65 377 | 65 808 | 69 187 | 48 790 | -6 684 | -12 % |
| | Sudbury | 89 270 | 103 380 | 106 505 | 113 311 | 105 871 | 16 601 | 19 % |
| | Timmins | 27 469 | 33 418 | 34 092 | 35 008 | 37 452 | 9 983 | 36 % |
| **Total Nord-Est** | | **284 446** | **314 908** | **329 524** | **347 081** | **321 677** | **37 231** | **13 %** |
| | Dryden | 14 953 | 17 906 | 18 964 | 24 329 | 23 001 | 8 048 | 54 % |
| | Fort Frances | 6 274 | 7 501 | 7 613 | 7 014 | 5 298 | -976 | -16 % |
| | Kenora | 28 720 | 32 846 | 34 561 | 34 347 | 35 463 | 6 743 | 23 % |
| | Thunder Bay | 72 470 | 80 144 | 73 420 | 77 940 | 78 775 | 6 305 | 9 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **122 417** | **138 397** | **134 558** | **143 630** | **142 537** | **20 120** | **16 %** |
| Toronto | 1000, avenue Finch Ouest | 247 442 | 223 248 | 214 479 | 204 573 | 186 808 | -60 634 | -25 % |
| | 1911, avenue Eglinton | 273 069 | 334 697 | 363 231 | 348 312 | 296 780 | 23 711 | 9 % |
| | 2201, avenue Finch Ouest | 233 050 | 268 441 | 267 710 | 246 035 | 266 643 | 33 593 | 14 % |
| | 311, rue Jarvis | 53 543 | 54 605 | 46 208 | 58 012 | 54 831 | 1 288 | 2 % |
| | College Park | 210 184 | 202 566 | 227 269 | 264 134 | 238 398 | 28 214 | 13 % |
| | Old City Hall | 575 568 | 616 453 | 555 904 | 581 434 | 511 653 | -63 915 | -11 % |
| **Total Toronto** | | **1 592 856** | **1 700 010** | **1 674 801** | **1 702 500** | **1 555 113** | **-37 743** | **-2 %** |
| Ouest | Chatham | 39 825 | 45 999 | 43 308 | 47 680 | 54 387 | 14 562 | 37 % |
| | Goderich | 10 818 | 12 409 | 14 865 | 16 996 | 17 359 | 6 541 | 60 % |
| | Guelph | 47 901 | 48 142 | 49 920 | 55 048 | 54 360 | 6 459 | 13 % |
| | Kitchener | 154 459 | 174 478 | 189 147 | 191 901 | 184 002 | 29 543 | 19 % |
| | London | 184 184 | 203 131 | 215 656 | 216 870 | 203 579 | 19 395 | 11 % |
| | Owen Sound | 18 461 | 19 560 | 21 045 | 20 834 | 25 817 | 7 356 | 40 % |
| | Sarnia | 50 106 | 62 308 | 75 348 | 72 651 | 75 574 | 25 468 | 51 % |
| | St. Thomas | 29 313 | 28 717 | 30 615 | 29 612 | 25 705 | -3 608 | -12 % |
| | Stratford | 14 772 | 12 484 | 12 814 | 13 841 | 11 931 | -2 841 | -19 % |
| | Walkerton | 15 610 | 20 068 | 21 629 | 20 245 | 19 045 | 3 435 | 22 % |
| | Windsor | 144 371 | 130 310 | 131 801 | 130 386 | 124 136 | -20 235 | -14 % |
| | Woodstock | 44 094 | 43 523 | 42 355 | 35 781 | 37 475 | -6 619 | -15 % |
| **Total Ouest** | | **753 914** | **801 129** | **848 503** | **851 845** | **833 370** | **79 456** | **11 %** |
| **Total Ontario** | | **5 126 052** | **5 498 814** | **5 587 372** | **5 687 795** | **5 403 261** | **277 209** | **5 %** |

1. Les événements entendus au criminel à la Cour de justice de l'Ontario sont recueillis pour chaque accusation portée devant le tribunal. Par exemple si un particulier a été accusé de deux infractions, la base de données sur les tribunaux indiquera deux événements pour chaque comparution. Les événements entendus incluent les procès, les conférences préparatoires aux procès, les audiences relatives à une motion, les audiences sur la libération sous caution, les enquêtes préliminaires et les autres audiences.

SOURCE : ICON

## Cour supérieure de justice : Vue d'ensemble des dossiers pénaux par région 2009-2010

| Région | Actes d'accusation et appels reçus | Actes d'accusation et décisions d'appel rendues | Actes d'accusation et appels en instance | Événements entendus |
|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | 436 | 352 | 290 | 5 619 |
| Centre-Ouest | 824 | 608 | 666 | 10 388 |
| Est | 562 | 376 | 480 | 5 612 |
| Nord-Est | 261 | 143 | 176 | 2 324 |
| Nord-Ouest | 109 | 90 | 61 | 1 093 |
| Toronto | 1 241 | 876 | 1 038 | 16 766 |
| Ouest | 674 | 492 | 553 | 6 638 |
| Ontario | 4 107 | 2 937 | 3 264 | 48 440 |

1. En raison d'un changement dans les méthodes d'entrée et de collecte des données à Ottawa, Toronto et Windsor, les statistiques provenant de données antérieures ne sont pas comparables aux données obtenues grâce à la nouvelle méthode de collecte. Pour cette raison, les données sur la tendance sur cinq ans ne seront pas disponibles avant l'exercice 2013-2014.
2. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un juge (y compris les ajournements). Bien que les requêtes, les motions et les révisions de cautionnement ne soient pas comptées dans le nombre des activités liées à l'affaire (c.-à-d. les affaires reçues, réglées et en instance), les activités concernant les événements relatifs à ces procédures sont incluses dans le total des événements entendus.
3. Une mise en accusation est considérée comme étant réglée lorsqu'une décision définitive a été rendue pour chacun des chefs d'accusation relatifs à cette mise en accusation (lorsque la détermination de la peine est terminée dans le cas d'une mise en accusation avec condamnation). Un appel est considéré comme réglé lorsque la décision en appel a été rendue.
4. Une mise en accusation est considérée comme étant en instance lorsqu'une décision définitive est attendue sur l'un ou l'autre des chefs d'accusation concernant cette mise en accusation et qu'une date est prévue pour un événement à venir. (Les affaires non réglées pour lesquelles aucun événement n'est prévu sont considérées comme étant inactives et ne sont pas comptées dans le total). Un appel est considéré comme étant en instance lorsqu'aucune décision n'a encore été rendue au sujet de cet appel et qu'une date est prévue pour un événement à venir.

SOURCE : FRANK

## Cour supérieure de justice : heures d'activité des salles d'audience par région

| Région | 2005-06 | 2006-07 | 2007-08 | 2008-09 | 2009-10 |
|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | 7 577 | 9 208 | 7 570 | 8 162 | 8 803 |
| Centre-Ouest | 11 465 | 11 374 | 10 832 | 11 098 | 11 768 |
| Est | 5 686 | 5 607 | 5 352 | 7 067 | 6 261 |
| Nord-Est | 2 632 | 2 202 | 2 241 | 2 249 | 2 067 |
| Nord-Ouest | 739 | 675 | 760 | 839 | 566 |
| Toronto | 17 662 | 18 145 | 17 025 | 18 408 | 17 409 |
| Ouest | 6 193 | 6 286 | 6 150 | 5 854 | 6 692 |
| Ontario | 51 955 | 53 496 | 49 930 | 53 678 | 53 565 |

1. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal.

SOURCE : FRANK

## Cour supérieure de justice : Actes d'accusation et appels en droit pénal reçus, réglés et en instance, et événements en droit pénal entendus en 2009-2010

| Région | Emplacement | Actes d'accusation et appels reçus | Actes d'accusation et décisions d'appel rendues | Actes d'accusation et appels en instance | Événements entendus |
|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie | 141 | 120 | 87 | 1 566 |
| | Bracebridge | 6 | 9 | 7 | 94 |
| | Cobourg | 16 | 18 | 12 | 234 |
| | Lindsay | 36 | 27 | 25 | 425 |
| | Newmarket | 87 | 48 | 66 | 1 190 |
| | Peterborough | 22 | 14 | 14 | 295 |
| | Whitby | 128 | 116 | 79 | 1 815 |
| **Total Centre-Est** | | **436** | **352** | **290** | **5 619** |
| Centre-Ouest | Brampton | 444 | 293 | 382 | 5 728 |
| | Brantford | 16 | 9 | 16 | 319 |
| | Cayuga | 12 | 9 | 6 | 109 |
| | Hamilton | 183 | 171 | 139 | 2 164 |
| | Milton | 78 | 65 | 59 | 855 |
| | Orangeville | 25 | 14 | 14 | 243 |
| | Simcoe | 13 | 6 | 9 | 121 |
| | St. Catharines | 24 | 18 | 20 | 394 |
| | Welland | 29 | 23 | 21 | 455 |
| **Total Centre-Ouest** | | **824** | **608** | **666** | **10 388** |
| Est | Belleville | 52 | 37 | 38 | 482 |
| | Brockville | 37 | 9 | 17 | 259 |
| | Cornwall | 94 | 50 | 100 | 1 022 |
| | Kingston | 74 | 59 | 60 | 661 |
| | L'Orignal | 44 | 37 | 24 | 194 |
| | Napanee | 12 | 2 | 6 | 39 |
| | Ottawa | 195 | 128 | 191 | 2 390 |
| | Pembroke | 28 | 31 | 17 | 266 |
| | Perth | 21 | 19 | 22 | 224 |
| | Picton | 5 | 4 | 5 | 75 |
| **Total Est** | | **562** | **376** | **480** | **5 612** |
| Nord-Est | Cochrane (y compris Timmins) | 34 | 20 | 25 | 453 |
| | Gore Bay | 16 | 6 | 9 | 205 |
| | Haileybury | 26 | 19 | 22 | 184 |
| | North Bay | 52 | 28 | 38 | 394 |
| | Parry Sound | 22 | 14 | 11 | 157 |
| | Sault Ste. Marie | 35 | 16 | 20 | 460 |
| | Sudbury | 76 | 40 | 51 | 471 |
| **Total Nord-Est** | | **261** | **143** | **176** | **2 324** |

## Cour supérieure de justice : Actes d'accusation et appels en droit pénal reçus, réglés et en instance, et événements en droit pénal entendus en 2009-2010 (suite)

| Région | Emplacement | Actes d'accusation et appels reçus | Actes d'accusation et décisions d'appel rendues | Actes d'accusation et appels en instance | Événements entendus |
|---|---|---|---|---|---|
| Nord-Ouest | Fort Frances | 5 | 2 | 3 | 34 |
| | Kenora | 42 | 38 | 19 | 379 |
| | Thunder Bay | 62 | 50 | 39 | 680 |
| **Total Nord-Ouest** | | **109** | **90** | **61** | **1 093** |
| Toronto | Cour supérieure de justice de Toronto | 1 241 | 876 | 1 038 | 16 766 |
| **Total Toronto** | | **1 241** | **876** | **1 038** | **16 766** |
| Ouest | Chatham | 20 | 15 | | 158 |
| | Goderich | 26 | 19 | 16 | 224 |
| | Guelph | 41 | 48 | 18 | 448 |
| | Kitchener | 57 | 37 | 23 | 647 |
| | London | 183 | 84 | 56 | 1 583 |
| | Owen Sound | 14 | 7 | 143 | 167 |
| | Sarnia | 54 | 43 | 11 | 442 |
| | St. Thomas | 34 | 26 | 41 | 213 |
| | Stratford | 55 | 39 | 26 | 246 |
| | Walkerton | 27 | 17 | 31 | 125 |
| | Windsor | 141 | 139 | 10 | 2 183 |
| | Woodstock | 22 | 18 | 163 | 202 |
| **Total Ouest** | | **674** | **492** | **15** | **6 638** |
| **Total Ontario** | | **4 107** | **2 937** | **553** | **48 440** |

1. En raison d'un changement dans les méthodes d'entrée et de collecte des données à Ottawa, Toronto et Windsor, les statistiques provenant de données antérieures ne sont pas comparables aux données obtenues grâce à la nouvelle méthode de collecte. Pour cette raison, les données sur la tendance sur cinq ans ne seront pas disponibles avant l'exercice 2013-2014.
2. Les affaires reçues comprennent les mises en accusation et les appels concernant tant les adultes que les jeunes.
3. Une mise en accusation est considérée comme étant réglée lorsqu'une décision définitive a été rendue pour chacun des chefs d'accusation relatifs à cette mise en accusation (lorsque la détermination de la peine est terminée dans le cas d'une mise en accusation avec condamnation). Un appel est considéré comme réglé lorsque la décision en appel a été rendue.
4. Une mise en accusation est considérée comme étant en instance lorsqu'une décision définitive est attendue sur l'un ou l'autre des chefs d'accusation concernant cette mise en accusation et qu'une date est prévue pour un événement à venir. (Les affaires non réglées pour lesquelles aucun événement n'est prévu sont considérées comme étant inactives et ne sont pas comptées dans le total). Un appel est considéré comme étant en instance lorsqu'aucune décision n'a encore été rendue au sujet de cet appel et qu'une date est prévue pour un événement à venir.
5. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un juge (y compris les ajournements). Bien que les requêtes, les motions et les révisions de cautionnement ne soient pas comptées dans le nombre des activités liées à l'affaire (c.-à-d. les affaires reçues, réglées et en instance), les activités concernant les événements relatifs à ces procédures sont incluses dans le total des événements entendus.

SOURCE : FRANK

## Cour supérieure de justice. Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario : aperçu des affaires de droit de la famille par région

| Région | Exercice financier | Nouvelles affaires | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | 2005-2006 | 14 403 | 52 515 | 16 834 |
| | 2006-2007 | 14 613 | 52 330 | 15 310 |
| | 2007-2008 | 14 380 | 52 731 | 15 410 |
| | 2008-2009 | 14 268 | 52 965 | 16 882 |
| | 2009-2010 | 14 225 | 52 872 | 18 254 |
| Centre-Ouest | 2005-2006 | 19 631 | 60 617 | 20 881 |
| | 2006-2007 | 18 681 | 61 138 | 20 495 |
| | 2007-2008 | 17 878 | 58 857 | 20 189 |
| | 2008-2009 | 18 535 | 60 863 | 20 226 |
| | 2009-2010 | 18 718 | 62 497 | 21 485 |
| Est | 2005-2006 | 12 333 | 42 567 | 12 291 |
| | 2006-2007 | 11 683 | 41 873 | 11 833 |
| | 2007-2008 | 11 807 | 40 704 | 12 088 |
| | 2008-2009 | 11 780 | 38 057 | 11 403 |
| | 2009-2010 | 11 562 | 37 049 | 10 748 |
| Nord-Est | 2005-2006 | 5 515 | 27 036 | 6 015 |
| | 2006-2007 | 5 239 | 28 083 | 6 050 |
| | 2007-2008 | 5 130 | 27 253 | 5 792 |
| | 2008-2009 | 5 318 | 26 073 | 6 082 |
| | 2009-2010 | 5 230 | 26 118 | 6 783 |
| Nord-Ouest | 2005-2006 | 2 184 | 9 870 | 2 088 |
| | 2006-2007 | 2 004 | 8 804 | 2 098 |
| | 2007-2008 | 1 956 | 8 687 | 1 777 |
| | 2008-2009 | 1 905 | 9 325 | 2 246 |
| | 2009-2010 | 1 783 | 9 836 | 2 161 |

## Cour supérieure de justice, Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario : aperçu des affaires de droit de la famille par région (suite)

| Région | Exercice financier | Nouvelles affaires | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Toronto | 2005-2006 | 20 017 | 54 918 | 13 749 |
| | 2006-2007 | 19 704 | 55 493 | 15 500 |
| | 2007-2008 | 18 972 | 56 153 | 14 741 |
| | 2008-2009 | 18 003 | 54 621 | 16 398 |
| | 2009-2010 | 18 019 | 53 303 | 15 967 |
| Ouest | 2005-2006 | 16 679 | 69 785 | 15 007 |
| | 2006-2007 | 16 250 | 69 239 | 15 415 |
| | 2007-2008 | 15 565 | 71 467 | 15 818 |
| | 2008-2009 | 16 429 | 71 566 | 16 770 |
| | 2009-2010 | 16 616 | 72 053 | 17 871 |
| Ontario | 2005-2006 | 90 762 | 317 308 | 86 866 |
| | 2006-2007 | 88 174 | 316 960 | 86 702 |
| | 2007-2008 | 85 688 | 315 852 | 85 815 |
| | 2008-2009 | 86 238 | 313 470 | 90 007 |
| | 2009-2010 | 86 153 | 313 728 | 93 268 |

1. Les nouvelles procédures incluent les requêtes, les motions en modification, les appels portés de la Cour de justice de l'Ontario à la Cour supérieure de justice et les demandes adressées à des tribunaux extra-provinciaux concernant des témoignages dans des affaires de garde ou de droit d'accès. Les procédures d'exécution et les demandes visant une dispense des frais ne constituent pas de nouvelles procédures.
2. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements) et les événements entendus dans le cadre des procédures d'exécution.
3. La division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice entend toutes les affaires de la famille dans les 17 villes suivantes : Barrie (y compris Orillia), Bracebridge, Cobourg, Lindsay, Newmarket, Whitby (y compris Oshawa) et Peterborough dans la région du Centre-Est; St. Catharines et Hamilton dans la région du Centre-Ouest; Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth dans la région de l'Est; et enfin London dans la région de l'Ouest. La Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario entendent les affaires de la famille dans les autres emplacements de la Cour. À ces endroits, la Cour qui entend l'affaire est déterminée en fonction des types de demandes qui sont adressées dans l'affaire.
4. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal.

SOURCE : FRANK

## Cour supérieure de justice, Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario : nouvelles affaires de droit de la famille

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie (y compris Orillia) | 3 210 | 3 367 | 3 225 | 3 290 | 3 440 | 230 | 7 % |
| | Bracebridge | 471 | 514 | 541 | 486 | 479 | 8 | 2 % |
| | Cobourg | 666 | 673 | 612 | 697 | 597 | -69 | -10 % |
| | Lindsay | 701 | 754 | 662 | 703 | 674 | -27 | -4 % |
| | Newmarket | 3 271 | 3 493 | 3 705 | 3 536 | 3 682 | 411 | 13 % |
| | Peterborough | 1 038 | 962 | 977 | 1 002 | 1 019 | -19 | -2 % |
| | Whitby (y compris Oshawa) | 5 046 | 4 850 | 4 658 | 4 554 | 4 334 | -712 | -14 % |
| **Total Centre-Est** | | **14 403** | **14 613** | **14 380** | **14 268** | **14 225** | **-178** | **-1 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 6 907 | 6 650 | 6 261 | 6 722 | 6 944 | 37 | 1 % |
| | Brantford | 1 451 | 1 456 | 1 400 | 1 438 | 1 440 | -11 | -1 % |
| | Cayuga | 362 | 358 | 332 | 305 | 320 | -42 | -12 % |
| | Hamilton | 3 969 | 3 648 | 3 515 | 3 798 | 3 642 | -327 | -8 % |
| | Milton | 2 213 | 2 105 | 2 194 | 2 181 | 2 183 | -30 | -1 % |
| | Orangeville | 489 | 483 | 492 | 484 | 451 | -38 | -8 % |
| | Simcoe | 565 | 541 | 465 | 462 | 493 | -72 | -13 % |
| | St. Catharines | 1 656 | 1 511 | 1 358 | 1 319 | 1 445 | -211 | -13 % |
| | Welland | 2 019 | 1 929 | 1 861 | 1 826 | 1 800 | -219 | -11 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **19 631** | **18 681** | **17 878** | **18 535** | **18 718** | **-913** | **-5 %** |
| Est | Belleville | 1 953 | 1 747 | 1 620 | 1 630 | 1 553 | -400 | -20 % |
| | Brockville | 691 | 672 | 664 | 652 | 681 | -10 | -1 % |
| | Cornwall | 1 043 | 1 064 | 1 120 | 1 264 | 1 273 | 230 | 22 % |
| | Kingston | 1 203 | 1 227 | 1 054 | 1 021 | 1 090 | -113 | -9 % |
| | L'Orignal | 495 | 457 | 470 | 550 | 527 | 32 | 6 % |
| | Napanee | 246 | 292 | 328 | 321 | 278 | 32 | 13 % |
| | Ottawa | 5 059 | 4 666 | 5 054 | 4 840 | 4 751 | -308 | -6 % |
| | Pembroke | 871 | 897 | 856 | 831 | 772 | -99 | -11 % |
| | Perth | 513 | 481 | 460 | 492 | 472 | -41 | -8 % |
| | Picton | 259 | 180 | 181 | 179 | 165 | -94 | -36 % |
| **Total Est** | | **12 333** | **11 683** | **11 807** | **11 780** | **11 562** | **-771** | **-6 %** |
| Nord-Est | Cochrane (y compris Timmins) | 938 | 858 | 819 | 897 | 827 | -111 | -12 % |
| | Gore Bay | 211 | 203 | 176 | 164 | 132 | -79 | -37 % |
| | Haileybury (y compris Kirkland Lake) | 268 | 265 | 261 | 245 | 231 | -37 | -14 % |
| | North Bay | 955 | 937 | 983 | 1 084 | 1 035 | 80 | 8 % |
| | Parry Sound | 291 | 272 | 260 | 301 | 299 | 8 | 3 % |
| | Sault Ste. Marie (y compris Elliot Lake) | 1 131 | 1 022 | 966 | 949 | 941 | -190 | -17 % |
| | Sudbury (y compris Espanola) | 1 721 | 1 682 | 1 665 | 1 678 | 1 765 | 44 | 3 % |
| **Total Nord-Est** | | **5 515** | **5 239** | **5 130** | **5 318** | **5 230** | **-285** | **-5 %** |

## Cour supérieure de justice Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario : nouvelles affaires de droit de la famille (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nord-Ouest | Fort Frances | 118 | 101 | 122 | 141 | 125 | 7 | 6 % |
| | Kenora (y compris Dryden and Red Lake) | 569 | 515 | 453 | 421 | 391 | -178 | -31 % |
| | Thunder Bay | 1 497 | 1 388 | 1 381 | 1 343 | 1 267 | -230 | -15 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **2 184** | **2 004** | **1 956** | **1 905** | **1 783** | **-401** | **-18 %** |
| | 1911, avenue Eglinton | 1 964 | 0 | 0 | 0 | 0 | -1,964 | -100 % |
| | 311, rue Jarvis | 2 407 | 2 198 | 2 314 | 2 235 | 2 017 | -390 | -16 % |
| | 393, avenue University | 11 756 | 12 028 | 11 258 | 10 404 | 10 928 | -828 | -7 % |
| | 47, avenue Sheppard Est | 3 890 | 5 478 | 5 400 | 5 364 | 5 074 | 1,184 | 30 % |
| **Total Toronto** | | **20 017** | **19 704** | **18 972** | **18 003** | **18 019** | **-1,998** | **-10 %** |
| Ouest | Chatham | 1 069 | 948 | 950 | 921 | 977 | -92 | -9 % |
| | Goderich | 369 | 364 | 290 | 364 | 296 | -73 | -20 % |
| | Guelph | 1 195 | 1 239 | 1 132 | 1 267 | 1 154 | -41 | -3 % |
| | Kitchener (y compris Cambridge) | 3 534 | 3 663 | 3 668 | 3 852 | 3 701 | 167 | 5 % |
| | London | 3 391 | 3 140 | 2 968 | 3 233 | 3 445 | 54 | 2 % |
| | Owen Sound | 637 | 747 | 676 | 665 | 702 | 65 | 10 % |
| | Sarnia | 1 159 | 1 117 | 979 | 1 057 | 1 028 | -131 | -11 % |
| | St. Thomas | 786 | 735 | 732 | 791 | 836 | 50 | 6 % |
| | Stratford | 556 | 546 | 487 | 483 | 529 | -27 | -5 % |
| | Walkerton | 392 | 407 | 335 | 367 | 368 | -24 | -6 % |
| | Windsor | 2 495 | 2 318 | 2 371 | 2 462 | 2 569 | 74 | 3 % |
| | Woodstock | 1 096 | 1 026 | 977 | 967 | 1 011 | -85 | -8 % |
| **Total Ouest** | | **16 679** | **16 250** | **15 565** | **16 429** | **16 616** | **-63** | **0 %** |
| **Total Ontario** | | **90 762** | **88 174** | **85 688** | **86 238** | **86 153** | **-4 609** | **-5 %** |

1. Les nouvelles procédures incluent les requêtes, les motions en modification, les appels portés de la Cour de justice de l'Ontario à la Cour supérieure de justice et les demandes adressées à des tribunaux extra-provinciaux concernant des témoignages dans des affaires de garde ou de droit d'accès. Les procédures d'exécution et les demandes visant une dispense des frais ne constituent pas de nouvelles procédures.
2. Depuis la fin de l'année 2005-2006, les affaires de la famille qui étaient entendues au 1911, avenue Eglinton Est sont entendues au tribunal situé au 47, avenue Sheppard Est.
3. La division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice entend toutes les affaires de la famille dans les 17 villes suivantes : Barrie (y compris Orillia), Bracebridge, Cobourg, Lindsay, Newmarket, Whitby (y compris Oshawa) et Peterborough dans la région du Centre-Est; St. Catharines et Hamilton dans la région du Centre-Ouest; Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth dans la région de l'Est; et enfin London dans la région de l'Ouest. La Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario entendent les affaires de la famille dans les autres emplacements de la Cour. À ces endroits, la Cour qui entend l'affaire est déterminée en fonction des types de demandes qui sont adressées dans l'affaire.

SOURCE : FRANK

## Cour supérieure de justice, Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario : événements entendus en droit de la famille

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie (y compris Orillia) | 10 644 | 11 077 | 11 703 | 11 707 | 11 527 | 883 | 8 % |
| | Bracebridge | 1 669 | 1 495 | 1 569 | 1 433 | 1 516 | -153 | -9 % |
| | Cobourg | 2 366 | 2 373 | 2 356 | 2 493 | 2 482 | 116 | 5 % |
| | Lindsay | 3 049 | 2 929 | 3 110 | 3 092 | 3 299 | 250 | 8 % |
| | Newmarket | 11 182 | 12 477 | 13 747 | 13 049 | 12 645 | 1 463 | 13 % |
| | Peterborough | 4 408 | 4 175 | 3 971 | 4 095 | 4 540 | 132 | 3 % |
| | Whitby (y compris Oshawa) | 19 197 | 17 804 | 16 275 | 17 096 | 16 863 | -2 334 | -12 % |
| **Total Centre-Est** | | **52 515** | **52 330** | **52 731** | **52 965** | **52 872** | **357** | **1 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 19 389 | 19 789 | 19 233 | 20 136 | 20 827 | 1 438 | 7 % |
| | Brantford | 4 945 | 4 945 | 5 133 | 5 377 | 5 347 | 402 | 8 % |
| | Cayuga | 1 129 | 1 095 | 1 044 | 974 | 970 | -159 | -14 % |
| | Hamilton | 13 497 | 13 795 | 12 805 | 12 694 | 13 541 | 44 | 0 % |
| | Milton | 6 217 | 5 978 | 6 014 | 6 489 | 6 393 | 176 | 3 % |
| | Orangeville | 1 536 | 1 734 | 1 712 | 1 802 | 1 740 | 204 | 13 % |
| | Simcoe | 2 576 | 2 542 | 1 845 | 1 694 | 1 948 | -628 | -24 % |
| | St. Catharines | 5 387 | 5 148 | 5 069 | 5 358 | 5 783 | 396 | 7 % |
| | Welland | 5 941 | 6 112 | 6 002 | 6 339 | 5 948 | 7 | 0 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **60 617** | **61 138** | **58 857** | **60 863** | **62 497** | **1 880** | **3 %** |
| Est | Belleville | 8 355 | 8 585 | 8 340 | 7 475 | 6 990 | -1 365 | -16 % |
| | Brockville | 2 573 | 2 565 | 2 561 | 2 560 | 2 804 | 231 | 9 % |
| | Cornwall | 2 600 | 2 604 | 2 707 | 2 794 | 2 798 | 198 | 8 % |
| | Kingston | 3 797 | 3 800 | 3 536 | 3 320 | 3 458 | -339 | -9 % |
| | L'Orignal | 1 547 | 1 233 | 1 674 | 1 631 | 1 722 | 175 | 11 % |
| | Napanee | 852 | 896 | 1 001 | 1 028 | 1 086 | 234 | 27 % |
| | Ottawa | 15 298 | 14 451 | 13 728 | 12 437 | 12 066 | -3 232 | -21 % |
| | Pembroke | 5 077 | 5 253 | 4 864 | 4 498 | 3 980 | -1 097 | -22 % |
| | Perth | 1 486 | 1 691 | 1 469 | 1 483 | 1 536 | 50 | 3 % |
| | Picton | 982 | 795 | 824 | 831 | 609 | -373 | -38 % |
| **Total Est** | | **42 567** | **41 873** | **40 704** | **38 057** | **37 049** | **-5 518** | **-13 %** |
| Nord-Est | Cochrane (y compris Timmins) | 4 490 | 4 036 | 3 956 | 4 297 | 4 283 | -207 | -5 % |
| | Gore Bay | 904 | 854 | 760 | 549 | 507 | -397 | -44 % |
| | Haileybury (y compris Kirkland Lake) | 1 051 | 1 112 | 870 | 842 | 864 | -187 | -18 % |
| | North Bay | 4 658 | 5 325 | 5 268 | 5 020 | 4 752 | 94 | 2 % |
| | Parry Sound | 1 784 | 1 505 | 1 277 | 1 281 | 1 554 | -230 | -13 % |
| | Sault Ste. Marie (y compris Elliot Lake) | 6 054 | 6 335 | 6 246 | 6 159 | 6 315 | 261 | 4 % |
| | Sudbury (y compris Espanola) | 8 095 | 8 916 | 8 876 | 7 925 | 7 843 | -252 | -3 % |
| Total Nord-Est | | 27 036 | 28 083 | 27 253 | 26 073 | 26 118 | 918 | -3 % |

## Cour supérieure de justice, Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario : événements entendus en droit de la famille (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nord-Ouest | Fort Frances | 630 | 519 | 513 | 642 | 612 | -18 | -3 % |
| | Kenora (y compris Dryden and Red Lake) | 2 442 | 1 945 | 1 708 | 1 613 | 1 563 | -879 | -36 % |
| | Thunder Bay | 6 798 | 6 340 | 6 466 | 7 070 | 7 661 | 863 | 13 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **9 870** | **8 804** | **8 687** | **9 325** | **9 836** | **-34** | **0 %** |
| | 1911, avenue Eglinton | 10 324 | 0 | 0 | 0 | 0 | -10 324 | -100 % |
| | 311, rue Jarvis | 12 507 | 12 158 | 12 525 | 11 702 | 10 947 | -1 560 | -12 % |
| | 393, avenue University | 18 944 | 19 881 | 19 473 | 17 617 | 17 303 | -1 641 | -9 % |
| | 47, avenue Sheppard Est | 13 143 | 23 454 | 24 155 | 25 302 | 25 053 | 11 910 | 91 % |
| **Total Toronto** | | **54 918** | **55 493** | **56 153** | **54 621** | **53 303** | **-1 615** | **-3 %** |
| Ouest | Chatham | 5 660 | 5 224 | 5 168 | 5 586 | 6 077 | 417 | 7 % |
| | Goderich | 2 688 | 2 596 | 2 328 | 2 363 | 2 181 | -507 | -19 % |
| | Guelph | 3 663 | 3 698 | 4 040 | 4 280 | 4 341 | 678 | 19 % |
| | Kitchener (y compris Cambridge) | 12 840 | 12 990 | 13 433 | 13 561 | 13 975 | 1 135 | 9 % |
| | London | 10 692 | 10 404 | 11 683 | 10 719 | 11 247 | 555 | 5 % |
| | Owen Sound | 2 833 | 2 961 | 3 172 | 3 197 | 3 100 | 267 | 9 % |
| | Sarnia | 7 311 | 7 393 | 7 553 | 7 120 | 7 057 | -254 | -3 % |
| | St. Thomas | 3 144 | 3 361 | 3 235 | 3 420 | 3 222 | 78 | 2 % |
| | Stratford | 2 316 | 2 201 | 2 040 | 2 144 | 2 071 | -245 | -11 % |
| | Walkerton | 1 836 | 1 931 | 1 726 | 1 630 | 1 828 | -8 | 0 % |
| | Windsor | 11 128 | 10 885 | 11 200 | 11 198 | 10 692 | -436 | -4 % |
| | Woodstock | 5 674 | 5 595 | 5 889 | 6 348 | 6 262 | 588 | 10 % |
| **Total Ouest** | | **69 785** | **69 239** | **71 467** | **71 566** | **72 053** | **2 268** | **3 %** |
| **Total Ontario** | | **317 308** | **316 960** | **315 852** | **313 470** | **313 728** | **-3 580** | **-1 %** |

1. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements) et les événements entendus dans le cadre des procédures d'exécution.
2. Depuis la fin de l'année 2005-2006, les affaires de la famille qui étaient entendues au 1911, avenue Eglinton Est sont entendues au tribunal situé au 47, avenue Sheppard Est.
3. La division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice entend toutes les affaires de la famille dans les 17 villes suivantes : Barrie (y compris Orillia), Bracebridge, Cobourg, Lindsay, Newmarket, Whitby (y compris Oshawa) et Peterborough dans la région du Centre-Est; St. Catharines et Hamilton dans la région du Centre-Ouest; Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth dans la région de l'Est; et enfin London dans la région de l'Ouest. La Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario entendent les affaires de la famille dans les autres emplacements de la Cour. À ces endroits, la Cour qui entend l'affaire est déterminée en fonction des types de demandes qui sont adressées dans l'affaire.

SOURCE : FRANK

## Cour supérieure de justice : aperçu des affaires de droit de la famille par région

| Région | Exercice financier | Nouvelles affaires | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Centre-Ouest | 2005-2006 | 7 264 | 16 071 | 5 045 |
| | 2006-2007 | 7 150 | 16 715 | 4 946 |
| | 2007-2008 | 6 926 | 15 838 | 4 793 |
| | 2008-2009 | 7 176 | 16 118 | 5 364 |
| | 2009-2010 | 7 264 | 16 138 | 5 411 |
| Est | 2005-2006 | 935 | 2 709 | 543 |
| | 2006-2007 | 868 | 2 822 | 559 |
| | 2007-2008 | 871 | 2 385 | 610 |
| | 2008-2009 | 961 | 2 229 | 539 |
| | 2009-2010 | 874 | 2 214 | 707 |
| Nord-Est | 2005-2006 | 1 852 | 5 204 | 1 677 |
| | 2006-2007 | 1 893 | 5 617 | 1 724 |
| | 2007-2008 | 1 923 | 5 225 | 1 497 |
| | 2008-2009 | 1 945 | 4 672 | 1 622 |
| | 2009-2010 | 1 900 | 4 795 | 1 843 |
| Nord-Ouest | 2005-2006 | 704 | 2 407 | 563 |
| | 2006-2007 | 713 | 2 345 | 722 |
| | 2007-2008 | 732 | 2 339 | 577 |
| | 2008-2009 | 701 | 2 246 | 661 |
| | 2009-2010 | 690 | 2 235 | 729 |
| Toronto | 2005-2006 | 11 758 | 18 950 | 5 493 |
| | 2006-2007 | 12 029 | 19 881 | 6 172 |
| | 2007-2008 | 11 258 | 19 473 | 6 431 |
| | 2008-2009 | 10 404 | 17 617 | 7 098 |
| | 2009-2010 | 10 928 | 17 303 | 6 906 |

## Cour supérieure de justice : aperçu des affaires de droit de la famille par région (suite)

| Région | Exercice financier | Nouvelles affaires | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Ouest | 2005-2006 | 5 969 | 17 135 | 4 027 |
| | 2006-2007 | 5 960 | 18 163 | 3 833 |
| | 2007-2008 | 5 811 | 17 822 | 4 036 |
| | 2008-2009 | 6 245 | 17 923 | 4 345 |
| | 2009-2010 | 6 060 | 17 165 | 4 657 |
| Ontario | 2005-2006 | 28 482 | 62 476 | 17 349 |
| | 2006-2007 | 28 613 | 65 543 | 17 956 |
| | 2007-2008 | 27 521 | 63 082 | 17 944 |
| | 2008-2009 | 27 432 | 60 805 | 19 629 |
| | 2009-2010 | 27 716 | 59 850 | 20 252 |

1. Les nouvelles procédures incluent les requêtes, les motions en modification, les appels portés de la Cour de justice de l'Ontario à la Cour supérieure de justice, et les demandes adressées à des tribunaux extra-provinciaux concernant des témoignages dans des affaires de garde ou de droit d'accès. Les procédures d'exécution et les demandes visant une dispense des frais ne constituent pas de nouvelles procédures.
2. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements) et les événements entendus dans le cadre des procédures d'exécution.
3. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal.
4. Les causes entendues dans la région du Centre-Est, à deux emplacements dans la région du Centre-Ouest (St. Catharines et Hamilton), à sept emplacements dans la région de l'Est (Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth) et à un emplacement dans la région de l'Ouest (London) le sont par la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

SOURCE : FRANK

## Cour supérieure de justice : nouvelles affaires de droit de la famille

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Ouest | Brampton | 3 838 | 3 752 | 3 541 | 3 799 | 3 923 | 85 | 2 % |
| | Brantford | 465 | 540 | 468 | 489 | 504 | 39 | 8 % |
| | Cayuga | 191 | 187 | 173 | 153 | 162 | -29 | -15 % |
| | Milton | 1 460 | 1 379 | 1 442 | 1 476 | 1 415 | -45 | -3 % |
| | Orangeville | 244 | 232 | 243 | 229 | 211 | -33 | -14 % |
| | Simcoe | 228 | 247 | 216 | 212 | 205 | -23 | -10 % |
| | Welland (y compris Niagara Falls) | 838 | 813 | 843 | 818 | 844 | 6 | 1 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **7 264** | **7 150** | **6 926** | **7 176** | **7 264** | **0** | **0 %** |
| Est | Belleville | 482 | 507 | 503 | 561 | 496 | 14 | 3 % |
| | Pembroke | 344 | 318 | 320 | 351 | 329 | -15 | -4 % |
| | Picton | 109 | 43 | 48 | 49 | 49 | -60 | -55 % |
| **Total Est** | | **935** | **868** | **871** | **961** | **874** | **-61** | **-7 %** |
| Nord-Est | Cochrane (y compris Timmins) | 294 | 297 | 267 | 303 | 289 | -5 | -2 % |
| | Gore Bay | 17 | 19 | 32 | 28 | 26 | 9 | 53 % |
| | Haileybury | 113 | 98 | 112 | 90 | 91 | -22 | -19 % |
| | North Bay | 286 | 322 | 323 | 324 | 276 | -10 | -3 % |
| | Parry Sound | 98 | 83 | 109 | 91 | 94 | -4 | -4 % |
| | Sault Ste. Marie | 486 | 436 | 438 | 420 | 436 | -50 | -10 % |
| | Sudbury | 558 | 638 | 642 | 689 | 688 | 130 | 23 % |
| **Total Nord-Est** | | **1 852** | **1 893** | **1 923** | **1 945** | **1 900** | **48** | **3 %** |
| Nord-Ouest | Fort Frances | 50 | 46 | 52 | 62 | 62 | 12 | 24 % |
| | Kenora | 155 | 151 | 167 | 148 | 163 | 8 | 5 % |
| | Thunder Bay | 499 | 516 | 513 | 491 | 465 | -34 | -7 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **704** | **713** | **732** | **701** | **690** | **-14** | **-2 %** |
| Toronto | 393, avenue University | 11 758 | 12 029 | 11 258 | 10 404 | 10 928 | -830 | -7 % |
| **Total Toronto** | | **11 758** | **12 029** | **11 258** | **10 404** | **10 928** | **-830** | **-7 %** |
| Ouest | Chatham | 339 | 346 | 334 | 316 | 345 | 6 | 2 % |
| | Goderich | 163 | 171 | 124 | 151 | 139 | -24 | -15 % |
| | Guelph | 605 | 602 | 526 | 614 | 554 | -51 | -8 % |
| | Kitchener (y compris Cambridge) | 1 526 | 1 512 | 1 552 | 1 565 | 1 527 | 1 | 0 % |
| | Owen Sound | 302 | 355 | 327 | 323 | 280 | -22 | -7 % |
| | Sarnia | 487 | 495 | 412 | 478 | 428 | -59 | -12 % |
| | St. Thomas | 375 | 368 | 341 | 364 | 341 | -34 | -9 % |
| | Stratford | 200 | 223 | 208 | 200 | 213 | 13 | 7 % |
| | Walkerton | 161 | 192 | 167 | 178 | 175 | 14 | 9 % |
| | Windsor | 1 363 | 1 319 | 1 427 | 1 634 | 1 640 | 277 | 20 % |
| | Woodstock | 448 | 377 | 393 | 422 | 418 | -30 | -7 % |
| **Total Ouest** | | **5 969** | **5 960** | **5 811** | **6 245** | **6 060** | **91** | **2 %** |
| **Total Ontario** | | **28 482** | **28 613** | **27 521** | **27 432** | **27 716** | **-766** | **-3 %** |

1. Les nouvelles procédures incluent les requêtes, les motions en modification, les appels portés de la Cour de justice de l'Ontario à la Cour supérieure de justice et les demandes adressées à des tribunaux extra-provinciaux concernant des témoignages dans des affaires de garde ou de droit d'accès. Les procédures d'exécution et les demandes visant une dispense des frais ne constituent pas de nouvelles procédures.

2. Les causes entendues dans la région du Centre-Est, à deux emplacements dans la région du Centre-Ouest (St. Catharines et Hamilton), à sept emplacements dans la région de l'Est (Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth) et à un emplacement dans la région de l'Ouest (London) le sont par la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

SOURCE : FRANK

## Cour supérieure de justice : événements entendus en droit de la famille

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Ouest | Brampton | 7 424 | 8 123 | 7 273 | 7 461 | 7 564 | 140 | 2 % |
| | Brantford | 1 305 | 1 279 | 1 206 | 1 174 | 1 140 | -165 | -13 % |
| | Cayuga | 446 | 425 | 439 | 348 | 360 | -86 | -19 % |
| | Milton | 3 480 | 3 203 | 3 210 | 3 654 | 3 559 | 79 | 2 % |
| | Orangeville | 429 | 593 | 576 | 609 | 558 | 129 | 30 % |
| | Simcoe | 655 | 649 | 619 | 419 | 495 | -160 | -24 % |
| | Welland (y compris Niagara Falls) | 2 332 | 2 443 | 2 515 | 2 453 | 2 462 | 130 | 6 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **16 071** | **16 715** | **15 838** | **16 118** | **16 138** | **67** | **0 %** |
| Est | Belleville | 1 049 | 1 096 | 1 074 | 1 110 | 1 159 | 110 | 10 % |
| | Pembroke | 1 429 | 1 548 | 1 154 | 987 | 957 | -472 | -33 % |
| | Picton | 231 | 178 | 157 | 132 | 98 | -133 | -58 % |
| **Total Est** | | **2 709** | **2 822** | **2 385** | **2 229** | **2 214** | **-495** | **-18 %** |
| Nord-Est | Cochrane (y compris Timmins) | 681 | 806 | 671 | 647 | 719 | 38 | 6 % |
| | Gore Bay | 38 | 43 | 64 | 55 | 62 | 24 | 63 % |
| | Haileybury | 339 | 295 | 226 | 206 | 192 | -147 | -43 % |
| | North Bay | 643 | 713 | 659 | 657 | 634 | -9 | -1 % |
| | Parry Sound | 294 | 221 | 230 | 203 | 171 | -123 | -42 % |
| | Sault Ste. Marie | 1 755 | 1 574 | 1 496 | 1 288 | 1 421 | -334 | -19 % |
| | Sudbury | 1 454 | 1 965 | 1 879 | 1 616 | 1 596 | 142 | 10 % |
| **Total Nord-Est** | | **5 204** | **5 617** | **5 225** | **4 672** | **4 795** | **-409** | **-8 %** |
| Nord-Ouest | Fort Frances | 250 | 185 | 219 | 233 | 257 | 7 | 3 % |
| | Kenora | 519 | 413 | 396 | 396 | 492 | -27 | -5 % |
| | Thunder Bay | 1 638 | 1 747 | 1 724 | 1 617 | 1 486 | -152 | -9 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **2 407** | **2 345** | **2 339** | **2 246** | **2 235** | **-172** | **-7 %** |
| Toronto | 393, avenue University | 18 950 | 19 881 | 19 473 | 17 617 | 17 303 | -1 647 | -9 % |
| **Total Toronto** | | **18 950** | **19 881** | **19 473** | **17 617** | **17 303** | **-1 647** | **-9 %** |
| Ouest | Chatham | 1 096 | 1 041 | 1 048 | 1 035 | 993 | -103 | -9 % |
| | Goderich | 547 | 750 | 586 | 640 | 567 | 20 | 4 % |
| | Guelph | 1 316 | 1 291 | 1 286 | 1 421 | 1 393 | 77 | 6 % |
| | Kitchener (y compris Cambridge) | 3 740 | 3 483 | 3 382 | 3 209 | 3 172 | -568 | -15 % |
| | Owen Sound | 648 | 737 | 661 | 717 | 680 | 32 | 5 % |
| | Sarnia | 1 721 | 1 787 | 2 260 | 2 171 | 2 329 | 608 | 35 % |
| | St. Thomas | 1 159 | 1 348 | 1 196 | 1 294 | 1 102 | -57 | -5 % |
| | Stratford | 555 | 609 | 587 | 507 | 606 | 51 | 9 % |
| | Walkerton | 392 | 486 | 464 | 389 | 482 | 90 | 23 % |
| | Windsor | 4 764 | 5 372 | 5 103 | 5 191 | 4 513 | -251 | -5 % |
| | Woodstock | 1 197 | 1 259 | 1 249 | 1 349 | 1 328 | 131 | 11 % |
| **Total Ouest** | | **17 135** | **18 163** | **17 822** | **17 923** | **17 165** | **30** | **0 %** |
| **Total Ontario** | | **62 476** | **65 543** | **63 082** | **60 805** | **59 850** | **-2 626** | **-4 %** |

1. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements) et les événements entendus dans le cadre des procédures d'exécution.
2. Les causes entendues dans la région du Centre-Est, à deux emplacements dans la région du Centre-Ouest (St. Catharines et Hamilton), à sept emplacements dans la région de l'Est (Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth) et à un emplacement dans la région de l'Ouest (London) le sont par la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

SOURCE : FRANK

## Cour de la famille de la Cour supérieure de justice : aperçu des affaires de droit de la famille par région

| Région | Exercice financier | Nouvelles affaires | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | 2005-2006 | 14 403 | 52 515 | 16 834 |
| | 2006-2007 | 14 613 | 52 330 | 15 310 |
| | 2007-2008 | 14 380 | 52 731 | 15 410 |
| | 2008-2009 | 14 268 | 52 965 | 16 882 |
| | 2009-2010 | 14 225 | 52 872 | 18 254 |
| Centre-Ouest | 2005-2006 | 5 625 | 18 884 | 7 653 |
| | 2006-2007 | 5 159 | 18 943 | 7 225 |
| | 2007-2008 | 4 873 | 17 874 | 6 768 |
| | 2008-2009 | 5 117 | 18 052 | 6 438 |
| | 2009-2010 | 5 087 | 19 324 | 7 292 |
| Est | 2005-2006 | 9 250 | 28 153 | 10 051 |
| | 2006-2007 | 8 859 | 27 240 | 9 510 |
| | 2007-2008 | 9 150 | 26 676 | 9 677 |
| | 2008-2009 | 9 140 | 25 253 | 8 930 |
| | 2009-2010 | 9 072 | 25 470 | 8 207 |
| Ouest | 2005-2006 | 3 391 | 10 692 | 2 182 |
| | 2006-2007 | 3 140 | 10 404 | 2 599 |
| | 2007-2008 | 2 968 | 11 683 | 2 454 |
| | 2008-2009 | 3 233 | 10 719 | 2 999 |
| | 2009-2010 | 3 445 | 11 247 | 3 240 |
| Ontario | 2005-2006 | 32 669 | 110 244 | 36 721 |
| | 2006-2007 | 31 771 | 108 917 | 34 644 |
| | 2007-2008 | 31 371 | 108 964 | 34 309 |
| | 2008-2009 | 31 758 | 106 989 | 35 249 |
| | 2009-2010 | 31 829 | 108 913 | 36 992 |

1. Les nouvelles procédures incluent les requêtes, les motions en modification et les demandes adressées à des tribunaux extra-provinciaux concernant des témoignages dans des affaires de garde ou de droit d'accès. Les procédures d'exécution et les demandes visant une dispense des frais ne constituent pas de nouvelles procédures.
2. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements) et les événements entendus dans le cadre des procédures d'exécution.
3. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal.
4. La division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice entend toutes les affaires de la famille dans les 17 villes suivantes : Barrie (y compris Orillia), Bracebridge, Cobourg, Lindsay, Newmarket, Whitby (y compris Oshawa) et Peterborough dans la région du Centre-Est; St. Catharines et Hamilton dans la région du Centre-Ouest; Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth dans la région de l'Est; et enfin London dans la région de l'Ouest. La Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario entendent les affaires de la famille dans les autres emplacements de la Cour. À ces endroits, la Cour qui entend l'affaire est déterminée en fonction des types de demandes qui sont adressées dans l'affaire.

SOURCE : FRANK

## Cour de la famille de la Cour supérieure de justice : nouvelles affaires de droit de la famille

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie (y compris Orillia) | 3 210 | 3 367 | 3 225 | 3 290 | 3 440 | 230 | 7 % |
| | Bracebridge | 471 | 514 | 541 | 486 | 479 | 8 | 2 % |
| | Cobourg | 666 | 673 | 612 | 697 | 597 | -69 | -10 % |
| | Lindsay | 701 | 754 | 662 | 703 | 674 | -27 | -4 % |
| | Newmarket | 3 271 | 3 493 | 3 705 | 3 536 | 3 682 | 411 | 13 % |
| | Peterborough | 1 038 | 962 | 977 | 1 002 | 1 019 | -19 | -2 % |
| | Whitby (y compris Oshawa) | 5 046 | 4 850 | 4 658 | 4 554 | 4 334 | -712 | -14 % |
| **Total Centre-Est** | | **14 403** | **14 613** | **14 380** | **14 268** | **14 225** | **-178** | **-1 %** |
| Centre-Ouest | Hamilton | 3 969 | 3 648 | 3 515 | 3 798 | 3 642 | -327 | -8 % |
| | St. Catharines | 1 656 | 1 511 | 1 358 | 1 319 | 1 445 | -211 | -13 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **5 625** | **5 159** | **4 873** | **5 117** | **5 087** | **-538** | **-10 %** |
| Est | Brockville | 691 | 672 | 664 | 652 | 681 | -10 | -1 % |
| | Cornwall | 1 043 | 1 064 | 1 120 | 1 264 | 1 273 | 230 | 22 % |
| | Kingston | 1 203 | 1 227 | 1 054 | 1 021 | 1 090 | -113 | -9 % |
| | L'Orignal | 495 | 457 | 470 | 550 | 527 | 32 | 6 % |
| | Napanee | 246 | 292 | 328 | 321 | 278 | 32 | 13 % |
| | Ottawa | 5 059 | 4 666 | 5 054 | 4 840 | 4 751 | -308 | -6 % |
| | Perth | 513 | 481 | 460 | 492 | 472 | -41 | -8 % |
| **Total Est** | | **9 250** | **8 859** | **9 150** | **9 140** | **9 072** | **-178** | **-2 %** |
| Ouest | London | 3 391 | 3 140 | 2 968 | 3 233 | 3 445 | 54 | 2 % |
| **Total Ouest** | | **3 391** | **3 140** | **2 968** | **3 233** | **3 445** | **54** | **2 %** |
| **Total Ontario** | | **32 669** | **31 771** | **31 371** | **31 758** | **31 829** | **-840** | **-3 %** |

1. Les nouvelles procédures incluent les requêtes, les motions en modification et les demandes adressées à des tribunaux extra-provinciaux concernant des témoignages dans des affaires de garde ou de droit d'accès. Les procédures d'exécution et les demandes visant une dispense des frais ne constituent pas de nouvelles procédures.
2. La division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice entend toutes les affaires de la famille dans les 17 villes suivantes : Barrie (y compris Orillia), Bracebridge, Cobourg, Lindsay, Newmarket, Whitby (y compris Oshawa) et Peterborough dans la région du Centre-Est; St. Catharines et Hamilton dans la région du Centre-Ouest; Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth dans la région de l'Est; et enfin London dans la région de l'Ouest. La Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario entendent les affaires de la famille dans les autres emplacements de la Cour. À ces endroits, la Cour qui entend l'affaire est déterminée en fonction des types de demandes qui sont adressées dans l'affaire.

SOURCE : FRANK

## Cour de la famille de la Cour supérieure de justice : événements entendus en droit de la famille

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie (y compris Orillia) | 10 644 | 11 077 | 11 703 | 11 707 | 11 527 | 883 | 8 % |
| | Bracebridge | 1 669 | 1 495 | 1 569 | 1 433 | 1 516 | -153 | -9 % |
| | Cobourg | 2 366 | 2 373 | 2 356 | 2 493 | 2 482 | 116 | 5 % |
| | Lindsay | 3 049 | 2 929 | 3 110 | 3 092 | 3 299 | 250 | 8 % |
| | Newmarket | 11 182 | 12 477 | 13 747 | 13 049 | 12 645 | 1 463 | 13 % |
| | Peterborough | 4 408 | 4 175 | 3 971 | 4 095 | 4 540 | 132 | 3 % |
| | Whitby (y compris Oshawa) | 19 197 | 17 804 | 16 275 | 17 096 | 16 863 | -2 334 | -12 % |
| **Total Centre-Est** | | **52 515** | **52 330** | **52 731** | **52 965** | **52 872** | **357** | **1 %** |
| Centre-Ouest | Hamilton | 13 497 | 13 795 | 12 805 | 12 694 | 13 541 | 44 | 0 % |
| | St. Catharines | 5 387 | 5 148 | 5 069 | 5 358 | 5 783 | 396 | 7 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **18 884** | **18 943** | **17 874** | **18 052** | **19 324** | **440** | **2 %** |
| Est | Brockville | 2 573 | 2 565 | 2 561 | 2 560 | 2 804 | 231 | 9 % |
| | Cornwall | 2 600 | 2 604 | 2 707 | 2 794 | 2 798 | 198 | 8 % |
| | Kingston | 3 797 | 3 800 | 3 536 | 3 320 | 3 458 | -339 | -9 % |
| | L'Orignal | 1 547 | 1 233 | 1 674 | 1 631 | 1 722 | 175 | 11 % |
| | Napanee | 852 | 896 | 1 001 | 1 028 | 1 086 | 234 | 27 % |
| | Ottawa | 15 298 | 14 451 | 13 728 | 12 437 | 12 066 | -3 232 | -21 % |
| | Perth | 1 486 | 1 691 | 1 469 | 1 483 | 1 536 | 50 | 3 % |
| **Total Est** | | **28 153** | **27 240** | **26 676** | **25 253** | **25 470** | **-2 683** | **-10 %** |
| Ouest | London | 10 692 | 10 404 | 11 683 | 10 719 | 11 247 | 555 | 5 % |
| **Total Ouest** | | **10 692** | **10 404** | **11 683** | **10 719** | **11 247** | **555** | **5 %** |
| **Total Ontario** | | **110 244** | **108 917** | **108 964** | **106 989** | **108 913** | **-1 331** | **-1 %** |

1. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements) et les événements entendus dans le cadre des procédures d'exécution.
2. La division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice entend toutes les affaires de la famille dans les 17 villes suivantes : Barrie (y compris Orillia), Bracebridge, Cobourg, Lindsay, Newmarket, Whitby (y compris Oshawa) et Peterborough dans la région du Centre-Est; St. Catharines et Hamilton dans la région du Centre-Ouest; Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth dans la région de l'Est; et enfin London dans la région de l'Ouest. La Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario entendent les affaires de la famille dans les autres emplacements de la Cour. À ces endroits la Cour qui entend l'affaire est déterminée en fonction des types de demandes qui sont adressées dans l'affaire.

SOURCE : FRANK

## Cour de justice de l'Ontario : aperçu des affaires de droit de la famille par région

| Région | Exercice financier | Nouvelles affaires | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Centre-Ouest | 2005-2006 | 6 742 | 25 662 | 8 182 |
| | 2006-2007 | 6 372 | 25 480 | 8 325 |
| | 2007-2008 | 6 079 | 25 145 | 8 629 |
| | 2008-2009 | 6 242 | 26 693 | 8 423 |
| | 2009-2010 | 6 367 | 27 035 | 8 782 |
| Est | 2005-2006 | 2 148 | 11 705 | 1 697 |
| | 2006-2007 | 1 956 | 11 811 | 1 764 |
| | 2007-2008 | 1 786 | 11 643 | 1 801 |
| | 2008-2009 | 1 679 | 10 575 | 1 934 |
| | 2009-2010 | 1 616 | 9 365 | 1 835 |
| Nord-Est | 2005-2006 | 3 663 | 21 832 | 4 338 |
| | 2006-2007 | 3 346 | 22 466 | 4 326 |
| | 2007-2008 | 3 207 | 22 028 | 4 295 |
| | 2008-2009 | 3 373 | 21 401 | 4 460 |
| | 2009-2010 | 3 330 | 21 323 | 4 940 |
| Nord-Ouest | 2005-2006 | 1 480 | 7 463 | 1 525 |
| | 2006-2007 | 1 291 | 6 459 | 1 376 |
| | 2007-2008 | 1 224 | 6 348 | 1 200 |
| | 2008-2009 | 1 204 | 7 079 | 1 585 |
| | 2009-2010 | 1 093 | 7 601 | 1 432 |
| Toronto | 2005-2006 | 8 259 | 35 968 | 8 256 |
| | 2006-2007 | 7 675 | 35 612 | 9 328 |
| | 2007-2008 | 7 714 | 36 680 | 8 310 |
| | 2008-2009 | 7 599 | 37 004 | 9 300 |
| | 2009-2010 | 7 091 | 36 000 | 9 060 |
| Ouest | 2005-2006 | 7 319 | 41 958 | 8 798 |
| | 2006-2007 | 7 150 | 40 672 | 8 983 |
| | 2007-2008 | 6 786 | 41 962 | 9 327 |
| | 2008-2009 | 6 951 | 42 924 | 9 426 |
| | 2009-2010 | 7 111 | 43 641 | 9 974 |

## Cour de justice de l'Ontario : aperçu des affaires de droit de la famille par région (suite)

| Région | Exercice financier | Nouvelles affaires | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Ontario | 2005-2006 | 29 611 | 144 588 | 32 796 |
| | 2006-2007 | 27 790 | 142 500 | 34 102 |
| | 2007-2008 | 26 796 | 143 806 | 33 562 |
| | 2008-2009 | 27 048 | 145 676 | 35 129 |
| | 2009-2010 | 26 608 | 144 965 | 36 024 |

1. Les nouvelles procédures incluent les requêtes, les motions en modification et les demandes adressées à des tribunaux extra-provinciaux concernant des témoignages dans des affaires de garde ou de droit d'accès. Les procédures d'exécution et les demandes visant une dispense des frais ne constituent pas de nouvelles procédures.
2. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements) et les événements entendus dans le cadre des procédures d'exécution.
3. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal.
4. La Cour supérieure de justice n'entend aucune affaire de la famille aux endroits suivants : dans la région du Centre-Est; à sept emplacements de la Cour dans la région de l'Est (Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth); à deux emplacements de la Cour dans la région du Centre-Ouest (St. Catharines et Hamilton) et enfin à un emplacement de la Cour dans la région de l'Ouest (London). À ces emplacements, toutes les affaires de la famille sont entendues par la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

SOURCE : FRANK

## Cour de justice de l'Ontario : nouvelles affaires de droit de la famille

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Ouest | Brampton | 3 069 | 2 898 | 2 720 | 2 923 | 3 021 | -48 | -2 % |
| | Brantford | 986 | 916 | 932 | 949 | 936 | -50 | -5 % |
| | Cayuga | 171 | 171 | 159 | 152 | 158 | -13 | -8 % |
| | Milton | 753 | 726 | 752 | 705 | 768 | 15 | 2 % |
| | Orangeville | 245 | 251 | 249 | 255 | 240 | -5 | -2 % |
| | Simcoe | 337 | 294 | 249 | 250 | 288 | -49 | -15 % |
| | Welland (y compris Niagara Falls) | 1 181 | 1 116 | 1 018 | 1 008 | 956 | -225 | -19 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **6 742** | **6 372** | **6 079** | **6 242** | **6 367** | **-375** | **-6 %** |
| Est | Belleville | 1 471 | 1 240 | 1 117 | 1 069 | 1 057 | -414 | -28 % |
| | Pembroke | 527 | 579 | 536 | 480 | 443 | -84 | -16 % |
| | Picton | 150 | 137 | 133 | 130 | 116 | -34 | -23 % |
| **Total Est** | | **2 148** | **1 956** | **1 786** | **1 679** | **1 616** | **-532** | **-25 %** |
| Nord-Est | Cochrane (y compris Timmins) | 644 | 561 | 552 | 594 | 538 | -106 | -16 % |
| | Gore Bay | 194 | 184 | 144 | 136 | 106 | -88 | -45 % |
| | Haileybury (y compris Kirkland Lake) | 155 | 167 | 149 | 155 | 140 | -15 | -10 % |
| | North Bay | 669 | 615 | 660 | 760 | 759 | 90 | 13 % |
| | Parry Sound | 193 | 189 | 151 | 210 | 205 | 12 | 6 % |
| | Sault Ste. Marie (y compris Elliot Lake) | 645 | 586 | 528 | 529 | 505 | -140 | -22 % |
| | Sudbury (y compris Espanola) | 1 163 | 1 044 | 1 023 | 989 | 1 077 | -86 | -7 % |
| **Total Nord-Est** | | **3 663** | **3 346** | **3 207** | **3 373** | **3 330** | **-333** | **-9 %** |
| Nord-Ouest | Fort Frances | 68 | 55 | 70 | 79 | 63 | -5 | -7 % |
| | Kenora (y compris Dryden and Red Lake) | 414 | 364 | 286 | 273 | 228 | -186 | -45 % |
| | Thunder Bay | 998 | 872 | 868 | 852 | 802 | -196 | -20 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **1 480** | **1 291** | **1 224** | **1 204** | **1 093** | **-387** | **-26 %** |
| Toronto | 1911, avenue Eglinton | 1 964 | 0 | 0 | 0 | 0 | -1 964 | -100 % |
| | 311, rue Jarvis | 2 406 | 2 198 | 2 314 | 2 235 | 2 017 | -389 | -16 % |
| | 47, avenue Sheppard Est | 3 889 | 5 477 | 5 400 | 5 364 | 5 074 | 1 185 | 30 % |
| **Total Toronto** | | **8 259** | **7 675** | **7 714** | **7 599** | **7 091** | **-1 168** | **-14 %** |

## Cour de justice de l'Ontario : nouvelles affaires de droit de la famille (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ouest | Chatham | 730 | 602 | 616 | 605 | 632 | -98 | -13 % |
| | Goderich | 206 | 193 | 166 | 213 | 157 | -49 | -24 % |
| | Guelph | 590 | 637 | 606 | 653 | 600 | 10 | 2 % |
| | Kitchener (y compris Cambridge) | 2 008 | 2 151 | 2 116 | 2 287 | 2 174 | 166 | 8 % |
| | Owen Sound | 335 | 392 | 349 | 342 | 422 | 87 | 26 % |
| | Sarnia | 672 | 622 | 567 | 579 | 600 | -72 | -11 % |
| | St. Thomas | 411 | 367 | 391 | 427 | 495 | 84 | 20 % |
| | Stratford | 356 | 323 | 279 | 283 | 316 | -40 | -11 % |
| | Walkerton | 231 | 215 | 168 | 189 | 193 | -38 | -16 % |
| | Windsor | 1 132 | 999 | 944 | 828 | 929 | -203 | -18 % |
| | Woodstock | 648 | 649 | 584 | 545 | 593 | -55 | -8 % |
| **Total Ouest** | | **7 319** | **7 150** | **6 786** | **6 951** | **7 111** | **-208** | **-3 %** |
| **Total Ontario** | | **29 611** | **27 790** | **26 796** | **27 048** | **26 608** | **-3 003** | **-10 %** |

1. Les nouvelles procédures incluent les requêtes, les motions en modification et les demandes adressées à des tribunaux extra-provinciaux concernant des témoignages dans des affaires de garde ou de droit d'accès. Les procédures d'exécution et les demandes visant une dispense des frais ne constituent pas de nouvelles procédures.
2. La Cour supérieure de justice n'entend aucune affaire de la famille aux endroits suivants : dans la région du Centre-Est; à sept emplacements de la Cour dans la région de l'Est (Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth); à deux emplacements de la Cour dans la région du Centre-Ouest (St. Catharines et Hamilton) et enfin à un emplacement de la Cour dans la région de l'Ouest (London). À ces emplacements, toutes les affaires de la famille sont entendues par la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.
3. Depuis la fin de l'année 2005-2006, les affaires de la famille qui étaient entendues au 1911, avenue Eglinton Est sont entendues au tribunal situé au 47, avenue Sheppard Est.

SOURCE : FRANK

## Cour de justice de l'Ontario : événements entendus en droit de la famille

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Ouest | Brampton | 11 965 | 11 666 | 11 960 | 12 675 | 13 263 | 1 298 | 11 % |
| | Brantford | 3 640 | 3 666 | 3 927 | 4 203 | 4 207 | 567 | 16 % |
| | Cayuga | 683 | 670 | 605 | 626 | 610 | -73 | -11 % |
| | Milton | 2 737 | 2 775 | 2 804 | 2 835 | 2 834 | 97 | 4 % |
| | Orangeville | 1 107 | 1 141 | 1 136 | 1 193 | 1 182 | 75 | 7 % |
| | Simcoe | 1 921 | 1 893 | 1 226 | 1 275 | 1 453 | -468 | -24 % |
| | Welland (y compris Niagara Falls) | 3 609 | 3 669 | 3 487 | 3 886 | 3 486 | -123 | -3 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **25 662** | **25 480** | **25 145** | **26 693** | **27 035** | **1 373** | **5 %** |
| Est | Belleville | 7 306 | 7 489 | 7 266 | 6 365 | 5 831 | -1 475 | -20 % |
| | Pembroke | 3 648 | 3 705 | 3 710 | 3 511 | 3 023 | -625 | -17 % |
| | Picton | 751 | 617 | 667 | 699 | 511 | -240 | -32 % |
| **Total Est** | | **11 705** | **11 811** | **11 643** | **10 575** | **9 365** | **-2 340** | **-20 %** |
| Nord-Est | Cochrane (y compris Timmins) | 3 809 | 3 230 | 3 285 | 3 650 | 3 564 | -245 | -6 % |
| | Gore Bay | 866 | 811 | 696 | 494 | 445 | -421 | -49 % |
| | Haileybury (y compris Kirkland Lake) | 712 | 817 | 644 | 636 | 672 | -40 | -6 % |
| | North Bay | 4 015 | 4 612 | 4 609 | 4 363 | 4 118 | 103 | 3 % |
| | Parry Sound | 1 490 | 1 284 | 1 047 | 1 078 | 1 383 | -107 | -7 % |
| | Sault Ste. Marie (y compris Elliot Lake) | 4 299 | 4 761 | 4 750 | 4 871 | 4 894 | 595 | 14 % |
| | Sudbury (y compris Espanola) | 6 641 | 6 951 | 6 997 | 6 309 | 6 247 | -394 | -6 % |
| **Total Nord-Est** | | **21 832** | **22 466** | **22 028** | **21 401** | **21 323** | **-509** | **-2 %** |
| Nord-Ouest | Fort Frances | 380 | 334 | 294 | 409 | 355 | -25 | -7 % |
| | Kenora (y compris Dryden and Red Lake) | 1 923 | 1 532 | 1 312 | 1 217 | 1 071 | -852 | -44 % |
| | Thunder Bay | 5 160 | 4 593 | 4 742 | 5 453 | 6 175 | 1 015 | 20 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **7 463** | **6 459** | **6 348** | **7 079** | **7 601** | **138** | **2 %** |
| Toronto | 1911, avenue Eglinton | 10 324 | 0 | 0 | 0 | 0 | -10 324 | -100 % |
| | 311, rue Jarvis | 12 501 | 12 158 | 12 525 | 11 702 | 10 947 | -1 554 | -12 % |
| | 47, avenue Sheppard Est | 13 143 | 23 454 | 24 155 | 25 302 | 25 053 | 11 910 | 91 % |
| **Total Toronto** | | **35 968** | **35 612** | **36 680** | **37 004** | **36 000** | **32** | **0 %** |

## Cour de justice de l'Ontario : événements entendus en droit de la famille (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ouest | Chatham | 4 564 | 4 183 | 4 120 | 4 551 | 5 084 | 520 | 11 % |
| | Goderich | 2 141 | 1 846 | 1 742 | 1 723 | 1 614 | -527 | -25 % |
| | Guelph | 2 347 | 2 407 | 2 754 | 2 859 | 2 948 | 601 | 26 % |
| | Kitchener (y compris Cambridge) | 9 100 | 9 507 | 10 051 | 10 352 | 10 803 | 1 703 | 19 % |
| | Owen Sound | 2 185 | 2 224 | 2 511 | 2 480 | 2 420 | 235 | 11 % |
| | Sarnia | 5 590 | 5 606 | 5 293 | 4 949 | 4 728 | -862 | -15 % |
| | St. Thomas | 1 985 | 2 013 | 2 039 | 2 126 | 2 120 | 135 | 7 % |
| | Stratford | 1 761 | 1 592 | 1 453 | 1 637 | 1 465 | -296 | -17 % |
| | Walkerton | 1 444 | 1 445 | 1 262 | 1 241 | 1 346 | -98 | -7 % |
| | Windsor | 6 364 | 5 513 | 6 097 | 6 007 | 6 179 | -185 | -3 % |
| | Woodstock | 4 477 | 4 336 | 4 640 | 4 999 | 4 934 | 457 | 10 % |
| **Total Ouest** | | **41 958** | **40 672** | **41 962** | **42 924** | **43 641** | **1 683** | **4 %** |
| **Total Ontario** | | **144 588** | **142 500** | **143 806** | **145 676** | **144 965** | **377** | **0 %** |

1. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements) et les événements entendus dans le cadre des procédures d'exécution.
2. La Cour supérieure de justice n'entend aucune affaire de la famille aux endroits suivants : dans la région du Centre-Est; à sept emplacements de la Cour dans la région de l'Est (Brockville, Cornwall, Kingston, L'Orignal, Napanee, Ottawa et Perth); à deux emplacements de la Cour dans la région du Centre-Ouest (St. Catharines et Hamilton) et enfin à un emplacement de la Cour dans la région de l'Ouest (London). À ces emplacements, toutes les affaires de la famille sont entendues par la division de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.
3. Depuis la fin de l'année 2005-2006, les affaires de la famille qui étaient entendues au 1911, avenue Eglinton Est sont entendues au tribunal situé au 47, avenue Sheppard Est.

SOURCE : FRANK

## Cour des petites créances : aperçu des affaires par région

| Région | Exercice financier | Demandes déposées | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | 2005-2006 | 13 250 | 15 778 | 5 041 |
| | 2006-2007 | 11 524 | 13 987 | 4 807 |
| | 2007-2008 | 11 135 | 14 686 | 5 144 |
| | 2008-2009 | 11 592 | 14 588 | 5 714 |
| | 2009-2010 | 12 269 | 14 558 | 6 157 |
| Centre-Ouest | 2005-2006 | 16 271 | 19 861 | 6 524 |
| | 2006-2007 | 15 036 | 18 343 | 6 879 |
| | 2007-2008 | 14 910 | 18 525 | 6 801 |
| | 2008-2009 | 15 436 | 17 888 | 7 224 |
| | 2009-2010 | 15 198 | 18 486 | 7 538 |
| Est | 2005-2006 | 8 848 | 7 628 | 3 102 |
| | 2006-2007 | 8 359 | 6 925 | 2 965 |
| | 2007-2008 | 7 308 | 7 384 | 3 191 |
| | 2008-2009 | 6 519 | 8 456 | 3 111 |
| | 2009-2010 | 6 332 | 7 441 | 2 833 |
| Nord-Est | 2005-2006 | 3 562 | 3 525 | 1 672 |
| | 2006-2007 | 3 048 | 3 432 | 1 472 |
| | 2007-2008 | 2 761 | 2 830 | 1 374 |
| | 2008-2009 | 2 765 | 2 649 | 1 378 |
| | 2009-2010 | 2 908 | 2 684 | 1 315 |
| Nord-Ouest | 2005-2006 | 1 877 | 952 | 558 |
| | 2006-2007 | 1 532 | 1 008 | 354 |
| | 2007-2008 | 1 319 | 831 | 470 |
| | 2008-2009 | 1 401 | 832 | 403 |
| | 2009-2010 | 1 557 | 754 | 420 |

## Cour des petites créances : aperçu des affaires par région (suite)

| Région | Exercice financier | Demandes déposées | Événements entendus | Heures d'activité des salles d'audience |
|---|---|---|---|---|
| Toronto | 2005-2006 | 17 171 | 28 997 | 11 174 |
| | 2006-2007 | 15 951 | 24 937 | 11 690 |
| | 2007-2008 | 14 660 | 24 962 | 9 359 |
| | 2008-2009 | 15 512 | 25 369 | 10 919 |
| | 2009-2010 | 15 697 | 25 494 | 10 786 |
| Ouest | 2005-2006 | 14 320 | 11 258 | 4 469 |
| | 2006-2007 | 13 413 | 11 246 | 3 771 |
| | 2007-2008 | 11 540 | 10 869 | 3 295 |
| | 2008-2009 | 10 528 | 10 434 | 4 097 |
| | 2009-2010 | 10 293 | 9 765 | 4 053 |
| Ontario | 2005-2006 | 75 299 | 87 999 | 32 540 |
| | 2006-2007 | 68 863 | 79 878 | 31 937 |
| | 2007-2008 | 63 633 | 80 087 | 29 635 |
| | 2008-2009 | 63 753 | 80 216 | 32 846 |
| | 2009-2010 | 64 254 | 79 182 | 33 101 |

1. Les affaires reçues incluent tous les nouveaux dossiers qui sont ouverts à l'exception des dossiers concernant des dossiers d'application de la loi et des demandes visant une dispense des frais.
2. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements).
3. Les heures d'activité des salles d'audience correspondent aux heures d'utilisation des salles d'audience; elles ne tiennent pas compte des heures de travail des officiers de justice ou du personnel du tribunal.

SOURCE : FRANK

## Cour des petites créances : demandes déposées

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie | 2 218 | 1 915 | 1 867 | 1 901 | 2 030 | -188 | -8 % |
| | Bracebridge | 444 | 391 | 380 | 409 | 390 | -54 | -12 % |
| | Cobourg | 488 | 335 | 318 | 306 | 345 | -143 | -29 % |
| | Lindsay (y compris Minden) | 551 | 466 | 437 | 359 | 374 | -177 | -32 % |
| | Newmarket | 1 038 | 967 | 922 | 913 | 995 | -43 | -4 % |
| | Orillia | 395 | 382 | 364 | 380 | 376 | -19 | -5 % |
| | Peterborough | 602 | 550 | 550 | 595 | 554 | -48 | -8 % |
| | Richmond Hill | 4 801 | 3 842 | 3 770 | 3 993 | 4 236 | -565 | -12 % |
| | Whitby (y compris Oshawa) | 2 713 | 2 676 | 2 527 | 2 736 | 2 969 | 256 | 9 % |
| **Total Centre-Est** | | **13 250** | **11 524** | **11 135** | **11 592** | **12 269** | **-981** | **-7 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 7 249 | 6 732 | 6 735 | 7 453 | 7 097 | -152 | -2 % |
| | Brantford | 813 | 706 | 769 | 690 | 679 | -134 | -16 % |
| | Burlington | 799 | 749 | 552 | 702 | 852 | 53 | 7 % |
| | Cayuga | 171 | 175 | 184 | 163 | 203 | 32 | 19 % |
| | Hamilton | 2 927 | 2 790 | 2 726 | 2 625 | 2 741 | -186 | -6 % |
| | Milton | 530 | 485 | 489 | 491 | 585 | 55 | 10 % |
| | Oakville | 661 | 597 | 610 | 625 | 398 | -263 | -40 % |
| | Orangeville | 344 | 323 | 282 | 304 | 261 | -83 | -24 % |
| | Simcoe | 291 | 352 | 310 | 245 | 243 | -48 | -16 % |
| | St. Catharines | 1 718 | 1 311 | 1 129 | 985 | 971 | -747 | -43 % |
| | Welland | 768 | 816 | 1 124 | 1 153 | 1 168 | 400 | 52 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **16 271** | **15 036** | **14 910** | **15 436** | **15 198** | **-1 073** | **-7 %** |
| Est | Alexandria | 101 | 99 | 96 | 101 | 75 | -26 | -26 % |
| | Belleville | 762 | 794 | 678 | 646 | 594 | -168 | -22 % |
| | Brockville | 535 | 427 | 479 | 404 | 426 | -109 | -20 % |
| | Cornwall (y compris Iroquois) | 441 | 412 | 414 | 393 | 349 | -92 | -21 % |
| | Kingston (y compris Sharbot Lake) | 749 | 599 | 532 | 519 | 489 | -260 | -35 % |
| | L'Orignal | 405 | 411 | 404 | 429 | 389 | -16 | -4 % |
| | Morrisburg | 95 | 69 | 49 | 54 | 60 | -35 | -37 % |
| | Napanee (y compris Kalader) | 143 | 168 | 141 | 143 | 148 | 5 | 3 % |
| | Ottawa | 4 801 | 4 515 | 3 841 | 3 064 | 3 126 | -1 675 | -35 % |
| | Pembroke | 266 | 368 | 208 | 233 | 213 | -53 | -20 % |
| | Perth | 290 | 252 | 257 | 299 | 243 | -47 | -16 % |
| | Picton | 117 | 99 | 99 | 107 | 86 | -31 | -26 % |
| | Renfrew | 143 | 146 | 110 | 127 | 134 | -9 | -6 % |
| **Total Est** | | **8 848** | **8 359** | **7 308** | **6 519** | **6 332** | **-2 516** | **-28 %** |
| Nord-Est | Burk's Falls | 0 | 74 | 30 | 0 | 0 | 0 | |
| | Cochrane | 158 | 115 | 109 | 60 | 66 | -92 | -58 % |
| | Elliot Lake | 74 | 74 | 57 | 57 | 68 | -6 | -8 % |
| | Englehart | 28 | 97 | 0 | 0 | 0 | -28 | -100 % |
| | Gore Bay | 47 | 37 | 32 | 29 | 27 | -20 | -43 % |

## Cour des petites créances : demandes déposées (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Haileybury | 121 | 173 | 93 | 91 | 80 | -41 | -34 % |
| | Kapuskasing | 204 | 191 | 167 | 159 | 160 | -44 | -22 % |
| | Kirkland Lake | 90 | 76 | 93 | 84 | 93 | 3 | 3 % |
| | North Bay | 558 | 469 | 380 | 450 | 485 | -73 | -13 % |
| | Parry Sound | 191 | 111 | 175 | 158 | 210 | 19 | 10 % |
| | Sault Ste. Marie | 605 | 523 | 536 | 515 | 477 | -128 | -21 % |
| | Sturgeon Falls | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 % |
| | Sudbury | 1 076 | 761 | 724 | 750 | 833 | -243 | -23 % |
| | Timmins | 410 | 345 | 364 | 412 | 409 | -1 | 0 % |
| **Total Nord-Est** | | **3 562** | **3 048** | **2 761** | **2 765** | **2 908** | **-654** | **-18 %** |
| Nord-Ouest | Dryden | 195 | 179 | 163 | 159 | 154 | -41 | -21 % |
| | Fort Frances | 93 | 91 | 125 | 101 | 63 | -30 | -32 % |
| | Geraldton | 71 | 49 | 29 | 33 | 16 | -55 | -77 % |
| | Kenora | 156 | 112 | 136 | 91 | 112 | -44 | -28 % |
| | Nipigon | 43 | 46 | 45 | 38 | 31 | -12 | -28 % |
| | Red Lake | 41 | 51 | 27 | 28 | 28 | -13 | -32 % |
| | Thunder Bay | 1 278 | 1 004 | 794 | 951 | 1 153 | -125 | -10 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **1 877** | **1 532** | **1 319** | **1 401** | **1 557** | **-320** | **-17 %** |
| Toronto | 47, avenue Sheppard Est | 17 171 | 15 951 | 14 660 | 15 512 | 15 697 | -1 474 | -9 % |
| **Total Toronto** | | **17 171** | **15 951** | **14 660** | **15 512** | **15 697** | **-1 474** | **-9 %** |
| Ouest | Cambridge | 946 | 785 | 690 | 778 | 688 | -258 | -27 % |
| | Chatham | 655 | 563 | 568 | 494 | 465 | -190 | -29 % |
| | Goderich | 327 | 273 | 182 | 208 | 175 | -152 | -46 % |
| | Guelph | 837 | 822 | 688 | 673 | 779 | -58 | -7 % |
| | Kitchener | 1 875 | 1 543 | 1 600 | 1 695 | 1 710 | -165 | -9 % |
| | London | 2 321 | 2 217 | 1 906 | 1 989 | 1 864 | -457 | -20 % |
| | Owen Sound | 495 | 512 | 452 | 475 | 476 | -19 | -4 % |
| | Sarnia | 655 | 610 | 632 | 595 | 629 | -26 | -4 % |
| | St. Thomas | 599 | 602 | 502 | 520 | 328 | -271 | -45 % |
| | Stratford | 421 | 362 | 300 | 296 | 288 | -133 | -32 % |
| | Walkerton | 309 | 312 | 286 | 270 | 295 | -14 | -5 % |
| | Windsor | 4 294 | 4 364 | 3 219 | 2 057 | 2 091 | -2 203 | -51 % |
| | Woodstock | 586 | 448 | 515 | 478 | 505 | -81 | -14 % |
| **Total Ouest** | | **14 320** | **13 413** | **11 540** | **10 528** | **10 293** | **-4 027** | **-28 %** |
| **Total Ontario** | | **75 299** | **68 863** | **63 633** | **63 753** | **64 254** | **-11 045** | **-15 %** |

1. Les affaires reçues incluent tous les nouveaux dossiers qui sont ouverts à l'exception des dossiers concernant des dossiers d'application de la loi et des demandes visant une dispense des frais.

SOURCE : FRANK

## Cour des petites créances : événements entendus

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Centre-Est | Barrie | 1 969 | 2 043 | 2 036 | 2 127 | 1 836 | -133 | -7 % |
| | Bracebridge | 539 | 477 | 558 | 542 | 476 | -63 | -12 % |
| | Cobourg | 508 | 471 | 412 | 409 | 381 | -127 | -25 % |
| | Lindsay (y compris Minden) | 529 | 459 | 539 | 460 | 504 | -25 | -5 % |
| | Newmarket | 1 291 | 1 061 | 1 043 | 1 105 | 1 076 | -215 | -17 % |
| | Orillia | 155 | 286 | 356 | 377 | 321 | 166 | 107 % |
| | Peterborough | 729 | 624 | 750 | 623 | 632 | -97 | -13 % |
| | Richmond Hill | 7 617 | 5 869 | 5 924 | 5 639 | 6 044 | -1 573 | -21 % |
| | Whitby (y compris Oshawa) | 2 441 | 2 697 | 3 068 | 3 306 | 3 288 | 847 | 35 % |
| **Total Centre-Est** | | **15 778** | **13 987** | **14 686** | **14 588** | **14 558** | **-1 220** | **-8 %** |
| Centre-Ouest | Brampton | 9 054 | 8 758 | 8 836 | 8 845 | 8 923 | -131 | -1 % |
| | Brantford | 636 | 694 | 649 | 697 | 729 | 93 | 15 % |
| | Burlington | 1 070 | 1 045 | 893 | 818 | 1 056 | -14 | -1 % |
| | Cayuga | 184 | 263 | 261 | 225 | 231 | 47 | 26 % |
| | Hamilton | 3 800 | 3 428 | 3 490 | 3 247 | 3 314 | -486 | -13 % |
| | Milton | 766 | 597 | 632 | 617 | 748 | -18 | -2 % |
| | Oakville | 1 129 | 935 | 865 | 829 | 892 | -237 | -21 % |
| | Orangeville | 427 | 368 | 335 | 342 | 359 | -68 | -16 % |
| | Simcoe | 274 | 322 | 339 | 292 | 227 | -47 | -17 % |
| | St. Catharines | 1 673 | 1 337 | 1 345 | 1 032 | 1 001 | -672 | -40 % |
| | Welland | 848 | 596 | 880 | 944 | 1 006 | 158 | 19 % |
| **Total Centre-Ouest** | | **19 861** | **18 343** | **18 525** | **17 888** | **18 486** | **-1 375** | **-7 %** |
| Est | Alexandria | 87 | 92 | 100 | 99 | 83 | -4 | -5 % |
| | Belleville | 791 | 754 | 869 | 741 | 659 | -132 | -17 % |
| | Brockville | 586 | 491 | 697 | 595 | 671 | 85 | 15 % |
| | Cornwall (y compris Iroquois) | 438 | 321 | 351 | 322 | 328 | -110 | -25 % |
| | Kingston (y compris Sharbot Lake) | 594 | 516 | 484 | 523 | 493 | -101 | -17 % |
| | L'orignal | 426 | 460 | 409 | 457 | 403 | -23 | -5 % |
| | Morrisburg | 40 | 73 | 49 | 37 | 52 | 12 | 30 % |
| | Napanee (y compris Kalader) | 168 | 161 | 223 | 147 | 123 | -45 | -27 % |
| | Ottawa | 3 599 | 3 281 | 3 533 | 4 833 | 3 934 | 335 | 9 % |
| | Pembroke | 244 | 246 | 229 | 231 | 228 | -16 | -7 % |
| | Perth | 262 | 276 | 193 | 252 | 258 | -4 | -2 % |
| | Picton | 201 | 137 | 141 | 113 | 106 | -95 | -47 % |
| | Renfrew | 192 | 117 | 106 | 106 | 103 | -89 | -46 % |
| **Total Est** | | **7 628** | **6 925** | **7 384** | **8 456** | **7 441** | **-187** | **-2 %** |

## Cour des petites créances : événements entendus (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nord-Est | Burk's Falls | 0 | 19 | 44 | 0 | 0 | 0 | 0 % |
| | Cochrane | 115 | 136 | 92 | 90 | 47 | -68 | -59 % |
| | Elliot Lake | 73 | 80 | 74 | 44 | 43 | -30 | -41 % |
| | Englehart | 40 | 0 | 0 | 0 | 0 | -40 | -100 % |
| | Gore Bay | 30 | 24 | 24 | 20 | 36 | 6 | 20 % |
| | Haileybury | 81 | 115 | 160 | 80 | 83 | 2 | 2 % |
| | Kapuskasing | 147 | 127 | 84 | 109 | 73 | -74 | -50 % |
| | Kirkland Lake | 40 | 46 | 45 | 71 | 38 | -2 | -5 % |
| | North Bay | 492 | 445 | 421 | 329 | 404 | -88 | -18 % |
| | Parry Sound | 227 | 202 | 141 | 166 | 194 | -33 | -15 % |
| | Sault Ste. Marie | 381 | 377 | 287 | 331 | 311 | -70 | -18 % |
| | Sturgeon Falls | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 % |
| | Sudbury | 1 330 | 1 434 | 1 177 | 1 164 | 1 183 | -147 | -11 % |
| | Timmins | 569 | 427 | 280 | 245 | 272 | -297 | -52 % |
| **Total Nord-Est** | | **3 525** | **3 432** | **2 830** | **2 649** | **2 684** | **-841** | **-24 %** |
| Nord-Ouest | Dryden | 74 | 59 | 27 | 96 | 60 | -14 | -19 % |
| | Fort Frances | 35 | 39 | 55 | 26 | 17 | -18 | -51 % |
| | Geraldton | 11 | 25 | 25 | 14 | 22 | 11 | 100 % |
| | Kenora | 58 | 94 | 76 | 50 | 55 | -3 | -5 % |
| | Nipigon | 56 | 32 | 20 | 23 | 16 | -40 | -71 % |
| | Red Lake | 0 | 12 | 8 | 17 | 17 | 17 | 0 % |
| | Thunder Bay | 718 | 747 | 620 | 606 | 567 | -151 | -21 % |
| **Total Nord-Ouest** | | **952** | **1 008** | **831** | **832** | **754** | **-198** | **-21 %** |
| Toronto | 47, avenue Sheppard Est | 28 997 | 24 937 | 24 962 | 25 369 | 25 494 | -3 503 | -12 % |
| **Total Toronto** | | **28 997** | **24 937** | **24 962** | **25 369** | **25 494** | **-3 503** | **-12 %** |
| Ouest | Cambridge | 481 | 736 | 643 | 716 | 633 | 152 | 32 % |
| | Chatham | 468 | 513 | 567 | 459 | 456 | -12 | -3 % |
| | Goderich | 280 | 280 | 239 | 217 | 162 | -118 | -42 % |
| | Guelph | 938 | 829 | 767 | 802 | 836 | -102 | -11 % |
| | Kitchener | 1 679 | 1 689 | 1 710 | 1 781 | 1 754 | 75 | 4 % |
| | London | 2 637 | 2 170 | 2 696 | 2 298 | 1 899 | -738 | -28 % |
| | Owen Sound | 455 | 476 | 492 | 430 | 383 | -72 | -16 % |
| | Sarnia | 489 | 551 | 540 | 494 | 477 | -12 | -2 % |
| | St. Thomas | 539 | 622 | 524 | 523 | 383 | -156 | -29 % |
| | Stratford | 337 | 347 | 289 | 230 | 215 | -122 | -36 % |
| | Walkerton | 298 | 314 | 215 | 209 | 181 | -117 | -39 % |
| | Windsor | 2 118 | 2 270 | 1 899 | 1 933 | 2 081 | -37 | -2 % |
| | Woodstock | 539 | 449 | 288 | 342 | 305 | -234 | -43 % |
| **Total Ouest** | | **11 258** | **11 246** | **10 869** | **10 434** | **9 765** | **-1 493** | **-13 %** |

## Cour des petites créances : événements entendus (suite)

| Région | Emplacement | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 | Écart de 05-06 à 09-10 | % d'écart de 05-06 à 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total Ontario** | | **87 999** | **79 878** | **80 087** | **80 216** | **79 182** | **-8 817** | **-10 %** |

1. Les événements entendus incluent tous les événements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris ceux qui ont été ajournés par un officier de justice qui préside).

SOURCE : FRANK

## Cour d'appel de l'Ontario : appels en matière criminelle

| | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|
| Appels en instance (au 1er avril) | 1 078 | 1 134 | 1 168 | 1 177 | 1 134 |
| Appels qui se sont ajoutés | 934 | 911 | 851 | 756 | 872 |
| Appels à l'égard desquels une décision a été rendue | 878 | 877 | 842 | 799 | 816 |
| Appels en instance (au 31 mars) | 1 134 | 1 168 | 1 177 | 1 134 | 1 190 |

SOURCE : Cour d'appel de l'Ontario

## Cour d'appel : Appels en matière de droit civil et de droit de la famille

| | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|
| Appels en instance (au 1er avril) | 773 | 777 | 727 | 680 | 638 |
| Appels qui se sont ajoutés | 874 | 799 | 730 | 726 | 743 |
| Appels à l'égard desquels une décision a été rendue | 870 | 849 | 783 | 768 | 849 |
| Appels en instance (au 31 mars) | 777 | 727 | 680 | 638 | 526 |

SOURCE : Cour d'appel de l'Ontario

## Cour d'appel : Requêtes entendues par un juge seul

| | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|
| Requêtes en droit civil et de la famille | 391 | 421 | 444 | 409 | 392 |
| Requêtes déposées par un avocat en droit criminel et en personne | 441 | 361 | 417 | 368 | 378 |
| Motions déposées par des détenus criminels auto-représentés | 94 | 107 | 106 | 109 | 85 |
| Nombre total de requêtes entendues par un juge seul | 926 | 889 | 967 | 886 | 855 |

SOURCE : Cour d'appel de l'Ontario

## Cour d'appel : Requêtes entendues par un juge seul à l'égard desquelles une décision a été rendue

| | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|
| Requêtes en droit civil et de la famille à l'égard desquelles une décision a été rendue | 364 | 394 | 412 | 419 | 388 |
| Requêtes déposées par un avocat en droit criminel et en personne à l'égard desquelles une décision a été rendue | 421 | 351 | 372 | 368 | 402 |
| Requêtes déposées par des détenus criminels auto-représentés à l'égard desquelles une décision a été rendue | 96 | 103 | 100 | 100 | 87 |
| Nombre total de requêtes entendues par un juge seul à l'égard desquelles une décision a été rendue | 881 | 848 | 884 | 887 | 877 |

SOURCE : Cour d'appel de l'Ontario

## Cour d'appel : Requêtes entendues par une formation

| | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|
| Requêtes en droit civil et de la famille | 209 | 218 | 208 | 190 | 235 |
| Requêtes déposées par un avocat en droit criminel et en personne | 27 | 28 | 18 | 14 | 19 |
| Motions déposées par des détenus criminels auto-représentés | 15 | 17 | 11 | 13 | 12 |
| Nombre total de requêtes entendues par un juge seul | 251 | 263 | 237 | 217 | 266 |

SOURCE : Cour d'appel de l'Ontario

## Cour d'appel : Requêtes entendues par une formation à l'égard desquelles une décision a été rendue

| | 05-06 | 06-07 | 07-08 | 08-09 | 09-10 |
|---|---|---|---|---|---|
| Requêtes en droit civil et de la famille | 195 | 213 | 188 | 217 | 221 |
| Requêtes déposées par un avocat en droit criminel et en personne à l'égard desquelles une décision a été rendue | 21 | 24 | 15 | 16 | 14 |
| Requêtes déposées par des détenus criminels auto-représentés à l'égard desquelles une décision a été rendue | 14 | 12 | 16 | 15 | 12 |
| Nombre total de requêtes entendues par un juge seul à l'égard desquelles une décision a été rendue | 230 | 249 | 219 | 248 | 247 |

SOURCE : Cour d'appel de l'Ontario

## Inventaire des appels de détenus*

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| janvier | 235 | 212 | 278 | 291 | 302 | 307 |
| février | 249 | 212 | 289 | 288 | 306 | 308 |
| mars | 244 | 218 | 280 | 265 | 305 | 303 |
| avril | 251 | 231 | 310 | 269 | 292 | 301 |
| mai | 241 | 241 | 289 | 252 | 291 | na** |
| juin | 249 | 246 | 299 | 263 | 287 | na |
| juillet | 241 | 254 | 287 | 275 | 306 | na |
| août | 244 | 285 | 279 | 300 | 302 | na |
| septembre | 242 | 275 | 299 | 297 | 307 | na |
| octobre | 220 | 278 | 303 | 288 | 306 | na |
| novembre | 219 | 286 | 279 | 299 | 295 | na |
| décembre | 216 | 278 | 284 | 285 | 301 | na |

*Les statistiques reflètent l'année civile, du 1er janvier au 31 décembre
**Les statistiques n'étaient pas disponibles au moment de la publication

SOURCE : Cour d'appel de l'Ontario